

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 29 SEPTEMBRE 2016

TOME II

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

PRU CEVENNES (Petit Bard - Pergola) Restructuration des commerces Convention partenariale entre l'EPARECA, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Projet de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard - Pergola) prévoit, outre la requalification de l'habitat et du cadre de vie des habitants, la restructuration de l'offre commerciale. Enjeu majeur du projet, elle contribuera à revaloriser l'image du quartier et à l'ouvrir sur son environnement. Signé le 10 juillet 2015 en présence de la Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Ville, l'avenant n°10 de clôture de la Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du 25 novembre 2005 prévoit, avec le concours financier de l'ANRU, une importante intervention de réorganisation, requalification et redynamisation de l'appareil commercial visant à développer une offre de proximité de qualité pour les habitants du quartier et à favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers alentours grâce à une attractivité commerciale nouvelle.

Confiée à la SERM dans le cadre de la concession d'aménagement signée en mai 2007, cette opération porte sur environ 1 147 m² de surface commerciale. Actuellement en cours de réalisation, elle comprend :

- d'une part, la réorganisation des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat des cellules et des baux par la SERM, travaux de retournement des entrées sur l'espace public (la nouvelle place et l'avenue du Petit Bard réaménagée) et de réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle (nature des commerces, traitement des devantures, horaires d'ouverture, etc.) ;
- d'autre part, le rachat par la SERM au bailleur ACM des cellules commerciales situées au rez-de-chaussée de la nouvelle résidence « Les Jasmins », leur aménagement et leur mise en location.

Ainsi, l'ensemble des commerces bénéficiera d'une bonne visibilité depuis l'espace public, contribuant à son animation, et la résidence Apollinaire pourra engager sa résidentialisation.

D'abord porté par la SERM dans le cadre de sa concession d'aménagement, ce nouveau dispositif commercial sera ensuite cédé à un investisseur ad hoc unique au terme de l'opération, l'objectif étant de maintenir une gestion uniforme et stricte, qui garantira de manière durable la pérennité des investissements réalisés et la qualité

de l'offre proposée. En 2014, un partenariat a été engagé avec l'opérateur public EPARECA (Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux) qui intervient régulièrement en site ANRU, en vue de lui céder le nouveau dispositif commercial du Petit Bard et de lui en confier l'exploitation.

Par décision de son conseil d'administration n°788/2015 en date du 29 septembre 2015, l'EPARECA a été autorisé à acquérir les volumes commerciaux réalisés dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine du quartier des Cévennes confiée à la SERM et à signer la convention formalisant cet engagement.

Ainsi, il est proposé au Conseil municipal la signature d'une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, porteur du projet de rénovation urbaine, Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de développement économique incluant le commerce de proximité, et l'EPARECA visant à préciser les engagements de chaque partie.

Cette convention fixe en particulier les conditions de cession du dispositif commercial restructuré par la SERM à l'EPARECA, cession qui interviendra au plus tard le 31 décembre 2018, pour un montant net vendeur prévisionnel de 1 540 000 €.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à créer un environnement favorable à la bonne santé de ces commerces, notamment par l'aménagement des espaces publics situés aux abords et par le non développement d'une offre commerciale concurrentielle.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage par ailleurs à apporter sa garantie bancaire à hauteur de 50% de l'emprunt contracté par l'EPARECA, plafonné à 80% du montant de l'acquisition soit 1 233 395 €.

L'EPARECA s'engage quant à lui à conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement et à ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux en cas de revente.

L'intervention de l'EPARECA, qui souhaite par ailleurs s'engager aux côtés de la collectivité dans le cadre du NPRU de la Mosson, constitue un gage de réussite du projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la mise en place d'une convention partenariale entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPARECA visant à préciser les conditions de cession à l'EPARECA du dispositif commercial restructuré par la SERM dans le cadre du PRU Cévennes,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

TITRE DE L'OPERATION
CONVENTION PARTENARIALE

ENTRE

La VILLE de Montpellier

Représentée par son Maire, M. Philippe SAUREL, agissant aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du [X] rendue exécutoire le [X]

Ci-après dénommée "La VILLE".

ET

Montpellier Méditerranée Métropole

Représentée par son Président, M. Philippe SAUREL, agissant aux présentes en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du [X] rendue exécutoire le [X]

Ci-après dénommée "l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale" ou « EPCI ».

ET

L'Etablissement Public National d'Aménagement et de Restructuration des Espaces Commerciaux et Artisanaux, Epareca

Créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de Relance pour la Ville et du décret n°97-130 du 12 février 1997 portant sur l'organisation EPARECA, ayant son siège 12, place Saint-Hubert à Lille (59),

Représenté par sa Directrice Générale, Madame Valérie LASEK, nommée à ces fonctions par un arrêté interministériel du 11 avril 2016 et domicilié en qualité audit siège

Ci-après dénommé « Epareca »

PREAMBULE

La présente convention est conclue en application de l'article L 325-1 du code de l'urbanisme qui stipule qu'Epareca peut passer convention avec les communes, établissements publics ou syndicats mixtes pour favoriser l'aménagement et la restructuration des espaces commerciaux et artisanaux dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les territoires retenus au titre du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés.

La VILLE de Montpellier est signataire de la présente convention en tant que porteur du Projet de Rénovation urbaine et au titre de sa compétence en matière d'occupation du domaine public, de gestion des marchés forains et de sécurité et au titre de la concession d'aménagement en date du 9 mai 2007 passée avec la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM) pour la réalisation de l'opération d'aménagement dans le cadre du projet de rénovation urbaine du « Quartier Cévennes – Petit Bard » par concession d'aménagement.

Montpellier Méditerranée Métropole est signataire au titre de ses compétences en développement économique dont le commerce de proximité, en Politique de la Ville et en voirie et espace public.

SOMMAIRE

TITRE I – OBJET DE LA CONVENTION ET ENGAGEMENTS PRIS PAR LES PARTIES	3
ARTICLE 1 – OBJET GENERAL DE LA CONVENTION	3
ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA VILLE ET DE L'EPCI	4
ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS D'EPARECA	7
TITRE II – DISPOSITIONS PARTICULIERES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN PHASE DE PROMOTION	8
ARTICLE 4 – PROGRAMMATION COMMERCIALE	8
ARTICLE 5 – EVOLUTION DU PROJET A L'INITIATIVE DE [LA VILLE, L'EPCI]	8
ARTICLE 6 – EVOLUTION DU PROJET A L'INITIATIVE D'EPARECA	8
ARTICLE 7 – EVOLUTION DU PROJET A L'INITIATIVE CONJOINTE DE [LA VILLE/L'EPCI] ET D'EPARECA	8
ARTICLE 8 – VARIATION DU PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9
ARTICLE 9 – VARIATION DU MONTANT PREVISIONNEL DES SUBVENTIONS	9
ARTICLE 10 – DELAI ET DEFAUT DE VERSEMENT D'UNE SUBVENTION PAR UN TIERS	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
TITRE III – DISPOSITIONS PARTICULIERES DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET EN PHASE D'EXPLOITATION ET DE CESSION	10
ARTICLE 11 – DISPOSITIONS PRISES EN PHASE D'EXPLOITATION	10
ARTICLE 12 – MODALITES D'ASSOCIATION DE [LA VILLE/L'EPCI] AUX OPERATIONS DE CESSIONS	10
TITRE IV – AFFECTATION DE L'EQUILIBRE DU CONTRAT EN COURS D'EXECUTION	10
ARTICLE 13 – AFFECTATION DE L'EQUILIBRE DU CONTRAT DU FAIT D'UNE DES PARTIES	11
ARTICLE 14 – AFFECTATION DE L'EQUILIBRE DU CONTRAT DU FAIT D'UN TIERS	11
TITRE V – DUREE DE LA CONVENTION ET REGLEMENT DES LITIGES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
ARTICLE 15 – TERME DE LA CONVENTION	12
ARTICLE 16 – DIFFERENDS	12
DOCUMENTS ANNEXES A LA PRESENTE CONVENTION	14

Titre I – Objet de la convention et engagements pris par les Parties

Article 1 – Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de formaliser les relations contractuelles entre la VILLE de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Epareca en vue de l'acquisition par Epareca auprès de la SERM des locaux commerciaux (rez-de-chaussée et réserves en sous-sol) d'une part, de la résidence Guillaume Apollinaire d'autre part, de l'immeuble M dit « Les Jasmins », dans le quartier du Petit Bard, ci-après désignée l'« Opération ».

Cette opération est partie intégrante du projet de rénovation urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola) faisant l'objet d'une convention pluriannuelle de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) signée le 25 novembre 2005.

Elle porte sur les phases de promotion, d'exploitation et de cession à terme à un investisseur.

Epareca, sur décision de son conseil d'administration, pourra de plein droit, en cours d'exécution de la présente convention, déclarer toute société filiale en substitution de ses droits et obligations.

Contexte

Situé à 3km du centre-ville de Montpellier, au sein du quartier des Cévennes, le secteur du Petit Bard-Pergola, est un des trois territoires bénéficiant d'un projet de rénovation urbaine à Montpellier dans le cadre du premier PNRU. En 1999, il compte 5000 habitants. Il se compose de deux ensembles : le Petit Bard et la résidence La Pergola.

Le secteur du Petit Bard construit en 1961-1964 pour accueillir les rapatriés d'Algérie se compose de 2 copropriétés privées.

- La copropriété du Petit Bard (812 logements)
- La copropriété Apollinaire (42 logements)

Ce quartier des Cévennes possède de nombreux atouts et un réel potentiel d'évolution au regard des perspectives d'augmentation de la population de Montpellier.

La Ville de Montpellier a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) la réalisation de l'opération d'aménagement dans le cadre du projet de rénovation urbaine du « Quartier Cévennes – Petit Bard » par concession d'aménagement en date du 9 mai 2007. La durée de la concession a été prolongée par avenant jusqu'au 30 juin 2019 pour finaliser le programme visé par la concession.

Dans ce cadre, 462 logements seront démolis et 247 logements sociaux reconstruits sur site pour permettre une amélioration des conditions de vie des habitants un changement d'image du quartier. Ce PRU porte également sur la restructuration de l'offre commerciale du quartier qui constitue un enjeu majeur de l'intervention opérationnelle. Elle permettra de dynamiser l'appareil commercial et d'en améliorer la qualité de manière à maintenir une offre de proximité pour les habitants du quartier mais également favoriser la venue d'une clientèle issue des quartiers environnants grâce à une attractivité commerciale nouvelle qui contribuera à l'ouverture du quartier et à son changement d'image.

Le projet de restructuration commerciale, en cours de réalisation par la SERM, comprend :

- D'une part la réorganisation des cellules commerciales situées en rez-de-chaussée et au sous-sol de la résidence Guillaume Apollinaire : rachat de cellules avec extinction des baux et mise en place de nouveaux baux négociés par la SERM, travaux de retournement des entrées pour 10 commerces. Actuellement les entrées et devantures sont tournées vers une place intérieure, non visible depuis les axes de circulation. Elles retrouveraient ainsi des façades, sur l'espace public (nouvelle place et avenue du Petit Bard restructurée) travaux de

réfection des locaux, mise en place d'une gestion locative rationnelle. Ces commerces seront accompagnés de 5 locaux associatifs ou de service pour une surface de 530m² qui seront propriété de la ville de Montpellier. La copropriété actuelle sera remplacée par une division en volumes des immeubles.

- D'autre part, le rachat au bailleur ACM par la SERM de 4 cellules commerciales qui devraient être occupées pour partie(soit environ 372m²) en rez-de-chaussée du bâtiment « Les Jasmins », , qui se situent dans le prolongement de la nouvelle place. Les locaux commerciaux feront l'objet d'une division en volumes.

Cette intervention porte au total sur 1 147 m² de surface commerciale.

Article 2 – Engagements de la VILLE et de l'EPCI

2.1. Portée des engagements

Les engagements de la Ville de Montpellier et de l'EPCI, Montpellier Méditerranée Métropole, constituent les conditions nécessaires et déterminantes sans lesquelles Epareca ne pourrait pas engager les investissements nécessaires à l'aboutissement de l'opération.

Il est précisé que la Ville de Montpellier et la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) ont signé une concession d'aménagement le 9 mai 2007 effective jusqu'au 30 juin 2019, par laquelle la SERM s'est vue confier la restructuration du dispositif commercial. Dans ce cadre, la SERM procède pour la résidence « Apollinaire » et la résidence « Les Jasmins » (immeuble M) à l'ensemble des acquisitions de locaux commerciaux et fonds de commerces, aux travaux d'aménagement et de reconfiguration des cellules commerciales, à la mise en place des nouveaux baux commerciaux et aux divisions en volumes nécessaires. Le programme et le périmètre d'intervention de la SERM sont repris en annexes 3 et 4. Certaines interventions ont déjà été réalisées, d'autres sont en cours de réalisation par la SERM.

2.2. Consistance des engagements

a) Engagements généraux de la VILLE

La ville de Montpellier a missionné la SERM, dans le cadre de la concession d'aménagement en date du 9 mai 2007, pour :

- Poursuivre la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et faire toute diligence pour respecter le calendrier prévisionnel de l'ANRU,
- Se rendre propriétaire des locaux commerciaux (rez-de-chaussée et réserves en sous-sol) de la résidence Guillaume Apollinaire et de ceux de l'immeuble M dit « Les Jasmins », et prendre en charge les transferts, évictions et éventuelles pertes d'exploitation liées aux transferts et/ou travaux des commerçants concernés par la mise en place du projet sur la base du programme et de la grille de loyers joints en annexe 2 et du bail type Epareca.
- Mettre en œuvre la procédure de Déclaration d'Utilité Publique et la procédure d'expropriation si nécessaire pour assurer la libération foncière des locaux existants.
- Céder à Epareca les volumes comprenant les locaux commerciaux (rez-de-chaussée et réserves en sous-sol) de la résidence Guillaume Apollinaire et ceux de l'immeuble M dit 'Les Jasmins' conformément au niveau de prestations techniques reprises en annexes 10 et 11 et aux transferts de commerçants réalisés par la SERM après une division en volumes de chaque bâtiment pour un prix ferme, net vendeur , de 1 540 000 € HT et en fonction de l'avis des Domaines,

- Réaliser les espaces publics desservant les locaux commerciaux pour assurer leur cohérence avec le fonctionnement des commerces (schéma de circulation, calibrage et implantation des stationnements, espaces verts, éclairage public, dévoiement de réseaux, accès...) ;
- Viabiliser et aménager les abords des locaux commerciaux comprenant les parkings, aires de livraison de convoyeurs de fonds ou dessertes nécessaires à l'activité du centre, flux piétons ou praticables par des « caddies » et personnes à mobilité réduite ; ainsi que les ouvrages anti bélier et toutes dispositions conformément aux recommandations du ministère de la Ville (ex ACSE) en matière « d'animation et de sécurité des commerces dans les quartiers relevant de la politique de la ville », et sur la base des conclusions des études de sécurité qui auront été réalisées le cas échéant ;

La ville de Montpellier s'engage à :

- Réaliser les espaces publics desservant les locaux commerciaux pour assurer leur cohérence avec le fonctionnement des commerces (schéma de circulation, calibrage et implantation des stationnements, espaces verts, éclairage public, dévoiement de réseaux, accès...) ;
- Viabiliser et aménager les abords des locaux commerciaux comprenant les parkings, aires de livraison de convoyeurs de fonds ou dessertes nécessaires à l'activité du centre, flux piétons ou praticables par des « caddies » et personnes à mobilité réduite ; ainsi que les ouvrages anti bélier et toutes dispositions conformément aux recommandations du ministère de la Ville (ex ACSE) en matière « d'animation et de sécurité des commerces dans les quartiers relevant de la politique de la ville », et sur la base des conclusions des études de sécurité qui auront été réalisées le cas échéant ;
- Ne pas être à l'initiative de l'implantation d'activités de commerces de proximité directement concurrentielles dans un périmètre de 500 m autour de chacune des futures polarités commerciales dans le respect des règles du droit commun, sans que cela ne constitue une entrave à la liberté d'entreprendre et de commercer, et ce, pendant 10 ans à compter de la date de signature de la présente convention.
- Assister Epareca dans le cadre de ses relations avec l'association des commerçants à constituer pour le nouvel équipement commercial,
- Organiser techniquement et financièrement à l'issue de l'Opération et en lien avec la Métropole l'inauguration officielle du nouvel équipement commercial,
- S'engage à appliquer l'article 10 de la loi n°95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation relative à la sécurité par l'installation d'un système de vidéo surveillance aux abords de l'espace commercial objet de la saisine d'Epereca et ce considérant le caractère spécifique des sites relevant de la géographie d'intervention d'Epereca.
- Participer à la mise en œuvre du plan de communication de l'opération conformément à l'annexe 9 relative à la définition des actions de communication envisagées, à l'identification du ou des maître (s) d'ouvrage de chacune d'elles et de leurs prises en charge financière.

b) Engagements généraux de l'EPCI,

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- Ne pas être à l'initiative de l'implantation d'activités de commerces de proximité directement concurrentielles dans un périmètre de 500 m autour de chacune des futures polarités commerciales dans le respect des règles du droit commun, sans que cela ne constitue une

entrave à la liberté d'entreprendre et de commercer, et ce, pendant 10 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

- Assister Epareca dans le cadre de ses relations avec l'association des commerçants à constituer pour le nouveau centre commercial,
- Prendre, à la demande d'Epareca, toute délibération permettant l'exercice du droit de préemption dans un périmètre où elle a décidé d'intervenir pour l'aménager ou améliorer la qualité urbaine (art. L. 210-1 du code de l'urbanisme).
- Participer à la mise en œuvre du plan de communication de l'Opération conformément à l'annexe 9 relative à la définition des actions de communication envisagées, à l'identification du ou des maître (s) d'ouvrage de chacune d'elles et de leurs prises en charge financière.
- Participer à la mise en œuvre du plan de jalonnement routier ainsi que la signalétique spécifiques à l'Opération conformément à l'annexe 9 relative à la définition des actions de communication envisagées, à l'identification du ou des maître (s) d'ouvrage de chacune d'elles et de leurs prises en charge financière.
- Organiser techniquement et financièrement à l'issue de l'opération, et en lien avec la ville de Montpellier l'inauguration officielle des locaux commerciaux,

c) Engagements financiers

L'EPCI Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à apporter sa garantie bancaire, à hauteur de 50% à l'emprunt ou aux emprunts contractés par Epareca, ou par toute société filiale qui s'y substituera dans les conditions prévues à l'article 1er, pour contribuer au financement de l'Opération prévue par la présente convention ou par ses avenants ultérieurs.

2.3. Sanctions de l'inexécution d'obligations de la VILLE ou de l'EPCI

En cas de méconnaissance par la VILLE ou par l'EPCI d'une obligation qui lui incombe et lorsque l'inexécution de cette obligation rend impossible la bonne mise en œuvre de l'opération, Epareca pourra en prononcer la résiliation, Il en est de même si la VILLE ou l'EPCI prennent un acte ou sont à l'origine d'un fait susceptible d'affecter la bonne exécution de la présente convention.

Les parties se rapprocheront afin d'étudier les modalités de résiliation.

Article 3 – Engagements d'Epareca

3.1. Portée des engagements

Les engagements d'Epareca sont contractés conformément au dossier d'investissement (annexe 2) soumis au Conseil d'administration d'Epareca à l'occasion de la décision d'investissement prise par délibération en date du 29 septembre 2015.

Ces engagements constituent des conditions nécessaires et déterminantes sans lesquelles ni la responsabilité de la VILLE ni celle de l'EPCI ne pourrait être recherchée en cas de manquement aux engagements incombant à chacun d'eux en application de la présente convention.

3.2. Consistance des engagements

Epareca s'engage à :

- Acquérir auprès de la SERM, au plus tard le 31 décembre 2018, les volumes comprenant les locaux commerciaux (rez-de-chaussée et réserves en sous-sol) de la résidence Guillaume Apollinaire conformément au niveau de prestations techniques reprises en annexe 10 et aux transferts de commerçants réalisés par la SERM, après une division en volume pour un prix ferme net vendeur de 1 000 000€ HT selon l'avis des Domaines et conformément aux engagements de la Ville et de l'EPCI,
- Acquérir auprès de la SERM, au plus tard le 31 décembre 2018, les volumes comprenant les locaux commerciaux (rez-de-chaussée) de l'immeuble M dit 'Les Jasmins' conformément au niveau de prestations techniques reprises en annexe 11 et aux activités commerciales transférées réalisés par la SERM après une division en volume pour un prix ferme, net vendeur, de 540 000€ HT selon de l'avis des Domaines et conformément aux engagements de la Ville et de l'EPCI,
- Financer la réalisation de l'opération immobilière commerciale en mobilisant des fonds propres et des emprunts tels que figurant au bilan en annexe.
- Assurer la commercialisation de locaux vacants, la gestion locative, commerciale et technique de l'équipement commercial.
- Conserver la propriété de l'équipement commercial pendant le temps nécessaire pour assurer la pérennité de son fonctionnement,
- Ne pas démembrer la propriété unique des volumes commerciaux,
- Favoriser la création ou la réactivation de l'association des commerçants et organiser techniquement la mise en œuvre, par cette dernière, d'animations commerciales destinées à favoriser l'activité du futur équipement commercial,
- Participer techniquement et financièrement aux opérations de communication, de jalonnement routier et de signalétique conformément à l'annexe 9,

3.3. Sanction de l'inexécution d'engagements d'Epareca

En cas de méconnaissance par Epareca d'une obligation qui lui incombe (telle qu'elle résulte des engagements ci-dessus) et lorsque cette méconnaissance rend impossible la bonne exécution de la

convention, la Ville ou l'EPCI pourra en prononcer la résiliation. Il en est de même si EPARECA est responsable d'un fait ou d'une décision rendant impossible la bonne mise en œuvre de l'opération.

Les parties se rapprocheront afin d'étudier les modalités de résiliation.

Titre II – Dispositions particulières de mise en œuvre du projet en phase de promotion

Article 4 – Programmation commerciale

La Ville et l'EPCI ont déterminé le programme commercial actuel dans le cadre des opérations de retournement des commerces de la résidence Guillaume Apollinaire et celle de la création du rez-de chaussée-commercial de l'immeuble « Les Jasmins ».

La ville ou l'EPCI, informeront l'EPARECA des évolutions éventuelles de cette programmation commerciale de l'Opération en phase opérationnelle et devront obtenir l'accord d'Epareca avant la signature de la cession des volumes commerciaux.

Article 5 – Evolution du projet à l'initiative de la VILLE, l'EPCI

Toute modification substantielle, à l'initiative de la Ville ou de l'EPCI, du projet décrit à l'article 1 et susceptible de remettre en cause les clauses prévues par la présente convention sera soumise à l'accord des autres Parties à la convention et donnera lieu à un avenant qui fixe le programme de ces modifications et précise également leurs modalités de financement et de subventionnement.

Si l'intégralité des financements et subventions prévus par l'avenant n'a pas fait l'objet d'une décision d'attribution par les collectivités ou organismes concernés dans le délai convenu à l'avenant, la Ville et l'EPCI s'engagent :

- soit à se substituer au financeur défaillant ;
- soit à renoncer aux modifications prévues par l'avenant

Article 6 – Evolution du projet à l'initiative d'Epareca

Toute modification substantielle, à l'initiative d'EPARECA, du projet décrit à l'article 1 et susceptible de remettre en cause les clauses prévues par la présente convention sera soumise à l'accord des autres Parties à la convention et donnera lieu à un avenant qui fixe le programme de ces modifications et précise également leurs modalités de financement et de subventionnement.

Si l'intégralité des financements et subventions prévus par l'avenant n'a pas fait l'objet d'une décision d'attribution par les collectivités ou organismes concernés dans le délai convenu à l'avenant, Epareca s'engage :

- soit à se substituer au financeur défaillant;
- soit à renoncer aux modifications prévues par l'avenant.

Article 7 – Evolution du projet à l'initiative conjointe de la Ville, de l'EPCI et d'Epareca

Toute modification substantielle, à l'initiative conjointe de la VILLE, de l'EPCI et d'Epareca du projet décrit à l'article 1 et susceptible de remettre en cause les clauses prévues par la présente convention devra faire l'objet d'un avenant conclu entre les Parties à la présente convention. Cet avenant fixe le programme de ces modifications et précise également leurs modalités de financement et de subventionnement.

Si l'intégralité des financements et subventions prévus par l'avenant n'a pas fait l'objet d'une décision d'attribution par les collectivités ou organismes concernés dans le délai convenu à l'avenant, la Ville, de l'EPCI et Epareca s'engagent :

- soit à se substituer au financeur défaillant selon une répartition à convenir,
- soit à renoncer aux modifications prévues par l'avenant.

PROJET

Titre III – Dispositions particulières de mise en œuvre du projet en phase d'exploitation et de cession

Article 10 – Dispositions prises en phase d'exploitation

Epareca assure, le cas échéant avec l'appui de prestataires externes, les missions d'exploitation de l'actif tout au long de la durée de détention. Ces missions comprennent :

- la gestion locative ;
- la maintenance immobilière ;
- la commercialisation ;
- l'appui à l'animation.

Epareca informe la Ville et l'EPCI de l'évolution de la programmation commerciale initiale, notamment du fait de nouvelles commercialisations et, ou des cessions de baux.

Dans le cadre du contrat de ville conclu avec l'Etat, la VILLE et l'EPCI, dans le cadre de leurs compétences respectives, s'engagent à favoriser la réalisation de ces missions.

En particulier, afin de conforter la phase exploitation, la ville et l'EPCI accompagneront Epareca dans les actions suivantes, en mobilisant leurs dispositifs de droit commun ainsi que les actions spécifiques prévues dans le cadre de la politique de la ville :

- l'accès des porteurs de projets commerciaux et artisanaux aux dispositifs d'insertion par l'emploi et de soutien à la création d'entreprises ;
- toute action de communication nécessaire à la commercialisation des locaux ;
- la mise en place d'un jalonnement routier vers le centre commercial depuis les axes de flux principaux ;
- l'installation d'une signalétique de proximité ;
- tout dispositif d'animation commerciale.

La Ville et l'EPCI seront associés par Epareca au processus de sélection des candidats à la location de locaux offerts dans l'opération. Epareca recueillera auprès des services de la ville et de l'EPCI les renseignements utiles à la sélection des candidatures, étant précisé qu'Epareca reste seul décisionnaire es qualité de bailleur.

Article 11 – Modalités d'association de la Ville et l'EPCI aux opérations de cessions

Nonobstant le terme de la convention, Epareca s'engage à informer la Ville et l'EPCI et à recueillir leur avis concernant le calendrier de la cession des biens objets de la présente convention.

Epareca s'engage à informer la Ville et l'EPCI et à recueillir leur avis concernant la décision de céder l'équipement commercial, et à leur présenter le candidat investisseur avant la régularisation de l'acte de cession.

Titre IV – Affectation de l'équilibre du contrat en cours d'exécution

La présente convention a été conclue en considération de l'équilibre notamment financier résultant du dossier d'investissement mentionné à l'article 3.1 . En conséquence, tout fait ou acte affectant cet équilibre est régi par les stipulations ci-après.

Article 12 – Affectation de l'équilibre du contrat du fait d'une des Parties

Lorsque l'une des parties envisage de prendre un acte ou est à l'origine d'un fait susceptible d'affecter la bonne exécution du contrat, elle en informe les autres parties préalablement.

Dans l'hypothèse où l'une des parties considère que l'équilibre notamment financier du contrat est susceptible d'être affecté en raison d'un fait ou acte de cette nature, les parties se rapprochent dans les meilleurs délais, à l'initiative de l'une d'elles, afin d'en déterminer les conséquences sur son exécution.

Si les Parties s'accordent sur la continuation de la présente convention, elles concluent un avenant qui fixe les modalités de rétablissement de son équilibre notamment financier.

A défaut d'accord sur cet avenant dans un délai de six mois à compter de l'initiative prise pour le rapprochement des Parties, ou si les Parties s'accordent sur l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la présente convention, celle-ci est résiliée de plein droit, dans les mêmes conditions que celles définies :

- par les deux derniers alinéas de l'article 2.3 si la Ville ou l'EPCI est à l'initiative de l'acte ou du fait susceptible d'affecter la bonne exécution du contrat ;
- par le dernier alinéa de l'article 3.3 si Epareca est à l'initiative de cet acte ou de ce fait.

Article 13 – Affectation de l'équilibre du contrat du fait d'un tiers

Lorsque l'une des Parties à la présente convention est informée d'un acte ou projet d'acte ou encore d'un fait susceptible d'affecter sa bonne exécution, elle en informe l'autre partie dans les meilleurs délais.

Si l'une des Parties considère que l'équilibre notamment financier de la présente convention est susceptible d'être affecté en raison de ce fait ou de cet acte, elle prend l'initiative d'un rapprochement entre elles dans les meilleurs délais afin d'en déterminer les conséquences sur son exécution.

Si les Parties s'accordent sur la continuation de la présente convention, elles concluent, le cas échéant, un avenant qui fixe les modalités de rétablissement de son équilibre notamment financier.

A défaut d'accord sur cet avenant dans un délai de six mois à compter de l'initiative de l'une des Parties ou si celles-ci s'accordent sur l'impossibilité de poursuivre l'exécution de la présente convention, il est procédé comme aux deux derniers alinéas de l'article 3.3. de la présente convention.

Titre V – Durée de la convention et règlement des litiges

Article 14 – Conditions suspensives

Les parties ont convenu de soumettre la prise d'effet de la présente convention à la réalisation des conditions suspensives suivantes :

- Acquisition des locaux commerciaux de l'immeuble « M » dit « Les Jasmins » par la SERM auprès du bailleur ACM,
- Réalisation des travaux sur tous les locaux, identique à ceux réalisés sur les locaux commerciaux de la résidence Guillaume Apollinaire,

- Réalisation des travaux sur tous les locaux commerciaux y compris les réserves en sous-sol conformément au DCE de la résidence Guillaume Apollinaire,
- Réalisation des transferts des baux programmés par la SERM sur la résidence Guillaume Apollinaire et l'immeuble « Le Jasmin ».

Ces conditions suspensives seront levées au plus tard le 31 décembre 2018.

Au plus tard, à cette date, les parties constateront :

- Soit la caducité de la présente convention, si les conditions suspensives ne sont pas levées, sans que cela puisse ouvrir droit à quelque indemnisation au profit de l'une ou de l'autre des parties signataires du présent acte,
- Soit la réalisation des conditions suspensives, validant définitivement les clauses et les conditions applicables au présent acte,

Toutefois les parties pourront, d'un commun accord, décider, aux termes d'un avenant, de proroger la date de levée des conditions suspensives pour une durée dont elles conviendront ensemble.

Article 15 - Terme de la convention

Le terme de la présente convention, à compter de la date de signature par les parties, est fixé au 31 décembre 2029.

Article 16 – Différends

Préalablement à l'engagement de toute action contentieuse et sous réserve des dispositions prises au titre des articles précédents, les Parties s'engagent à saisir le Préfet de Département du différend qui les oppose, en vue de solliciter sa conciliation.

A défaut d'accord à l'issue d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la conciliation opérée par le préfet, chacune des parties peut saisir le tribunal administratif de Lille.

Fait en trois exemplaires originaux

A Le

Pour EPARECA

Valérie LASEK

Directrice Générale

Pour la ville de Montpellier

Philippe SAUREL

Maire

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Philippe SAUREL

Président

PROJET

Documents annexés à la présente convention

1. Arrêté de nomination du Directeur général
2. Dossier d'investissement
3. Plan du périmètre de la concession d'aménagement
4. Programme de la concession d'aménagement
5. Planning de réalisation l'opération par la SERM
6. Délibération du Conseil d'administration d'Epareca décidant la mise en investissement
7. Délibération du Conseil municipal rendue exécutoire habilitant le Maire à signer la présente convention
8. Délibération du Conseil métropolitain rendue exécutoire habilitant le Président à signer la présente convention
9. Annexes relatives à communication, au jalonnement routier et à la signalétique.
10. Plans et limite de prestations techniques du programme Apollinaire
11. Plan(s) et limite de prestations techniques du programme ACM

Plan de localisation des commerces



Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajnel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC OVALIE

Demande d'agrément de candidature

Tranche 6 - Lot n° 20B

“URBIS Réalisations”

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares. Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics). Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « URBIS Réalisations » pour le lot 20B de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : URBIS Réalisations
266, Place Ernest Granier
Arche Jacques Coeur
34000 MONTPELLIER

Localisation du projet : Section PB n°23 partie, n°97 partie, n°123 partie et n°126 partie

Surface du lot : 1.294 m²

Nature du projet : 44 logements collectifs en accession libre (répartis en deux bâtiments)

SDP envisagée : 2.300 m² en accession libre

SDP maximale autorisée : 2.415 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé :

- d'agréer la candidature de la société « URBIS Réalisations » en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 44 logements collectifs en deux bâtiments dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

ZAC OVALIE Demande d'agrément de candidature Tranche 6 - Lot n° 20A "URBAT Promotion"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'aménagement des secteurs situés à proximité de la deuxième ligne de tramway, le Conseil municipal a décidé par délibération du 26 juin 2003 de lancer une procédure de zone d'aménagement concerté (ZAC) pour la création du quartier Ovalie.

Le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la création de la ZAC Ovalie le 3 juin 2004 et le dossier de réalisation de la ZAC le 29 juillet 2004.

Par délibération en date du 29 juillet 2004, le Conseil municipal a confié une convention publique d'aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) portant sur les études et les aménagements nécessaires à la réalisation de la ZAC Ovalie.

Ce nouveau quartier, situé à proximité du quartier de Bagatelle et du complexe de rugby Yves du Manoir, s'étend sur une superficie d'environ 32 hectares.

Il est bordé par l'avenue de Toulouse au sud, l'avenue de Vanières à l'est et le Rieucoulon à l'ouest. Il a pour objectif de marquer l'entrée ouest de la Ville et la transition entre le périurbain et les secteurs plus denses de Montpellier. Il offrira dans un cadre paysager de qualité environ 3000 logements diversifiés (logements sociaux, logements en accession abordable et libre) et une grande mixité de fonctions (logements, bureaux, commerces et équipements publics).

Fédérateurs d'échanges et de convivialité, deux espaces publics bordés de commerces et de services de proximité permettront d'assurer une animation du quartier.

Conformément à l'article 14 alinéa 2 de la convention publique d'aménagement signée le 1^{er} septembre 2004 et à l'article 1.8 du cahier des charges de cession de terrain approuvé le 1^{er} mars 2006, la SERM propose d'agréer la candidature de la société « URBAT Promotion » pour le lot 20A de la tranche 6 de l'opération Ovalie.

Maître d'ouvrage : URBAT Promotion
Résidence Oxygène
1401 Avenue du Mondial 98
CS 68214
34965 MONTPELLIER Cedex 02

Localisation du projet : Section PB n°23 partie

Surface du lot : 2.134 m²

Nature du projet : 64 logements collectifs répartis en 3 bâtiments (2 en accession libre, un en locatif social)

SDP envisagée : 3.900 m²
- dont 1500 m² de SDP en locatif social,
- dont 2400 m² de SDP en accession libre.

SDP maximale autorisée : 4.095 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société « URBAT Promotion » en vue de la réalisation d'une opération immobilière d'environ 64 logements collectifs, en trois bâtiments, dans la ZAC Ovalie,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

FONCIER - Cession par la Ville à six riverains de la rue Louis Martin Berthoud (Malbosc) d'une bande de terrain située en prolongement de leur propriété

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Fin 2015, six riverains propriétaires des parcelles TN 355 à 360 de la rue Louis Martin Berthoud (Malbosc), ont sollicité la Ville pour la cession d'une bande de terrain de 2.80 mètres de profondeur, en prolongement de leurs jardins, pour une surface totale d'environ 200 m², à extraire des parcelles TN 444 et TN 451, situées en zone 9AU-5w.

La bande à céder est située entre leurs clôtures actuelles et une haie vive plantée par la Ville, qui borde elle-même la limite Nord de la future ZAC du Coteau.

Une cession similaire a été réalisée en 2013 à neuf riverains dans le prolongement de la même rue, pour une surface totale de 302 m² au prix de 55 €/m².

Les acquéreurs sont :

- Monsieur et Madame MAZEL Stéphane, propriétaires de la parcelle TN 355,
- Monsieur et Madame FORGERON Gérard, propriétaires de la parcelle TN 356,
- Monsieur et Madame GACHON Nicolas, propriétaires de la parcelle TN 357,
- Monsieur et Madame GUY Alexandre, propriétaires de la parcelle TN 358,
- Monsieur GAUDRIAULT Georges et Madame TRAVER Sabine, propriétaires de la parcelle TN 359,
- Monsieur VANNIER Marc et Madame BALDY Annie, propriétaires de la parcelle TN 360.

Dans le cadre de ce projet, les acquéreurs devront prendre en charge :

- la dépose de leurs anciennes clôtures,
- la fourniture et la pose des segments de clôture mitoyens,
- la pose de la nouvelle clôture entre leur propriété et celle de la Ville,
- les frais d'acte.

La totalité des six acquéreurs devra par ailleurs solidairement affermir la vente afin d'éviter des cessions « en peigne ».

La Ville prendra en charge les frais d'établissement des documents de division parcellaire.

France Domaine a évalué ces terrains le 29 juin 2016 à 55 €/m², soit un total d'environ 11 000 € pour 200 m², prix qui sera recalculé au prorata de la surface constatée par géomètre-expert.

La commission des cessions immobilières, réunie le 11 juillet 2016, a donné un avis favorable à cette cession de gré-à-gré.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter la cession aux propriétaires des parcelles TN 355 à 360 d'une bande de terrain de 2,80 mètres de profondeur située au droit de leurs propriétés, issue des parcelles TN 444p et 451p au prix de 55€/m² conforme à l'estimation des services fiscaux ;
- de solliciter l'étude notariale désignée par les acquéreurs en vue de la rédaction de l'acte ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Direction Départementale des Finances Publiques
du Département de l'Hérault



BRIGADE D'EVALUATION.

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par pascal BONNAIRE

téléphone : 04 67 22 62 66

télécopie : 04 67 22 62 69

Courriel : pascal.bonnaire@dgfip.finances.gouv.fr

Montpellier, le 29 juin 2016.

Mairie de Montpellier
Département urbanisme et aménagement
Direction de l'urbanisme opérationnel
1 place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER cedex 2

Objet: Cession à des riverains.

Affaire suivie par Mme Durand.

Référence: dossier n° 2016.172V1122.

- 1- **Service consultant :** Ville de Montpellier.
- 2- **Situation des biens :** Parcelle cadastrée TN 444 (en partie) située rue Louis Martin Berthoud à Montpellier.
- 3- **Propriétaires :** divers(6).
- 4- **Description sommaire :** Diverses petites emprises (6) en forme de bandes pour une surface totale de 200 m² en nature de terrain nu et non aménagé.
- 5- **Urbanisme applicable :** Zone 9AU-5w du PLU en vigueur.
- 6- **Valeur vénale des biens:** (avec une marge de d'appréciation de +/- 10%)
La valeur vénale des emprises susvisées peut être déterminée sur la base d'un prix unitaire de 55 € le m².

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques,
L'inspecteur des Finances Publiques,



Pascal BONNAIRE

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Transfert de biens Ville / Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L.5217-2 du code général des collectivités territoriales.

Le code général des collectivités territoriales en son article L.5217-5 précise que doit être opéré un transfert en pleine propriété des biens des communes membres affectés aux nouvelles compétences dévolues à la métropole ou antérieurement mis à disposition de l'EPCI préexistant. La métropole sera substituée de plein droit dans l'ensemble des droits et obligations attachés aux biens anciennement mis à disposition et les contrats en cours exécutés jusqu'à leur échéance.

Conformément à la loi, la cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit, salaire ou honoraire.

Il est ainsi proposé à la suite de la première liste validée par le Conseil Municipal du 20 Juillet 2016, une deuxième liste de biens complémentaires à céder à Montpellier Méditerranée Métropole.

Etant donné la nature spécifique du dossier, il est proposé que les cessions soient régularisées par actes administratifs de vente rédigés par la Ville, évitant le recours à l'acte notarié. Les servitudes éventuelles, existantes ou à constituer, seront également rappelées ou créées au sein desdits actes administratifs.

L'article L.1311-13 du code général des collectivités territoriales octroie le pouvoir propre aux maires de recevoir et d'authentifier en vue de leur publication au bureau des hypothèques, les actes concernant les droits réels immobiliers et les baux passés en la forme administrative.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole les biens suivants :

- Les équipements sportifs suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance approximative	Origine de propriété	Servitudes	N° Inventaire	Montant inventaire
Piscine Chamberte (Marcel Spilliaert)	IT 134p	+ ou – 3963 m ²	Acte du 2/10/1986 de l'OPAC		BAT 1484	473 022,05 €
Piscine La Rauze (Suzanne Berlioux)	DO 135p	+ ou – 3969 m ²	Acte du 26/09/1974 de Richard-Simoni	Servitude de passage (créée par un acte du 9 et 13 octobre 1961 (volume 2830, Numéro 3))	BAT 818	68 113,40 €
Stade de la Mosson	LP 51p	+ ou – 51993 m ²	Acte du 27/11/1979 de la SERM	Servitudes de passage à créer	BAT 41147	35 375 276,10 €
Gymnase du Clapas					BAT 1538	1 449 324,36 €
Centre Nautique Neptune	LP 6p LP 8p LP 9p LP 10p	6 361 m ² 4 543 m ² 6678 m ² 4 m ²	Acte du 27 Novembre 1979 de la SERM		BAT 786	4720896,19 €

- Les équipements culturels suivants :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Zénith Sud	RK 3 RH 9p RK 4p	2 864 m ² 87 676 m ²	Acte du 31/12/1976 de l'Institut Bouisson-Bertrand	Servitudes de passage à créer	BAT 542	7 041 017,67 € Inventaire à créer pour RH 9 et RK 4
Hotel Montcalm	HM 508 HM 510	441 m ² 2 026 m ²	Acte du 02/02/2005 et du 26/04/2005 de l'Etat		BAT 640	2 629 525,18 €

- Equipement au titre du développement économique :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Marché d'intérêt National	OL 36 OL 37 OL 38 OL 74 OL 75 OO 11	7 815 m ² 15 440 m ² 1 167 m ² 30512 m ² 181 m ² 35459 m ²			BAT 42149 BAT 99282 BAT 99124	95 248,58 € 2 236 736,46 € 6 428,16 €

- Equipement au titre de la compétence en matière funéraire :

Nom du bien	Référence cadastrale	Contenance	Origines de propriété	Servitudes	N° inventaire	Montant inventaire
Complexe funéraire Saint-Etienne + Extension du cimetière	RK 16 RK 17 RL 5p RL 9	36 501 m ² 386 m ² 53 294 m ² 84 163 m ²	Acte du 31/12/1976 de l'Institut Bouisson-Bertrand	Maintien du Service Etat Civil	BAT 42400	4506469,77 € Inventaire à créer pour RL 5 et RL 9.

Concernant ces équipements, tous issus des anciennes mises à disposition au profit de Montpellier Agglomération, l'inventaire comptable des deux collectivités a été arrêté au titre de la balance comptable 2007. Le montant de l'inventaire, rappelé ci-dessus correspondant à la valeur nette comptable des biens, est inchangé (compte 2423, compte 21318, compte 2132 et compte 248). Cet inventaire sera à compléter pour certains biens dont les divisions parcellaires sont imposées du fait de la configuration des lieux et du partage de compétences comme indiqué dans les tableaux ci-avant.

Les contenances cadastrales sont données à titre indicatif et seront précisées ou divisées par géomètre-expert le cas échéant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole les biens cadastrés énumérés ci-dessus ;
- de procéder à la rédaction des actes administratifs de vente formalisant le transfert de propriété corrélatif entre la commune et la métropole ;
- de dire, qu'en cas de nécessité et par extraordinaire, du fait d'un obstacle imprévu d'ordre juridique ou de publication au service de la publicité foncière ultérieur, il sera fait appel aux services d'un office notarial ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

FONCIER Centre Historique Concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur Cession d'un immeuble à la SA3M 7 rue Cauzit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville est propriétaire d'un immeuble ancien de trois étages situé dans le centre historique au 7 rue Cauzit, cadastré HT 29 et d'une superficie de 150 m² au sol.

La société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de l'opération Nouveau Grand Cœur 2013-2020 par traité signé le 3 décembre 2013, s'est portée acquéreur de cet immeuble à réhabiliter en vue de la commercialisation de logements sociaux et de locaux commerciaux.

L'étude de faisabilité présentée par la SA3M se décompose à titre prévisionnel de la manière suivante :

- RDC : 2 locaux professionnels ou commerciaux – 1 local de 40 m², 1 local de 34 m²,
- 1^{er} étage : 1 T2 de 42 m² - 1 T2 de 45 m²,
- 2^{ème} étage : 1 T2 de 42 m² - 1 T2 de 45 m²,
- 3^{ème} étage : 1 T2 de 34 m² - 1 T3 de 53 m².

La surface approximative de locaux professionnels est de 74 m² pour 261 m² de logements.

Suivant avis du 22 juin 2016, les services fiscaux ont évalué cet immeuble à 485 000 euros, avec une marge de plus ou moins 15 %. Etant donné l'objet de la vente, il est proposé de céder à la SA3M cet immeuble au prix de 412 500 € nets vendeur, conformément à la marge consentie par les services fiscaux.

La SA3M étant concessionnaire de la Ville, cette cession n'est pas soumise au régime de mise en vente publique instituée par le Conseil municipal et à l'avis de la commission consultative des cessions immobilières.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de céder à la SA3M l'immeuble cadastré HT 29, représentant une surface au sol de 150 m², au prix de quatre-cent-douze-mille-cinq-cents euros (412 500 €) nets vendeur ;
- de demander au notaire de l'acquéreur de rédiger à ses frais l'acte authentique de cession ;
- de dire que la recette sera imputée au budget de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Montpellier, le 22/06/2016

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU
DEPARTEMENT DE L'HERAULT



BRIGADE D'EVALUATION

CENTRE ADMINISTRATIF CHAPTAL
34953 MONTPELLIER CEDEX
Réception sur rendez-vous

Affaire suivie par Monique Vialla

téléphone : 0 467 226 266

télécopie : 0 467 226 269

Courriel : monique.vialla@dgflp.finances.gouv.fr

Mairie de Montpellier
Hôtel de Ville
1 place Georges Frêche
34267- MONTPELLIER cedex 2

Objet: - Demande d'évaluation.

Référence : 64FD 2016

Dossier suivi par F. DURAND

Référence: dossier n°2016-172V0794

Dossier complet au 21/06/2016

1-Service consultant : Voir cadre adresse ci-dessus.

2-Propriétaire(s) présumé(s) : Ville de MONTPELLIER

3- Situation locative : Libre

4-Description sommaire des biens : Immeuble ancien du centre ville situé 7 rue Cauzit à Montpellier.
Cet immeuble abrite des locaux à usage de bureaux et de salles réservées à des associations.
Etat d'entretien moyen.

5-Réglementation d'urbanisme :
Secteur sauvegardé

6-Origine de propriété : non recherchée

7-Valeur vénale de l' immeuble: 485 000 €
Avec marge de négociation de + ou - 15 %

8-Durée de l'avis. L'évaluation contenue dans le présent avis correspondant à la valeur vénale actuelle, une nouvelle consultation du domaine serait nécessaire si l'opération n'était pas réalisée dans un délai d'un an. Elle n'est valable uniquement que pour une acquisition réalisée selon les règles du droit privé. Une nouvelle consultation du domaine serait indispensable si une procédure d'expropriation était engagée.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des trésoreries générales territorialement compétentes de la Direction Générale de la Comptabilité Publique. En outre, il vous appartient d'en informer le(s) propriétaire(s) concerné(s).

Pour le Directeur Départemental des Finances Publiques
Par délégation,
Le Contrôleur principal
Monique Vialla


MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Projet de rénovation urbaine du quartier Centre Cité Gély Autorisation de démolir l'immeuble Arche sis 25 et 26 rue Leconte de Lisle à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément à la convention territoriale de rénovation urbaine du quartier Centre, signée le 08 janvier 2007, un programme de démolition-reconstruction de logements a été engagé en vue d'améliorer le fonctionnement des espaces publics de la cité Gély.

Le code de la construction et de l'habitation précise dans son article L443-15-1 qu'un bâtiment à usage d'habitation appartenant à un organisme d'habitation à loyer modéré ne peut être démolé sans l'accord préalable du représentant de l'Etat dans le département, de la commune d'implantation et des garants de prêts.

Conformément à cet article, la Ville de Montpellier est consultée en tant que commune d'implantation des logements et commune garante des emprunts contractés pour la construction de ces logements.

Dans ce cadre, l'Office public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat), sollicite l'autorisation de la Ville de Montpellier à démolir l'immeuble « Arche » sis 25 et 26 rue Leconte de Lisle comprenant 24 logements, dont l'ensemble des prêts ont été remboursés.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'Office public de l'habitat de Montpellier Méditerranée Métropole (ACM Habitat) à démolir l'immeuble « Arche » surplombant la rue Leconte de Lisle ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU et THIRORI de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « Grand Cœur » et « Nouveau Grand Cœur »

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 1er janvier 2015, ce qui a eu notamment pour effet le transfert à cette dernière, au titre de sa compétence « politique locale de l'habitat », des actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre.

Ces actions étaient jusque-là décidées et mises en œuvre par la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement Grand Cœur (SERM) et Nouveau Grand Cœur (SAAM devenue SA3M), complémentairement à d'autres actions de renouvellement urbain, au travers des opérations programmées d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain copropriétés dégradées (OPAH-RU) et de traitement de l'habitat insalubre remédiable et de restauration immobilière (THIRORI), outils les plus pertinents sur des territoires sensibles et prioritaires notamment en cœur de ville de Montpellier.

Compte tenu de l'intégration de ses opérations dans le projet de renouvellement urbain de Grand Cœur et de l'étroite articulation des modalités de mise en œuvre de ces dispositifs de renouvellement urbain avec les autres dispositifs engagés par la Ville dans le cadre des deux concessions, il s'avère nécessaire que la Ville puisse continuer à assurer, au travers de ses concessionnaires, leur conduite et leur maîtrise d'ouvrage

opérationnelles, tout en permettant à la Métropole, délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour la gestion et l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé, d'exercer ses prérogatives dans le cadre d'une convention définissant les obligations de la Ville et le contrôle de l'opération par la Métropole.

La Métropole et la Ville de Montpellier conviennent par conséquent, conformément aux dispositions de l'article 2.11 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, du transfert de la maîtrise d'ouvrage de la conduite des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles / Nord Ecusson » et « Saint-Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent » menées dans le quartier Centre. Ces conduites d'opérations seront assurées par les aménageurs SERM et SA3M respectivement dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier, dans le cadre des concessions Grand Cœur et Nouveau Grand Cœur, des conduites des opérations OPAH-RU (ingénierie) « Courreau Figuerolles / Nord Ecusson » et « Saint Guilhem Laissac Sud Comédie » et de l'ensemble des actions relatives aux opérations de la THIRORI « Ilot Pellicier / Vincent », rétroactivement au 1er janvier 2016 ;
- autoriser M. le Maire à signer ladite convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30/09/2016

OPERATION GRAND COEUR

Convention de transfert de maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole au profit de la Commune de Montpellier

Entre les soussignés :

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, dûment habilité par une délibération du Conseil municipal en date du XXXXX.

Ci-après désignée « la Commune »

D'une part

Et

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Philippe SAUREL, dûment habilité par une délibération du Conseil métropolitain en date du XXXXX.

Ci-après désignée « la Métropole »

D'autre part

EXPOSE PREALABLE

Depuis 2003, la Ville de Montpellier mène sur son centre-ville une intervention globale de renouvellement urbain dénommée « Montpellier Grand Cœur ».

L'objectif générique de l'opération est l'amélioration du cadre de vie pour ceux qui y habitent et y travaillent, en agissant sur 3 volets, le logement, le commerce et les équipements publics. Les actions dans le domaine du logement, d'une part, et de la dynamisation économique, d'autre part, nécessitent l'intervention d'un aménageur capable de procéder à des acquisitions foncières, de reloger si nécessaire les occupants, de réaliser des études pour la transformation en logements, bureaux ou commerces des terrains, immeubles ou locaux acquis, le cas échéant de faire ces travaux de transformation et enfin commercialiser ces biens.

Le 7 octobre 2013, le Conseil municipal a délibéré pour confier à la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), anciennement dénommée SAAM, une concession d'aménagement sur un territoire de centre-ville redéfini et agrandi, avec un programme défini à partir de potentialités foncières et immobilières identifiées et évaluées.

Par décret en date du 23 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole le 1er janvier 2015, ce qui a eu notamment pour effet le transfert à cette dernière, au titre de sa compétence « politique locale de l'habitat », des actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre.

Tout en confirmant la compétence de principe et l'implication de la Métropole sur ce sujet, il est nécessaire que la Ville, collectivité compétente pour la réalisation du projet urbain dans lequel s'inscrivent ces actions, puisse continuer à assurer, directement ou au travers de concessionnaires, leur conduite et leur maîtrise d'ouvrage opérationnelles, tout en permettant à la Métropole, délégataire de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) pour la gestion et l'attribution des aides à la rénovation de l'habitat privé, d'exercer ses prérogatives dans le cadre d'une convention définissant les obligations de la Ville et le contrôle de l'opération par la Métropole.

L'article 2.11 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 (loi MOP) stipule :

« Lorsque la réalisation, la réutilisation ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrage, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assurera la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme. »

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet, conformément aux dispositions de l'article 2.11 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985, de désigner la Ville de Montpellier comme collectivité chargée de la maîtrise d'ouvrage de la conduite opérationnelle de l'OPAH-RU « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson » de l'OPAH-RU Saint Guilhem Laissac Sud Comédie, et de la THIRORI « Ilot Pellicier /Vincent », et ce rétroactivement au 1^{er} janvier 2016.

ARTICLE 2 : Action concernée

Sont concernées les actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de traitement de l'habitat indigne suivantes :

- « Ilot Pellicier /Vincent », laquelle a reçu un agrément de l'Anah en vue d'un financement au titre du dispositif THIRORI en date du 11 décembre 2015 pour un déficit d'exploitation de **1 507 768 €**,
- l'OPAH-RU et de copropriétés dégradées Saint Guilhem Laissac Sud Comédie (SGLSC) 2012 – 2017,
- l'OPAH-RU et de copropriétés dégradées « Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson » 2016 - 2021.

ARTICLE 3 : Financement

- Pour la réalisation de l'opération OPAH-RU CFNE 2012-2017 la Métropole aura en charge :
 - le versement à la Ville de Montpellier du financement de l'équipe opérationnelle, déduite de la part versée à la Ville par la Métropole par délégation de l'Anah, pour un montant de **562 500 €** (part Métropole) ;
 - le versement à la Ville de Montpellier, des subventions par délégation de l'Anah, pour un montant de **562 500 €** sous réserve de la production, par la Ville, des documents nécessaires au paiement de la subvention.
- Pour la réalisation de l'opération OPAH-RU SGLSC 2012-2017, la Métropole aura en charge :
 - le versement à la Ville de Montpellier du financement de l'équipe opérationnelle de l'aménageur et jusqu'à l'expiration de la mission de celle-ci, déduit de la subvention versée à la Ville par la Métropole par délégation de l'Anah, pour un montant de **154 495 €** ;
 - le versement à la Ville de Montpellier, des subventions par délégation de l'Anah, pour un montant de **154 495 €** sous réserve de la production, par la Ville, des documents nécessaires au paiement de la subvention.
- Pour la réalisation de la THIRORI Pellicier/Vincent, la Métropole aura en charge :
 - le versement à la Ville de Montpellier de la part relative à cette opération d'aménagement, pour reversement au concessionnaire, pour un montant total de **904 661 €** (**1 507 768 €** déduction faite des subventions Anah à percevoir directement par l'aménageur soit **603 107 €** soit **40 %**).

ARTICLE 4 : Association de la Métropole aux conditions de mise en œuvre opérationnelle des actions d'amélioration du parc bâti et de résorption de l'habitat indigne

Gouvernance du projet

Le projet urbain visé dans la présente convention bien que relevant dans sa globalité de la compétence de la Ville requiert la mobilisation des compétences et moyens relevant de Montpellier Métropole Méditerranée.

Il a donc été convenu de mettre en place un dispositif garantissant une gouvernance partagée du projet et consistant en :

- un comité de pilotage qui se réunira une fois par an conformément à chaque convention d'OPAH RU signée
- un comité de pilotage pour la THIRORI qui se réunira au moins une fois par an ;
- un comité technique réunissant la Métropole, la Ville de Montpellier et son aménageur se réunissant a minima 2 fois par an pour chacune des opérations et chaque fois que cela s'avèrera nécessaire pour le bon déroulement des actions, à l'initiative de la partie la plus diligente.

ARTICLE 5 : Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter de la date de signature par les deux parties.

Elle prendra fin au plus tard à la date de clôture de la concession d'aménagement envisagée ou par la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article 5 ou la fin de l'opération concernée

ARTICLE 6 : Résiliation

La Métropole pourra résilier la présente convention en cas de manquement de la Ville ou de son concessionnaire à l'une des obligations mises à leur charge par la présente convention.

La résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après la notification de la décision de résiliation. Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations et travaux effectués.

Les effets financiers et techniques de la résiliation sont fixés de manière concertée par les parties.

ARTICLE 7 : Litiges

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif du lieu d'exécution de l'opération.

Fait à Montpellier en 3 exemplaires, le

Pour la Commune de Montpellier,

Monsieur Le Maire

Philippe SAUREL

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,

Monsieur le Président

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités

Attribution de subvention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la campagne d'aide à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture, dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, notamment dans des objectifs de qualité urbaine et de renforcement de l'attractivité marchande du cœur de ville.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif. Depuis, le cofinancement du FISAC de 15% a pris fin le 9 novembre 2015.

Le dossier ci-dessous a été déposé avant le 9 novembre 2015. Le total des subventions de la Ville et du FISAC s'élève donc à 65 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre (50 % apportés par la Ville de Montpellier et 15 % par le FISAC), à cela s'ajoute la subvention sur le surcoût de travaux d'intérêt architectural "TIA" de 50 % (apporté par la Ville de Montpellier).

Après validation du programme de travaux réalisé par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de ces campagnes, la subvention suivante est attribuable :

SARL ALPHONSE, enseigne « **CHEZ ALPHONSE** »,
Gérant M. Vincent ROUYER
36 rue de l'Argenterie

65 % des travaux (plafonnés) = subvention de 7 800 €, et des frais de maîtrise d'œuvre (plafonnés) = subvention de 1 300 € ; auxquels s'ajoutent la subvention pour surcoût de travaux d'intérêt architectural "TIA" de 50 % = subvention Ville de 701.50 €.

*Part Ville : 7 701,50 €
Part Etat (FISAC) : 2 100,00 €*

Montant total de la subvention : 9 801,50 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment du dépôt du dossier (délibération du 7 mai 2015 n°2015/151), le versement de cette subvention sera réalisé après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 9 801,50 € correspondant à la requalification de la devanture du local commercial listé ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Habitat intermédiaire - habitat participatif Lot "Berthelot " de l'opération "Passage Clemenceau"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis quelques années, le marché de l'immobilier résidentiel connaît des tensions qui se traduisent par le poids des produits investisseurs au détriment de l'accession à la propriété abordable et intermédiaire et le maintien des prix de vente des logements à un niveau élevé issu de la dernière « bulle immobilière ». Cette situation conduit certains ménages à devoir se loger loin de leur lieu de travail, jusqu'à plusieurs dizaines de kilomètres de la Ville et de la Métropole.

Par ailleurs, le marché de l'immobilier a tendance à proposer des produits standardisés qui ne répondent pas toujours à la diversité et à l'évolution de la demande des ménages, ce qui conduit à amplifier le phénomène d'évasion des ménages.

Face à cette situation, la Ville, en étroite collaboration avec Montpellier Méditerranée Métropole, s'attache à favoriser la constitution d'un cadre de vie attractif et d'une offre immobilière diversifiée plus attentive à la demande des ménages. Elle prend en compte la diversité des demandes exprimées en matière de logement, en réunissant, chaque fois que possible, les conditions lui permettant de répondre à l'ensemble de la palette des parcours résidentiels et des nouvelles attentes sociales : logements locatifs sociaux familiaux et spécifiques, accession abordable, habitat intermédiaire locatif ou acquisitif, logements libres...

Les opérations publiques d'aménagement et de réinvestissement urbain initiées par la Ville, réunissent les conditions permettant de développer une offre immobilière diversifiée et adaptée.

Dans ce cadre, la Ville et son aménageur, la SERM, tendent à favoriser diverses démarches innovantes que ce soit dans les modes de production du logement, dans les cibles sociales visées, ou dans les « modes d'habiter ». Parmi ces démarches aptes à mieux intégrer les demandes exprimées dans la fabrication de la ville, figure l'habitat dit participatif.

La loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, dite Loi ALUR, a défini pour la première fois l'habitat participatif comme « *une démarche citoyenne qui permet à des personnes physiques de s'associer, le cas échéant avec des personnes morales, afin de participer à la définition et à la conception de leurs logements et des espaces destinés à un usage commun, de construire ou d'acquérir un ou plusieurs immeubles destinés à leur habitation et, le cas échéant, d'assurer la gestion des immeubles construits ou acquis. (...) L'habitat participatif favorise la construction et la mise à disposition de logements, ainsi que la mise en valeur d'espaces collectifs dans une logique de partage et de solidarité entre habitants* ».

Cette reconnaissance d'une forme spécifique de production et d'usage partagés du logement, peut concerner différentes typologies sociales d'occupations afin de favoriser aussi bien l'accession abordable, que l'accession intermédiaire, des logements pour publics spécifiques, voire même des produits immobiliers de plus grand standing pour familles en recherche de mode de vie alternatifs aux produits standardisés. En ce sens, comme pour tous les lots en opérations publique, ceux pour lesquels une réalisation en habitat participatif est privilégiée, doivent faire l'objet d'une réflexion programmatique préalable concernant le public-cible.

La Ville soutient l'habitat participatif comme l'un des moyens de répondre aux objectifs qu'elle s'est fixée. Elle est adhérente du réseau national d'habitat participatif et elle a monté avec son aménageur, la SERM, une opération expérimentale de 23 logements dans la ZAC des Grisettes : le projet Mas Cobado. Ce projet est désormais livré et l'expérience s'est révélée positive, tant par la forte implication des porteurs du projet que par ses valeurs : qualité intergénérationnelle (2 à 75 ans), qualité du vivre ensemble (logement social et accession aidée, mutualisation d'espaces (chambre d'amis, terrasse, potager, buanderie, salle polyvalente, petite salle des fêtes), qualité environnementale (certification bâtiment durable). Le projet a été primé au niveau national par le Plan urbanisme, construction, architecture (PUCA).

Une nouvelle opération d'habitat participatif peut être développée sur un site plus central, aménagé dans le cadre de l'opération Grand Cœur, avenue Berthelot, au sein du projet « Passage Clemenceau ».

Promouvoir une densité urbaine raisonnée en centre-ville est en effet une nécessité en termes de développement durable.

C'est également une formidable opportunité économique puisque, en centre-ville, les équipements urbains préexistent et permettent l'accueil de nouveaux habitants. C'est aussi une opportunité sociale car certains ménages rencontrent des difficultés pour accéder à la propriété en centre-ville, en proximité des offres d'emploi, des services et d'une offre en transports en commun exceptionnelle.

La reconversion du site de l'ancien lycée professionnel Pierre Mendès-France (12.500m²), représente une opportunité rare pour construire des logements neufs en plein centre-ville.

Ce projet vise à réaliser un micro-quartier, inséré dans un tissu de faubourg doté d'une densité urbaine dans un environnement très qualitatif, présentant une mixité fonctionnelle et sociale et une intégration étroite au faubourg environnant.

L'opération conçue par l'agence d'architecture de Gilles Cusy et Michel Maraval, présente une très grande diversité de formes résidentielles, mêlant logements collectifs et individuels denses. Le choix s'est porté sur un « mode d'habiter », créant les conditions d'une convivialité, d'une ambiance de « village » à l'image des « Villas parisiennes » du XIX^{ème} siècle. Le paysage « public » de ce petit morceau de ville est de caractère résidentiel, avec une forte présence végétale en cœur d'îlot, et un travail tout particulier sur le « dehors », c'est-à-dire sur la rue. En effet, un passage public traverse le projet de l'avenue Clemenceau au boulevard Berthelot et à la rue des Orchidées, ce passage a donné son nom à l'opération : « Passage Clemenceau ».

Basé sur le concept « zéro voiture en surface », le projet déploie des espaces publics de proximité et crée des porosités à l'échelle du quartier par cette nouvelle rue intérieure qui complète la trame urbaine que chacun pourra se réapproprier pour marcher, discuter, s'installer un moment, laisser jouer les enfants. En bref, ce passage sera un lieu d'échanges intergénérationnels, en parfaite cohérence avec le fil conducteur de la politique municipale.

Le permis d'aménager comprend outre cette voirie, deux lots constructibles. Le macro-lot, avenue Clemenceau, dédié à la construction de logements (265) et de commerces, est en cours de construction par un groupement de promoteurs immobiliers.

Côté sud, un lot de 1300 m² au sol, nommé «lot Berthelot », est réservé pour une opération d'habitat « intermédiaire ». Celle-ci peut être assurée sous forme d'un projet d'habitat participatif en auto promotion. En effet, si le projet d'habitat se fonde sur des valeurs de non spéculation, de solidarité, d'entraide intergénérationnelle, de mutualisation des espaces il peut s'inscrire dans les objectifs qui sous-tendent l'ensemble de l'opération du Passage Clemenceau : une autre manière d'habiter en centre-ville, une nouvelle manière de vivre ensemble, dans une dynamique sociale de participation citoyenne, ouverte sur le quartier.

La surface de plancher admissible pour ce lot est de l'ordre de 1500 à 2000m² (une vingtaine de logements).

La mixité est gérée à l'échelle de toute l'opération, au sein du « macro lot » dans le cadre du permis d'aménager d'ensemble de l'opération « passage Clemenceau ». Cette recherche de mixité se traduit notamment par la réalisation de 48 logements sociaux sur un autre lot, ce qui permet de dédier prioritairement le lot Berthelot à l'habitat intermédiaire.

Ce lot fait l'objet d'une proposition de consultation par l'aménageur de l'opération Grand Cœur, la SERM. La charge foncière attendue est cohérente avec l'objectif de création de logements intermédiaires et les niveaux de prix constatés sur l'opération Mas Cobado.

Les projets d'habitat participatif seront privilégiés lors de l'analyse des offres toutefois, compte tenu de la difficulté à identifier des groupes de candidats aptes à monter ce type d'opération, l'aménageur se réservera la possibilité de confier la réalisation du programme de ce lot à la promotion privée si aucune offre d'habitat participatif satisfaisante n'est présentée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de confirmer le soutien de la Ville aux initiatives d'habitat participatif,
- de valider le principe d'une consultation par la SERM sur le 2^{ème} lot de l'opération Passage Clemenceau, avenue Berthelot, avec un programme d'habitat intermédiaire, en privilégiant les réponses en auto promotion.
- d'autoriser, le Maire, son représentant, ou l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajnel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention Ville de Montpellier / SNCF Mise en place de marches exploratoires dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier s'est engagée dans une politique partenariale forte de tranquillité, de sécurité et de prévention de la délinquance sur l'ensemble du territoire communal.

Faisant suite au plan national de lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles dans les transports en commun du 9 juillet 2015 et à la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance de la Ville de Montpellier, des marches exploratoires participatives d'usagers sont mises en place pour améliorer la sécurité des femmes.

Dans cette perspective, la Ville de Montpellier envisage une convention partenariale avec le Groupe Ferroviaire (groupe SNCF) afin d'améliorer la sécurité et réduire le sentiment d'insécurité des femmes sur le périmètre de la gare SNCF « Saint-Roch » et ses abords immédiats.

L'objectif consiste à organiser plusieurs marches exploratoires avec un groupe de femmes (une dizaine de femmes, issues de milieux différents et représentatives de plusieurs générations de 20 à 80 ans) sur une zone préalablement délimitée (la gare et ses abords). Durant celles-ci, les marcheuses vont observer et analyser les atouts et faiblesses de l'espace urbain et mettre en évidence leur ressenti et leur perception du sentiment d'insécurité.

A la suite de cet exercice, le groupe va proposer des aménagements pour améliorer la qualité de l'espace urbain (éclairage, présence humaine, vidéoprotection...).

Ces marches vont ainsi rendre les femmes actrices de leur propre sécurité, les aider à se réapproprier une partie de l'espace urbain et les impliquer dans la gestion et la transformation de leur environnement.

Ce projet, porté par les services de la Ville de Montpellier et la SNCF, est réalisé en lien avec la Préfecture de l'Hérault, la Direction Départementale de la Sécurité Publique de l'Hérault et la TAM (services production et parking).

Dans ce contexte, une convention entre la Ville de Montpellier et le Groupe Public Ferroviaire (groupe la SNCF) est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal

- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjointe Déléguée, à signer la convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

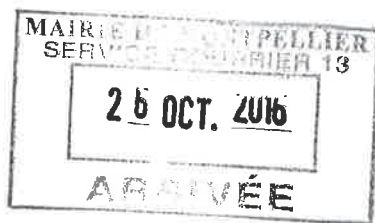
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016



PROTOCOLE D'ACCORD DE MISE EN PLACE DES MARCHES EXPLORATOIRES DANS LE CADRE DU RESEAU CLSPD

Entre

SNCF RESEAU, établissement public à caractère industriel et commercial, pris en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité 92, avenue de France, 75648 PARIS CEDEX 13, nouvelle dénomination de Réseau ferré de France par application de la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire.

SNCF MOBILITES, nouvelle dénomination sociale de la **Société Nationale des Chemins de fer français (S.N.C.F.)**, en application de la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, pris en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité n°2, place aux Etoiles, 93633 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX,

SNCF, Etablissement Public à caractère industriel et commercial, pris en la personne de son représentant légal en exercice, domicilié en cette qualité n°2, place aux Etoiles 93633 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX,

Ensemble désigné « Groupe Public Ferroviaire » (ci-après GPF) et représentés par Monsieur Philippe Lemièrre en sa qualité de Responsable régional sûreté de la SNCF, dont les bureaux sont situés 4 rue Catalan 34000 MONTPELLIER, dûment habilité aux fins des présentes.

ci-après désigné « la SNCF ».

D'une part

Et

La commune de Montpellier, représentée par Philippe SAUREL, agissant en qualité de Maire de la Ville de Montpellier, domicilié 1 place George Frêche, 34267 MONTPELLIER cedex 2,

D'autre part

Désignés ensemble ci-après « les parties »

PREAMBULE

Cette convention s'inscrit dans le cadre du plan national de lutte contre le harcèlement sexiste et les violences sexuelles présenté le 9 juillet 2015 et dans le cadre de l'axe n°1, intitulé Tranquillité Publique de la Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance 2015-2015 signée le 23 octobre 2015.

Dans le cadre de la coopération entre le Groupe Public Ferroviaire et la commune de Montpellier au sein des Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), et sur la base des propositions formulées par la SNCF le 9 juillet 2015, il a été décidé de mettre en place des marches exploratoires afin de lutter contre le sentiment d'insécurité des femmes dans les gares et aux abords.

En conséquence de quoi, il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent protocole fixe les conditions de mise en place des marches exploratoires dans la gare Saint-Roch, de la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 – PARTICIPANTS

Les participants aux marches sont les suivants :

- Habitante du quartier centre – 20/30ans ;
- Abonnée du parking TAM et usagère du train - 30/40 ans ;
- Employée de l'agence de location de voiture Europcar – 30/40 ans ;
- Adhérente au conseil de quartier Centre – 40/50 ans ;
- Correspondante régionale de prévention et des risques professionnels - 40/50 ans ;
- Directrice CIDFF – 40/50 ans ;
- Membre de l'association Comédie Sud – 40/50 ans ;
- Membre de l'association Quartier Carnot – 50/60 ans ;
- Habitante du quartier centre – 50/60 ans ;
- Retraitée CIDFF et montpelliéraine – 70/80 ans.

ARTICLE 3 – ITINERAIRES

L'itinéraire retenu pour les marches est choisi d'un commun accord entre participants et usagers.

La SNCF s'assure que ces marches sont conformes à l'exploitation de la gare et ne mettent pas en danger la sécurité des participants et usagers.

Dans l'hypothèse où les marches nécessiteraient préalablement des mesures spécifiques d'exploitation, la SNCF en informe les participants et usagers, et convient avec eux des conditions, dates et horaires adaptés.

ARTICLE 4 – FREQUENCE ET DATES DES MARCHES

Les parties conviennent que les marches auront lieu une fois par année civile, hors périodes de vacances scolaires.

La date et l'horaire sont fixés d'un commun accord entre les parties, sur proposition de la commune, en considération des contraintes d'exploitation du site.

ARTICLE 5 – ENTREE EN VIGUEUR, DUREE ET RESILIATION

Le présent protocole entre en vigueur à la date de signature par les Parties.

Son terme initial est fixé au 31 décembre 2017.

Il peut être ensuite tacitement reconduit trois fois, par période de douze mois, le terme étant fixé au 31 décembre 2020.

Il peut prendre fin au cours de la période initiale, sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis de 3 mois notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.


En phase de reconduction, il peut être résilié sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties, moyennant un préavis notifié à l'autre partie par lettre recommandée avec demande d'avis de réception avant le 30 septembre de l'année en cours, la résiliation prenant effet le 1^{er} janvier de l'année suivante.

Fait, en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le **1 0 OCT. 2016**

Pour le Groupe Public Ferroviaire
La SNCF

Philippe LEMIERE



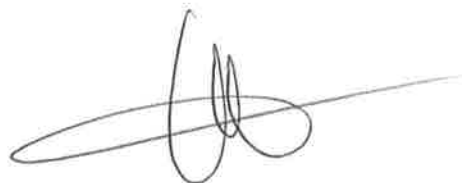
Pour la Commune de Montpellier
Monsieur le Maire

Pour Monsieur le Maire
et par délégation

Philippe SAUREL

L'Adjointe déléguée à la Sécurité

Marie-Hélène SANTARELLI



Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention Organisation Activités Sécurité Routière 2016 - 2017 Interventions Police Municipale / Ecoles maternelles ou élémentaires de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Maire dispose d'un champ de compétence en matière de sécurité routière, par la mise en place d'actions de prévention et d'éducation routière à destination de l'ensemble des citoyens, et notamment en direction des plus jeunes.

Dans ce contexte, la police municipale de Montpellier conduit des actions en direction du public scolarisé au sein des écoles élémentaires de la Ville.

Ces formations sont dispensées, de septembre à juin, en lien avec chaque équipe enseignante volontaire à partir de présentations pédagogiques et sont confirmées par l'obtention pour chaque élève d'un passeport piéton.

En outre, une formation spécifique «vélo » est réservée aux classes de CM2.

Ainsi, une convention est établie pour la période scolaire 2016/2017 entre la Ville et les Services Départementaux de l'Education Nationale de l'Hérault, afin d'autoriser ces activités de préventions en matière de sécurité routière impliquant des intervenants extérieurs aux écoles.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le Maire ou à défaut, l'Adjointe Déléguée à la Sécurité, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

**CONVENTION 2016 – 2017 POUR L'ORGANISATION D'ACTIVITÉS
IMPLIQUANT DES INTERVENANTS EXTÉRIEURS
A L'ÉCOLE MATERNELLE OU ÉLÉMENTAIRE
(Réf. : Circulaire N° 92 196 du 3 Juillet 1992 – B.O n° 29)**

SECURITE ROUTIERE

ENTRE :

Mr Philippe SAUREL

*** renseigner la case correspondante**

☐ Représentant (e) de la collectivité territoriale * : Maire de Montpellier

ET

L'Inspectrice d'Académie, Directrice académique des services de l'éducation nationale, directrice des services départementaux de l'éducation nationale de l'Hérault, Mme Anne-Marie Filho, dont le siège est situé, 31 rue de l'Université
CS 39004 34064 Montpellier Cedex 2

OÙ IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : définition de l'action

L'école primaire est le lieu où tous les élèves, sous la responsabilité de leur enseignant, peuvent développer, dans le cadre de séances régulières des compétences définies dans les programmes, dont des connaissances et compétences en matière de sécurité routière, à travers toutes les disciplines d'enseignement, attestées par l'APER.

Son organisation doit garantir la continuité des apprentissages et la cohérence des enseignements au sein de la classe et de l'école.

ARTICLE 2 : la ou les écoles concernées

Cette convention concerne toutes les écoles de la ville de Montpellier, dont la liste sera portée en l'annexe 1 de la convention.

ARTICLE 3 : les intervenants

Pour participer aux activités d'enseignement de l'éducation routière, les intervenants extérieurs doivent être autorisés par le directeur d'école et agréés par l'IA D.A.S.E.N, D.S.D.E.N chaque année scolaire (cf. : procédure départementale d'agrément des intervenants extérieurs à l'école primaire présente sur le site de la direction académique 34).

➤ La qualification des intervenants extérieurs est **statutaire** ou **attestée par la possession d'un diplôme**, inscrit au répertoire national des certifications professionnelles (R.N.C.P), déclaration d'exercice effectuée à la D.R.J.S.C.S.

ARTICLE 4 : conditions générales d'organisation et de concertation pour la mise en œuvre des activités

- Toute aide d'un intervenant extérieur doit s'inscrire dans le projet d'école et doit faire l'objet d'un projet spécifique élaboré en commun par les enseignants et les intervenants. Elle s'appuie de préférence, sur un document pédagogique de référence construit en concertation avec les partenaires.
- Cette intervention répond à une demande des écoles et est en cohérence avec le projet d'école, dans le prolongement du travail effectué en classe par l'enseignant.
- Les actions fondées sur ce projet spécifique sont validées obligatoirement par l'inspecteur de l'éducation nationale pour l'année scolaire.
- Les interventions sont limitées dans le temps et sont établies selon un calendrier permettant un enrichissement des pratiques des enseignants qui pourront être en mesure de réinvestir cet apport.
- Le temps des déplacements ne doit pas être supérieur au temps de pratique effective de l'activité.

ARTICLE 5 : le rôle de l'enseignant, le rôle de l'intervenant

- L'enseignant assure la responsabilité pédagogique et la mise en œuvre des programmes de l'école.
- L'intervenant extérieur apporte une expertise ou une autre forme d'approche qui enrichit l'enseignement et conforte les apprentissages conduits par l'enseignant ; il met à disposition de l'enseignant des supports pédagogiques adaptés au cycle d'enseignement permettant la préparation ou la poursuite de ce travail seul avec sa classe.

L'intervenant ne peut se substituer à l'enseignant, son implication dans le projet lui confère une mission d'animation et d'évaluation (en collaboration avec l'enseignant) dans l'activité, faisant une part évidente à son initiative. Dans tous les cas, il devra fournir à l'enseignant les éléments nécessaires à l'évaluation des progrès des élèves dont il a la responsabilité.

Les écoles dans lesquelles se font les interventions sont choisies en concertation avec les conseillers pédagogiques des circonscriptions de la ville de Montpellier.

Rappel de la circulaire citée en début de document :

1 Classe organisation habituelle	1 Classe organisation exceptionnelle	1 Classe organisation exceptionnelle
1 groupe	2 ou plusieurs groupes l'enseignant a en charge un des groupes	Plusieurs groupes L'enseignant n'a en charge aucun groupe particulier
Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance et contrôle effectivement son déroulement.	Dans ce cas, certains groupes d'élèves sont encadrés par au moins un intervenant et l'un de ces groupes est pris en charge par le maître. L'enseignant n'a pas à assurer le contrôle du déroulement de la séance. Son action consiste à définir préalablement l'organisation générale de l'activité avec une répartition précise des tâches et procède a posteriori à son évaluation.	Dans ce cas, chaque groupe est encadré par au moins un intervenant. Le maître assure l'organisation pédagogique de la séance, procède au contrôle successif du déroulement de la séance dans les différents groupes et à la coordination de l'ensemble.

ARTICLE 6 : les conditions de pratique et d'encadrement

<input type="checkbox"/> Le représentant de la collectivité territoriale	<input type="checkbox"/> Le président de l'association	<input type="checkbox"/> Le représentant de l'organisme
--	--	---

met à disposition des élèves selon le planning et selon ses possibilités (cocher ce qui concerne l'intervention) :

<input type="checkbox"/> les installations	Adaptés à l'apprentissage nécessaire au déroulement des séances. Ces matériels doivent être conformes à la réglementation en vigueur, maintenus en parfait état d'entretien et faire l'objet d'une vérification chaque année. Piste d'éducation routière, bicyclettes adaptées au public scolaire
<input type="checkbox"/> le matériel	

- L'intervenant extérieur s'engage à prévenir dans les meilleurs délais, le directeur de l'école d'une impossibilité d'intervention nécessitant l'ajournement de la séance (absence, problème matériel).
- De son côté, le directeur d'école s'engage à prévenir les intervenants extérieurs de toute modification dans le déroulement prévu des activités.

ARTICLE 7 : Les conditions de sécurité

- Le taux minimum d'encadrement spécifique ou renforcé pour les activités d'éducation physique et sportive doit être conforme au texte de la *circulaire n°99-136 du 21/09/1999 (organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques)* et de la *circulaire n° 2011-090 du 07-07-11 (natation enseignement dans les premier et second degrés)*.
- L'intervenant extérieur veille au respect strict des consignes de sécurité et prend toutes les mesures urgentes qui s'imposent dans le cadre de l'organisation générale arrêtée par l'enseignant responsable.
- Il appartient à l'enseignant, s'il est à même de constater que les conditions de sécurité ne sont manifestement plus réunies, de suspendre ou d'interrompre immédiatement l'activité. Il informe sans délai, l'inspecteur de l'éducation nationale sous couvert du directeur d'école, de tout problème concernant la sécurité des élèves.
- En cas d'urgence, il doit être possible d'intervenir rapidement sur le site (téléphone disponible, trousse de premier secours, voie d'accès dégagée... par exemple).

ARTICLE 8 : Responsabilité

Dans tous les cas où la responsabilité d'un intervenant se trouve engagée à la suite ou à l'occasion d'un fait dommageable commis :

- soit par les élèves qui lui sont confiés à raison de son intervention,
- soit au détriment de ses élèves dans les mêmes conditions,

la responsabilité de l'Etat est substituée à celle dudit intervenant qui ne peut jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants.

ARTICLE 9 : Assurance

L'intervenant afin de se prémunir dans l'hypothèse d'un accident *souscrit une police d'assurance garantissant sa responsabilité civile.*

ARTICLE 10 : Durée de la convention

La convention a une durée d'un an. Elle est à renouveler chaque année.

Fait à

Le

SIGNATURES

Le Maire de Montpellier
Philippe SAUREL

Le Directeur académique ou P/O
I.I.E.N de la Circonscription

Vu et pris connaissance
Le(s) Directeur(s) d'École

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

BASE NAUTIQUE LES GARRIGUES (Hauts de Massane) Quartier Mosson

Réhabilitation des locaux et de la rampe de mise à l'eau Autorisation de déposer le permis de construire et demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, dans le cadre de sa politique sportive, souhaite doter les quartiers d'équipements de proximité de qualité. Les enjeux liés à la qualité et au confort des équipements sportifs sont en effet, particulièrement importants dans les quartiers prioritaires. Dans ce cadre, elle souhaite réhabiliter les locaux de la base nautique du Lac des Garrigues et rendre accessible la rampe de mise à l'eau.

La base nautique construite en 1980 est le point d'accueil et de départ d'activités sportives encadrées par les éducateurs de la Ville. Les apprentissages s'adaptent aux différents publics dans le cadre d'activités nautiques et de pleine nature, comme la voile, le Canoe-Kayak, le VTT, la course d'orientation, l'escalade ou la marche.

Les travaux sur les locaux de la base nautique consisteront à réaménager le sous-sol pour optimiser le rangement et aménager un vestiaire accessible aux personnes à mobilité réduite et la construction d'un étage afin de créer une salle de réunion municipale et associative, des vestiaires homme et femmes et un bureau d'accueil des familles.

La dimension sociale de ce projet est importante et s'inscrit dans le contrat de ville, sur des approches transversales de soutien à la jeunesse, de mixité et d'optimisation de « l'efficacité sociale » des actions associatives du quartier.

L'enveloppe financière de cette opération sera inscrite au budget de la Ville, fonction 904 nature 2313 et 2113, fixée à 650 000 € TTC, elle comprendra les travaux sur les locaux et sur la rampe de mise à l'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de décider de la réhabilitation des locaux et de la rampe de mise à l'eau de la base nautique du lac des Garrigues ;
- d'autoriser le dépôt d'un permis de construire ;
- de solliciter des organismes compétents les subventions les plus larges possibles ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour en fait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Activités de Gymnastique et de Randonnée Convention de service Ville de Montpellier - Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours manifesté son intérêt pour le bien-être des seniors et le maintien de leur autonomie, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.), dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville.

L'importance des activités de gymnastique et de randonnée pour cette population n'est plus à démontrer. Elles permettent de réduire certains risques par la mise en place de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social.

Des animations et activités sont proposées aux personnes âgées, retraitées, âgées d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'or délivrée gratuitement par le C.C.A.S.

Dans le cadre des activités de gymnastique et de randonnée, le C.C.A.S. ne possédant ni le personnel compétent, ni les structures en nombre suffisant et adaptées à cette pratique, la Ville peut apporter les concours et moyens nécessaires au fonctionnement de cette pratique sportive. Ainsi, la Ville peut mettre à disposition du C.C.A.S. les moyens humains et les installations pour assurer les prestations définies, une convention fixant les modalités et contributions de chaque entité.

Toutefois, la contribution de la Ville à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre, est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 54 200 € (salaires, mises à disposition de salles et matériels pédagogiques).

Le montant de cette subvention en nature sera porté aux comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention fixant les modalités d'intervention de la Ville et du Centre Communal d'Action Sociale pour la saison sportive 2016-2017;
- d'autoriser la mise à disposition à titre gratuit des moyens humains et techniques de la Ville pour les activités de gymnastique et de randonnée eu égard à l'intérêt général qu'elles représentent ;
- d'approuver la subvention en nature valorisable au montant de 54 200 € ;
- de dire que les montants ainsi valorisés seront inscrits au titre de subvention dans les comptes administratifs de la Ville et du C.C.A.S. ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE DANS LE CADRE D'ACTIVITES DE GYMNASTIQUE ET DE RANDONNEE 2016- 2017

ENTRE LES SOUSSIGNES :

Monsieur Philippe SAUREL, Maire de la Ville de Montpellier, agissant en cette qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 29 Septembre 2016, d'une part,

Et

Le Centre Communal d'Action Sociale

Représentée par Madame Annie YAGUE,

Adresse : 125 Place Thermidor – BP 9511 – 34045 Montpellier

Vice - Présidente d'autre part

Il a tout d'abord été exposé ce qui suit :

Le Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) a choisi dans le cadre de son action générale de développement social sur la Ville, d'intervenir sous forme de diverses prestations, conformément à l'article L123-5 du Code de l'Action Sociale et de la Famille.

Pour les personnes âgées, une grande variété d'animations et de loisirs sont proposées avec la carte âge d'or.

Toutefois, le Centre Communal d'Action Social ne possède ni le personnel compétent ni les structures en nombre suffisant pour organiser les activités de gymnastique et de randonnée, proposées à ce public.

La présente convention a pour but de fixer les dispositions générales régissant les modalités des concours et moyens apportés par la Ville de Montpellier pour participer au fonctionnement des activités proposées par le C.C.A.S.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Dispositions Générales :

La Ville de Montpellier met à disposition du C.C.A.S. des moyens humains et des installations permettant la pratique de cours de gymnastique dans des lieux adaptés, à titre gratuit, eu égard à l'intérêt général du projet mis en œuvre.

En effet, les activités de gymnastique et de randonnée Age d'Or permettent de réduire les risques liés à cette population cible dans le cadre de programmes prévention-santé, prévention des chutes, d'entretien corporel, ou dans le maintien du lien social et la création d'une dynamique collective.

Article 2 : Public concerné

Toute personne retraitée et âgée d'au moins 62 ans ou en possession d'une carte d'invalidité (80 % au moins), résidant sur Montpellier, munie de la carte Age d'Or délivrée gratuitement par le C.C.A.S., valable 6 ans, mais validée tous les ans sur justificatif de domicile.

Article 3 – Définition des prestations :

3-1 Contribution de la Ville de Montpellier

La Ville mettra à disposition, à titre gratuit, des éducateurs et animateurs sportifs, ainsi que les lieux de pratique dans des installations sportives ou des salles de Maisons pour Tous. Cette contribution est assimilable à une subvention en nature valorisable à un montant de 54 200 € (salaires, mises à disposition des salles et matériels pédagogiques).

Ces prestations, réparties sur le territoire représentent 33 heures d'intervention (préparation des cours et rangement) pour un volume horaire de 22 heures d'activités de gymnastique et de 5.5 heures d'activités de randonnée, proposées aux personnes âgées.

Les inscriptions se dérouleront sur les lieux de pratique du 12 au 16 Septembre 2016 pour un public qui devra être muni de la Carte Age d'or, de la Carte Montpellier Sports pour vérifier l'aptitude physique et de la Carte des Maisons pour Tous, lorsque les cours s'y déroulent.

Le début des activités est prévu la semaine du 19 au 23 Septembre 2016 pour se terminer mi-juin 2017.

3-2 Contribution du C.C.A.S.

Le C.C.A.S. assurera la communication des activités de gymnastique et de randonnée proposées, dans la plaquette éditée avant chaque saison sportive, à l'intention des personnes âgées.

Dans le cadre de Montpellier Age d'or, ses services délivreront la carte Age d'Or et pourront proposer la carte Montpellier Sports pour ceux qui souhaitent bénéficier des activités sportives.

Le C.C.A.S. informera le public Age d'Or des modalités de mise en œuvre des activités de gymnastique : lieux de pratique, conditions d'inscriptions exigibles, fonctionnement des activités (cf. article 4 ci-dessous).

Article 4 : Durée

La convention est établie pour une durée de un an, à compter de la saison sportive 2016-2017 et renouvelable par reconduction expresse au 30 juin de chaque année.

Article 5 : Conditions d'exploitation

La Ville se réserve le droit de mettre en indisponibilité les équipements, en cas de manifestations exceptionnelles, pour des travaux de sécurité ou d'entretien ou fermeture annuelle nécessaire.

Les activités ne seront pas assurées pendant les vacances scolaires, fériés ou jours vagues, et lors d'absence de l'encadrement pédagogique nécessaire à la sécurité des pratiquants.

Les adhérents seront informés par un panneau qui sera apposé sur l'entrée du lieu de pratique. Les cours non assurés, ne seront pas récupérés.

Article 6 – Tarifs :

Les activités de gymnastique et de randonnée sont proposées à titre gratuit au public Montpellier Age d'Or. Les adhérents devront s'acquitter des cartes de Montpellier Sports et des Maisons pour tous au tarif en vigueur au 1^{er} septembre.

Article 7 : Résiliation sans faute

En cas de force majeure, la présente convention sera résiliée d'office et de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

Chacune des parties pourra, en outre, mettre fin à la présente convention avant son terme à charge pour elle d'en demander la résiliation moyennant un préavis de deux mois donné par lettre recommandée avec accusé de réception.

Pour le Président du
Centre Communal d'Action Sociale

Annie YAGUE

P/ Monsieur le Maire de la
Ville de Montpellier

Fabien ABERT

Convention à signer et dater, 1^{ère} page à parapher.

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Travaux d'amélioration des conditions d'accueil du public de la mairie de proximité Mosson Autorisation de déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de garantir la valeur de ses biens immobiliers, la Ville poursuit en 2016 la gestion active et la valorisation de son patrimoine.

A ce titre, des travaux d'amélioration des conditions d'accueil du public dans la mairie de proximité Mosson sont envisagés pour l'année 2016.

Cette opération s'inscrit par ailleurs dans le cadre des normes liées à la certification Qualiville, cette mairie de proximité étant certifiée depuis 2010.

Le montant estimé des travaux s'élève à 265 000 € TTC, pour lesquels il est nécessaire de déposer une demande d'autorisation préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux d'amélioration des conditions d'accueil du public sur la mairie de proximité Mosson,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjointe déléguée à signer et déposer le dossier de déclaration préalable de travaux,

- D'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2016, chapitre 900207, fonction 201318,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou sa représentante, l'adjointe au Maire déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Recensement de la Population 2017 Création de postes d'Agents Recenseurs et rémunération de ces postes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements et ainsi de mieux comprendre l'évolution de notre commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat.

Le nouveau chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2013, publié le 1^{er} janvier 2016, est de 276 054 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte.

Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débiteront le jeudi 19 janvier 2017 et se termineront courant mars 2017, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2017 étant estimé à environ 13 000, il est prévu de créer au tableau des effectifs 60 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer les fonctions d'agent de recensement et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer la formation sur la base d'un forfait de 30 € bruts.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance dans les termes de la délibération du 22/11/04 :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 40 € bruts.

3- La rémunération de la collecte :

- Le tarif de base dans les termes de la délibération du 27/11/03, soit:

- Tarif de la Feuille de Logement : 0,48 € bruts ;
- Tarif du Bulletin Individuel : 0,80 € bruts ;

- La prime de résultat :

En ce qui concerne la prime de résultat ajoutée à ces deux éléments de base, il apparaît nécessaire, dans la mesure où la progression des montants unitaires fixés par l'article 30 du décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 pour chaque habitant et chaque logement est connue pour le recensement 2017, de s'aligner sur cette évolution et en conséquence d'appliquer une augmentation de 0,01 € par feuille de logement et par bulletin individuel, soit :

- Feuille de Logement : 0,73 €, contre 0,72 € bruts l'année précédente
- Bulletin Individuel : 0,99 €, contre 0,98 € bruts l'année précédente

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- de décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 60 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- d'approuver les éléments constitutifs de la rémunération sus-visée ;
- d'affecter les crédits correspondant à ces charges au budget communal;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Halte garderie les Coquelicots - Implantation d'un abri à vélos -demande d'autorisation de déclaration préalable

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les structures de la petite enfance disposent d'un local extérieur pour ranger les jeux adaptés aux cours.

A ce jour, la halte-garderie les Coquelicots sise 151 rue Pablo Casals à Montpellier, ne dispose pas de cet équipement.

Suite à une concertation entre l'établissement, le CHSCT et la Direction de l'Enfance, et afin de renforcer la qualité de l'accueil et les conditions de travail du personnel, il est proposé d'installer sur l'aire de jeux de la halte garderie un abri de 3mX2m.

Cet abri sera fixé au sol sur une dalle béton de 10cm d'épaisseur et implanté à 3m de la limite de propriété, hors zone boisée, conformément aux règles d'urbanisme en vigueur. Le montant des travaux est estimé à 7 000€HT prévu au budget 2016 et la durée de 15 jours.

Cette opération nécessite le dépôt d'un dossier de déclaration préalable auprès des services compétents.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'implantation de cet abri à vélos ;
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de déclaration préalable ;

- De dire que la dépense est inscrite au budget 2016 de la Ville de Montpellier, section investissement, fonction 9064, nature 21318 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Cœur de Ville en Lumières 2016 - Convention de partenariat avec les écoles professionnelles ESMA et ARTFX pour le site Notre Dame des Tables

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'évènement « Le Cœur de Ville en Lumières » 2016, la Ville de Montpellier co-organise en partenariat avec la CCI de Montpellier des spectacles « Son et Lumières ».

Ils seront diffusés les 1^{er}, 2 et 3 décembre 2016, entre 18h30 et 22h00 (mais pourront aller jusqu'à 22h30 le samedi).

Cette manifestation se déroule autour de huit sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, l'église St Denis, l'Arche située rue Jacques Cœur, le Musée Fabre, L'Hôtel St Côme et le porche de l'église Ste Anne.

Il est aussi proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur un site supplémentaire : une façade située Place Notre Dame des Tables.

Les écoles *ESMA* et *ARTFX* seront les partenaires privilégiés de cette action

Alors que la Ville mettra à disposition les moyens matériels et logistiques, et s'engagera à apporter un accompagnement professionnel sous la forme d'une supervision du projet artistique, les écoles devront fournir gratuitement une œuvre artistique sous forme de : vidéo-mappings 2D – 3D, effets spéciaux, jeux vidéo, motion design, vidéo ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original.

La convention type avec les deux écoles est annexée à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De valider les termes de la convention avec les écoles ESMA et ARTFX présentée en annexe,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint(e) délégué(e) à signer la convention ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

La Ville de Montpellier

Domiciliée à : 1, Place Georges Frêche – 34 267 Montpellier cedex 2

Représentée par Monsieur le Maire – Philippe Saurel

Et :

L'école professionnelle : *ESMA – ARTFX*

Domiciliée à

Représentée par.....

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'évènement « Le Cœur de Ville en Lumières » 2016, la Ville de Montpellier co-organise en partenariat avec la CCI de Montpellier des spectacles « Son et Lumières ». Ils seront diffusés les 1^{er}, 2 et 3 décembre 2016, entre 18h30 et 22h00 (mais pourront aller jusqu'à 22h30 le samedi).

Cette manifestation se déroule autour de huit sites : l'Arc de Triomphe, la Préfecture, l'église St Roch, l'église St Denis, l'Arche située rue Jacques Cœur, le Musée Fabre, L'Hôtel St Côme et le porche de l'église Ste Anne.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION :

Il est proposé de présenter au public le savoir-faire de différentes écoles d'image de synthèse et/ou de multimédia de Montpellier, au travers de projections de quelques minutes sur un site supplémentaire : une façade située Place Notre Dame des Tables.

Ce projet a fait l'objet d'une consultation auprès d'entreprises spécialisées en événementiel ayant pour objectif d'apporter un accompagnement professionnel, sous la forme d'une supervision du projet artistique auprès de l'école partenaire (de la conception à la réalisation des projections d'images animées et sonorisées réalisées par les étudiants) ainsi que toute la réalisation technique.

L'école *ESMA/ARTFX* est l'un des partenaires privilégiés de cette action.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENT DE L'ECOLE

2-1- PRODUCTION

L'école *ESMA/ARTFX* s'engage à produire gratuitement une œuvre artistique sous forme de : vidéo-mappings 2D – 3D, effets spéciaux, jeux vidéo, motion design, vidéo ou cinéma d'animation, etc. selon un scénario original à définir avec le chef de projet.

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Création d'un Marché de Plein Air Marché du Petit Bard

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier s'est engagée dans un projet ambitieux de rénovation urbaine du quartier du Petit Bard.

Dans ce cadre, il est apparu important de créer un marché de plein air qui viendra compléter l'offre commerciale existante. Il convient également de souligner le rôle crucial d'un marché qui crée du lien social et représente un lieu de convivialité à l'échelle d'un quartier.

Un marché de plein air existait au Petit Bard, mais situé dans la cour d'une copropriété privée et géré par un particulier. Dans le cadre de l'aménagement du quartier et notamment de la résidentialisation de la copropriété Apollinaire, la poursuite de ce marché privé n'est pas possible. En outre, la Ville de Montpellier a souhaité intervenir sur l'ensemble de l'offre commerciale avec d'une part le retournement des cellules commerciales vers la nouvelle place et d'autre part l'implantation du marché devenant municipal sur ce site.

Ce marché revêt donc plusieurs enjeux forts : renforcer la nouvelle centralité autour de la nouvelle place et favoriser les liens inter-quartiers, répondre à la demande des habitants (poursuite d'un marché), proposer une offre complémentaire aux commerces sédentaires et soutenir l'activité économique dans ce quartier mais également permettre la résidentialisation de la copropriété Apollinaire réhabilitée.

Le marché du Petit Bard se tiendra à raison d'une journée par semaine, le jeudi de 7h30 à 13h30. Il sera situé sur la place nouvellement aménagée et située le long de la rue Paul RIMBAUD. Ce site permettra d'accueillir 25 commerçants.

La Commission Municipale des Marchés réunie en séance le 6 juin 2016 a émis un avis favorable à cette création.

Afin de soutenir les commerçants dans leur démarche de participation à cette création, il est proposé d'accorder une exonération de redevance pour les six premiers mois.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- De valider la création d'un marché de plein air sur le quartier du Petit Bard, rue Paul Rimbaud ;
- D'approuver l'exonération de redevance les six premiers mois ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Adhésion au réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation - Association Centre-Ville en Mouvement

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son action transversale et partenariale pour la dynamisation de son centre-ville, la Ville de Montpellier souhaite intégrer un réseau d'échange d'expériences avec d'autres collectivités et professionnels.

Centre-Ville en Mouvement est une association créée en 2005 à l'initiative de parlementaires, d'élus locaux et consulaires de toutes sensibilités, attachés à la redynamisation des cœurs de villes.

Cette plateforme d'échange est structurée autour de représentants de l'AMF, de CCI France et de l'Assemblée permanente des chambres des métiers (APCM), de hauts fonctionnaires et de chercheurs qui partagent leurs expériences dans des domaines tels que : la logistique urbaine, la mobilité, l'énergie, l'urbanisme, le commerce, l'artisanat, les nouvelles technologies...

Présidée par Bernadette LACLAIS, Députée de Savoie, ancienne maire de Chambéry, l'association compte aujourd'hui une petite centaine de collectivités membres (villes telles que Bayonne, Dijon, Besançon, Aix en Provence, Reims, Nancy, Nice, Dunkerque, Chambéry, Marseille, Rennes, ...) ou encore des CCI, des CMA telles que les CCI de Bordeaux, Saint Etienne, la CMA Bouches du Rhône, et des SEM... qui enrichissent le Réseau de leurs expériences et de leurs innovations.

Les objectifs du réseau sont :

- décloisonner les actions menées en faveur des centres villes,
- encourager un échange concret entre les différents acteurs,
- mettre l'innovation au cœur du projet politique,
- encourager les projets de gestion durable des centres villes.

Chaque année, de nombreux événements sont organisés pour les membres du Réseau, tels que des séminaires, des invitations à des salons (comme le Salon Franchise Expo Paris en mars 2016), des forums d'échanges sur des thèmes concrets comme la logistique urbaine, le stationnement, ou la gestion de centre-ville.

Des visites terrains (Epernay, Marseille, Besançon, Mulhouse ou Barcelone en mars 2016) mettent également à l'honneur la réalisation de projets innovants des collectivités membres.

Point fort de cette association, **les Assises Nationales du Centre-Ville**, qui ont lieu chaque année, où près de 1000 élus et spécialistes du centre-ville se rassemblent autour de tables rondes et d'ateliers techniques. En parallèle des Assises, CVM organise un salon Centre-Villeexpo qui permet aux élus et villes présentes de rencontrer de nombreux porteurs de projets, de concepts innovants, des entreprises privées, publiques... En 2015, les 10e Assises Nationales du Centre-Ville se sont tenues les 4 et 5 juin à Nîmes, la 11^e édition a eu lieu à Rennes les 9 et 10 juin 2016.

Devenir membre du Réseau de Centre-Ville en Mouvement permettra à Montpellier :

- d'intégrer un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources,
- de rencontrer des acteurs de l'innovation, et des spécialistes du centre-ville,
- de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum et à un « chat » sur une plateforme d'échange,
- de participer à des visites terrains dans des villes françaises et étrangères,
- de valoriser ses actions et son expérience auprès d'autres collectivités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion de Montpellier au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation dont le montant pour l'année 2016 est de 700€. Cette cotisation sera prélevée sur le budget de la Ville, chapitre 929, nature 6281.
- D'autoriser M. le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30/09/2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Cinéma municipal Nestor Burma

Dispositif « Ecole et Cinéma », « Collège au cinéma », « Lycéens et apprentis au cinéma »

Conventions entre la Ville de Montpellier et l'association les Chiens Andaloux ainsi que l'association Languedoc-Roussillon Cinéma

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dispositif « Ecole et Cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale. Depuis l'origine, l'association Les Chiens Andaloux est la coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la culture numérique (CRECN). Il concerne près de 10 000 élèves au sein de l'Hérault, dont plus de 4000 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès sa réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des enfants de l'ouest montpelliérains, passant de 57 élèves accueillis en 2009-2010 à 4539 élèves participants en 2015 – 2016.

Les élèves peuvent ainsi participer à un parcours cinématographique de trois films. Un cahier de notes sur le film est remis aux enseignants pour travailler en classe des axes de prolongement et chaque élève repart avec une carte postale et une présentation écrite du film.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le département de l'Hérault depuis l'année scolaire 2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les activités de Collège au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaires au rythme minimum d'une projection par trimestre. Après chaque séance en salle, un professionnel du cinéma vient débattre avec la classe des films en fournissant des notions de lecture d'images.

L'association Les Chiens Andalous coordonne ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN. Il concerne près de 2000 élèves au sein de l'Hérault, dont plus de 500 sur le territoire municipal. Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012. On comptait 156 élèves participants en 2013-2014 et ce sont 511 élèves qui ont bénéficié de ce dispositif en 2015-2016.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » est implanté pour sa part dans la région Languedoc-Roussillon depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film. La coordination régionale a été confiée au Festival Cinéma d'Alès et l'opération est accompagnée par des coordinations départementales. Dans l'Hérault, la coordinatrice est l'association Languedoc-Roussillon Cinéma.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012, 72 élèves participants ont donc pu assister en 2013-2014 à 3 films. En 2015 – 2016, ce sont 414 élèves qui ont pu en bénéficier.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux. Le Cinéma municipal Nestor Burma souhaite ainsi renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2016-2017. Les conventions et le cahier des charges prévoient respectivement un tarif de 2,50 € par élève, avec un principe de gratuité pour les enseignants et les accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions et le cahier des charges joints en annexe ;
- D'entériner le tarif de 2.50 € par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

CONVENTION Pour l'organisation de « Ecole et Cinéma, les enfants de cinéma », 2016-2017

Entre les soussignés :

Association Les Chiens Andaloux
5 rue de Verdun
BP 51062
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et

Le cinéma :

Adresse :

Tél. :

Représenté par

Le représentant de l'association Les Chiens Andaloux, en tant que coordinateur départemental s'engage à,

- Mettre en œuvre le dispositif *Ecole et cinéma* en veillant à son extension maîtrisée à de nouvelles salles du département
- Mettre en réseau les salles associées dans le dispositif pour favoriser l'échange des pratiques et des savoirs entre acteurs de la Culture et de l'Education Nationale
- Elaborer la circulation des copies sur le département en concertation avec le coordinateur Education Nationale et l'ensemble des salles associées, puis réserver les copies auprès des distributeurs après validation de la programmation par *Les enfants de cinéma*
- Informer le distributeur, les enfants de cinéma et le service de la diffusion culturelle du CNC en cas de réception d'une mauvaise copie
- Commander les documents d'accompagnement auprès de l'association *Les enfants de cinéma*, en lien avec le coordinateur Education Nationale, puis coordonner et faire le suivi logistique de la circulation des documents dans les salles
- Participer à l'organisation des séances de prévisionnement indispensables dans les salles participantes
- Participer éventuellement, aux côtés des services de l'Education Nationale, à des actions de formation
- Contribuer à l'évaluation nationale d'*Ecole et cinéma* menée chaque année par *Les enfants de cinéma* par la transmission à l'association du bilan entrées/salles de son département et des questionnaires
- Animer sur son territoire le dispositif *Ecole et cinéma* en développant toutes initiatives visant à fédérer les salles et les enseignants et à enrichir le dispositif
- Participer chaque année, à la Rencontre nationale des coordinateurs d'*Ecole et cinéma*.
- Coordonner avec le coordinateur Education nationale la mise en place des réunions du comité de pilotage

Dans le cadre de sa participation au dispositif, la salle s'engage à :

- Assurer des projections de qualité dans le respect des règles du cahier des charges
- Réserver le meilleur accueil possible aux élèves. La salle organisera ainsi occasionnellement des visites du cinéma (salle, cabine de projection...) ou toute autre animation convenue avec les enseignants
- Prendre en charge les frais occasionnés par l'accueil du dispositif dans son établissement (gestion administrative, personnel, déplacements aux réunions, accueil des prévisionnements...)
- Réceptionner la documentation pédagogique envoyée par trimestre par la coordination départementale et la trier par classe. Prévenir les écoles de la mise à disposition de la documentation pédagogique dans votre salle
- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des instituteurs à la rentrée en relation avec le conseiller pédagogique de circonscription et/ou le coordinateur départemental Education Nationale

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à
Les Chiens Andaloux 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- informer les écoles, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation
- Transmettre au coordinateur cinéma, **les résultats détaillés des entrées** enregistrées lors des séances du dispositif (en faisant connaître à la coordination départementale les diverses initiatives d'animations proposées en direction des jeunes spectateurs du dispositif).
- Ménager aux enfants un accueil dans des conditions décentes de confort et de projection. Le jeune public demande une attention particulière : pour cela, la salle associée n'accueillera pas plus d'une centaine d'enfants par séance, sans jamais dépasser une jauge d'occupation des 2/3 de la salle.
- Lors de la projection, procéder comme il se doit aux réglages de l'image et du son, notamment au respect des différents formats (Réglages et essais de projection obligatoires AVANT la première séance)
- Systématiquement projeter en amorce des films du dispositif *Ecole et cinéma* le pré-générique prévu à cet effet intitulé « La jeune spectatrice », fourni avec la copie du film par le coordinateur cinéma.
- Faire en sorte qu'à toutes les séances organisées dans le cadre du dispositif *Ecole et cinéma*, une personne de la salle présente le film aux enfants avant la projection, leur remette leur « billet cinéma » ou, à défaut, leur explique l'existence d'une rémunération payée par chaque spectateur au bénéfice des ayants-droits.
- Appliquer, pour les séances organisées dans ce cadre, la politique tarifaire décidée au niveau du département soit dans une fourchette **de 2€ à 2.50€** ; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs.
- Seules les classes inscrites selon la procédure en vigueur fixée par les coordinateurs de leur département peuvent bénéficier des conditions offertes au sein du dispositif *Ecole et cinéma*.
- Respecter si elle le souhaite la possibilité d'organiser pour chaque film trois séances publiques à ses tarifs habituels.
- Assurer les meilleures conditions techniques et d'accueil à ces projections publiques.
- Respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante) **et informer par mail du numéro d'envoi du DCP à la salle suivant ou au stock**
- Signaler immédiatement et officiellement par courriel au coordinateur cinéma les copies endommagées. (La vigilance de la salle associée est engagée, et cette dernière mise en cause en cas de litige).
- Apporter le plus grand soin aux copies qui lui sont confiées, manipulation et transport. Faire jouer son assurance en cas de détérioration accidentelle d'une copie survenue dans sa salle.
- Donner lieu à une déclaration de recettes selon la procédure commerciale habituelle
- Mentionner pour toute information de ces séances auprès du public la phrase suivante : « Dans le cadre de la programmation *Ecole et cinéma*, dispositif national initié par le CNC (ministère de la Culture et de la Communication) et par la DGESCO et le SCEREN-CNDP (ministère de l'Education nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche). Il est mis en œuvre au niveau national par l'association *Les enfants de cinéma*. »
- assurer des temps de formation pour les enseignants ou à suivre ceux proposés par la coordination
- Mettre à disposition gracieusement équipement et personnel lors des prévisionnements organisés conjointement avec la coordination cinéma ; les distributeurs s'engagent à mettre à la disposition des coordinateurs les copies *Ecole et cinéma* pour l'organisation des séances de prévisionnement en salle, gratuites et non commerciales, dans le cadre d'un travail pédagogique d'accompagnement du dispositif).
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale

Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à _____ en 2 exemplaires, le _____

2016,

Pour l'association Les Chiens Andaloux
Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour le cinéma.....
M.....

Signature et cachet

Signature et cachet

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à :
Les Chiens Andaloux 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

CONVENTION Pour l'organisation de « Collège au cinéma » 2016-2017

Entre les soussignés :

Association Les Chiens Andaloux
5 rue de Verdun
BP 51062
34007 Montpellier Cedex 1

Représenté par Antoine Pereniguez, Président

Et

Le cinéma :

Adresse :

Tél. :

Représenté par.....

Le représentant de l'association Les Chiens Andaloux, en tant que coordinateur départemental s'engage à,

- organiser la réservation, la circulation des films sur le département,
- commander la documentation pour les enseignants et les élèves et à organiser sa diffusion dans les villes,
- informer par écrit les partenaires des réunions à l'initiative de la coordination Cinéma,
- conseiller et à accompagner tous les coordonnateurs locaux dans leurs démarches
- favoriser la communication entre l'ensemble des acteurs du dispositif dans le département
- favoriser la mise en réseau des pratiques et des connaissances de chaque partenaire
- rédiger un bilan départemental récapitulatif de l'opération à destination des partenaires et organisateurs,
- participer aux réunions au CNC et aux stages nationaux,
- organiser et à participer à des temps de formation en direction des coordinateurs cinéma,
- participer aux stages en direction des enseignants en partenariat avec l'académie,
- veiller à ce que la politique et les objectifs de cette opération, mise en place par le C.N.C. et l'Education Nationale soient respectés.

Le représentant du cinéma, en tant que lieu de projection s'engage à,

- assurer un accueil privilégié des classes et à veiller au bon déroulement de la séance
- mettre à la disposition des enseignants et de leurs élèves une salle et projeter le film choisi en respectant le format (fenêtre et objectif)
- ne pas surcharger les salles de cinéma (nb max 120 élèves par séance)
- assurer si possible, une présentation du film avant chaque démarrage de séance,
- respecter la tarification Collège au cinéma fixée à **2,50 €**; le principe de gratuité est acquis pour les enseignants et accompagnateurs,
- organiser une réunion d'information sur le dispositif à destination des enseignants à la rentrée

2 exemplaires à compléter et à renvoyer signés à
Association Les Chiens Andaloux 5 rue de Verdun BP 51062 34007 Montpellier Cedex 1

- informer les collègues, par courrier, du titre des films, des dates de passage, des horaires de programmation
- communiquer à la coordination départementale la fiche bilan des entrées par film dans les jours qui suivent le passage du film
- diffuser la documentation pédagogique auprès des enseignants et des élèves,
- prendre contact avec l'organisateur de la salle suivante pour mettre en place l'envoi du film,
- respecter le calendrier de circulation des copies (réception, ingestion et suivi à la salle suivante) **et informer par mail du numéro d'envoi du DCP à la salle suivante, à la coordination et ou au stock**
- remplir pour chaque film un bordereau de l'état des copies. Toute copie en mauvais état devra être signalée à la coordination, au CNC et au distributeur,
- adresser aux distributeurs les chèques de règlement dans les 10 jours qui suivent la réception des factures,
- participer aux réunions organisées par la coordination départementale,
- prendre toute initiative favorisant la reconnaissance du dispositif « Collège au cinéma »,
- contacter la presse pour tout événement relatif à Collège au cinéma
- mentionner sur tout document de programmation le label « Collège au cinéma »,
- communiquer le bilan quantitatif et qualitatif de votre action à la coordination départementale,

Compétence juridique :

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application de la présente convention, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement de voies amiables (conciliation, arbitrage,...).

Fait à _____ en 2 exemplaires, le

2016,

Pour l'association Les Chiens Andalous
Le Président, M. Antoine PERENIGUEZ

Pour le cinéma.....
M.....

Signature et cachet

Signature et cachet

**En région
Occitanie**
Pyrénées
Méditerranée

**2 0 1 6
2 0 1 7**

**F i c h e
exploitants**

Aude
Gard
Hérault
Lozère
Pyrénées Orientales

EXPLOITANT, nom, adresse, tél, fax :

.....
.....
.....

e-mail

Nom du responsable

Par la présente, je confirme avoir pris connaissance du cahier des charges national du dispositif "Lycéens au cinéma" et je m'engage à respecter et appliquer les dispositions concernant les salles de cinéma partenaires.

Fait à, le

Signature et cachet de la société :

Fiche à renvoyer par courrier ou par mail à :

Languedoc-Roussillon Cinéma

Valentine Pignet

6 rue Embouque d'Or

34000 Montpellier

T : 04 67 64 81 53

valentine@languedoc-roussillon-cinema.fr

Cahier des charges du dispositif *Lycéens et apprentis au cinéma*

PROTOCOLE

ENTRE

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, représenté par le directeur général de l'enseignement scolaire, Roland DEBBASCH ;

Le ministre de l'agriculture et de la pêche, représenté par le directeur général de l'enseignement et de la recherche, Jean-Louis BUËR ;

Le ministre de la culture et de la communication, représenté par le délégué au développement et aux affaires internationales, Benoît PAUMIER ;

ET

Le Centre national de la cinématographie, représenté par sa directrice générale, Véronique CAYLA

Considérant que :

- le dispositif Lycéens et apprentis au cinéma, initié à titre expérimental dans cinq régions dès 1993, devenu opération nationale à la rentrée scolaire 1998, concerne aujourd'hui 220.000 élèves originaires de vingt-trois régions de métropole et d'outre-mer ;
- le dispositif repose sur des conventions de développement cinématographique et audiovisuel conclues entre les directions régionales des affaires culturelles, les conseils régionaux et le centre national de la cinématographie ;
- la participation à cette action repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 :

L'opération Lycéens et apprentis au cinéma, dispositif d'éducation artistique organisé dans un cadre d'exploitation cinématographique commerciale, propose en temps scolaire aux élèves et aux apprentis des lycées d'enseignement général, professionnel et agricole, publics et privés, et des centres de formation des apprentis (CFA) de découvrir au minimum 3 œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention dans les salles de cinéma et se constituer ainsi, grâce au travail pédagogique de sensibilisation artistique conduit par les enseignants et les partenaires culturels, les bases d'une culture cinématographique.

Les partenaires de Lycéens et apprentis au cinéma ambitionnent :

- d'éveiller la curiosité du public concerné par la découverte d'œuvres cinématographiques projetées en salle dans leur version d'origine ;
- de permettre aux élèves d'acquérir, d'enrichir et de diversifier leur culture cinématographique et de développer le plus largement possible leur regard et leur sens critique face à l'image ;
- de favoriser sur l'ensemble du territoire l'accès du plus grand nombre d'élèves à la culture cinématographique ;
- de permettre aux enseignants d'intégrer la culture cinématographique au sein de leur enseignement notamment en leur proposant des prolongements pédagogiques et des formations sur les œuvres présentées ;
- de participer au développement d'une pratique culturelle de qualité en favorisant le développement de liens réguliers entre les jeunes et les cinémas.

Article 2 :

Dispositif partenarial, Lycéens et apprentis au cinéma repose sur l'engagement de partenaires institutionnels et professionnels :

- au niveau national
 - le ministère de la culture et de la communication, notamment le Centre national de la cinématographie et la délégation au développement et aux affaires internationales ;

- le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment sa direction générale de l'enseignement scolaire et son inspection générale de l'éducation nationale ;
 - le ministère de l'agriculture et de la pêche, notamment sa direction générale de l'enseignement et de la recherche et son inspection de l'enseignement agricole ;
- au niveau régional
 - les directions régionales des affaires culturelles ;
 - les rectorats ;
 - les directions régionales de l'agriculture et de la forêt ;
 - les conseils régionaux ;
 - les coordinations régionales ;
 - les équipes de direction et les équipes pédagogiques des établissements d'enseignement scolaire, des établissements de l'enseignement agricole et des CFA ;
 - les professionnels du cinéma et de la culture : en particulier les exploitants et les associations culturelles.

Article 3 :

Au niveau national, une commission nationale dont les membres sont nommés par le directeur général du CNC coordonne l'ensemble du dispositif. Sa présidence et son secrétariat sont assurés par le CNC.

Au niveau régional, l'opération est mise en œuvre par une structure professionnelle chargée de la coordination régionale du dispositif en liaison avec le comité de pilotage régional.

CAHIER DES CHARGES DE L'OPERATION LYCEENS AU CINEMA

Le présent cahier des charges décrit les modalités d'organisation de l'opération Lycéens et apprentis au cinéma aux niveaux national et régional. Il précise les modalités des partenariats à instaurer entre les différents acteurs.

1 – Le dispositif national

Au niveau national le dispositif est coordonné par la Commission nationale Lycéens et apprentis au cinéma sous la responsabilité du Centre national de la cinématographie (CNC).

1.1 Le Centre national de la cinématographie.

Le CNC est chargé de la coordination du dispositif en liaison avec les ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement agricole. A ce titre il est l'interlocuteur des partenaires institutionnels et professionnels de l'opération. Outre la présidence et le secrétariat de la Commission nationale, le CNC assure les missions suivantes :

- validation de la programmation proposée par la Commission nationale en intégrant les paramètres liés à l'état des droits de diffusion, à la disponibilité des matériels de tirage ;
- tirage et sous-tirage des copies. Pour chaque film nouveau entrant dans le dispositif le CNC détermine un nombre maximum de copies, selon le coût de celles-ci. De manière générale, et sous réserve de la disponibilité des crédits nécessaires, ce nombre est au maximum de 20 par titre. Il peut être inférieur lorsque les tirages sont très onéreux (film en noir et blanc, tirage et sous-tirage à l'étranger, ...) ;
- validation des programmations souhaitées par chaque région (le CNC indique aux comités de pilotage régionaux la date limite à laquelle les programmations souhaitées doivent lui être transmises et les valide) ;
- conception et rédaction des documents pédagogiques destinés aux enseignants et aux élèves ; cette mission est confiée à des prestataires spécialisés dans ce domaine dans le cadre d'un appel d'offre ;
- passation des conventions avec les distributeurs ;
- élaboration du plan prévisionnel de circulation des copies afin de permettre aux distributeurs sa mise en œuvre concrète ;
- définition, en concertation avec la fédération nationale des cinémas français (FNCF) et la fédération nationale des distributeurs de films (FNDF), du tarif, du taux de location des copies et des engagements des cinémas partenaires ;
- évaluation de l'opération au niveau national en liaison avec les ministères concernés ;
- équipement des coordinations régionales en ciné box ;
- coordination des Rencontres nationales Lycéens et apprentis au cinéma. Présidées par le directeur général du CNC ou son représentant, ces rencontres réunissent tous les ans les coordinations régionales, les partenaires institutionnels et professionnels de l'opération. Moment de formation et de réflexion, ces Rencontres nationales sont également l'occasion de présenter un bilan du dispositif.

1.2 La Commission nationale

Elle est composée de vingt-deux membres nommés pour trois ans sur décision du directeur général du CNC. Elle comprend :

- un représentant de la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire (DGESCO),
- un représentant de la Délégation au Développement et aux Affaires Internationales (DDAI),
- un représentant des Directions Régionales des Affaires Culturelles (DRAC),
- un représentant de l'Inspection Générale du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (IGEN),
- un membre de l'Association des Régions de France (ARF) en tant que représentant des collectivités territoriales,
- un représentant du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER),
- un représentant de la Fédération Nationale des Cinémas Français (FNCF),
- un représentant de l'Association Française des Cinémas d'Art et d'Essai (AFCAE),
- un représentant du Groupement National des Cinémas de Recherche (GNCR),

- un représentant des Pôles régionaux d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel,
- sept représentants des coordinations régionales Lycéens au cinéma,
- un représentant de la commission nationale Collège au cinéma,
- un représentant du Groupe de Recherche sur la Relation Enfants Médias (GRREM),
- un représentant des auteurs,
- un représentant du Sceren-CNDP,
- un représentant des IUFM.

Sa présidence et son secrétariat sont assurés par le CNC. Elle peut s'adjoindre en tant que de besoin les compétences d'experts.

Elle se réunit au moins deux fois par an et s'appuie sur les travaux conduits au sein de deux groupes de travail permanents : l'un sur la programmation, l'autre sur les outils et les accompagnements du dispositif. Ouverts aux membres de la Commission nationale ainsi qu'à toutes les coordinations régionales, ces groupes de travail sont composés au maximum de quinze membres volontaires. Des spécialistes et experts, choisis en fonction des thèmes abordés, peuvent être invités à y participer.

2 – Organisation régionale.

2.1 La convention de développement cinématographique Etat / Région

Une convention de développement cinématographique est signée entre le Ministère de la culture (CNC/DRAC) et le conseil régional. Elle prévoit notamment les modalités de contributions financières (subventions accordées par la DRAC et le Conseil régional pour le fonctionnement des coordinations régionales ainsi que de toute action visant à améliorer la qualité de l'opération) et techniques de chacun des partenaires.

2.2 Le comité de pilotage régional.

Le comité de pilotage régional est composé de :

- un représentant de la DRAC
- un représentant du conseil régional
- un représentant du rectorat
- un représentant de la DRAF
- le cas échéant un représentant du pôle régional d'éducation artistique et de formation au cinéma et à l'audiovisuel ;
- de représentants des exploitants locaux ;
- de représentants de la coordination régionale.

En tant que de besoin, des enseignants, d'autres acteurs locaux ainsi que des représentants d'autres dispositifs peuvent y être associés.

Sur les propositions de la coordination régionale, le comité de pilotage régional définit les orientations et suit l'opération localement. Il procède au choix des films qui s'applique à l'ensemble des lycées et CFA de la région participant à l'opération et le transmet au CNC dans les délais impartis par ce dernier. Il décide du contenu des actions d'accompagnement et de formation afférentes au dispositif et veille à l'organisation de séances de prévisionnement.

Il établit chaque année la liste des cinémas et des établissements scolaires partenaires et il procède à la fin de l'année scolaire à une évaluation globale de l'opération (la formation, les actions d'accompagnement, les outils mis à disposition nationalement et régionalement, le

travail mené en classe auprès des élèves, la qualité des projections et de l'accueil des élèves et apprentis dans les cinémas...).

2.3 La coordination régionale.

Dans chaque région, la coordination régionale de l'opération est confiée à une structure professionnelle. Celle-ci assure la mise en oeuvre de l'opération en respectant le présent cahier des charges.

Les missions de la coordination régionale sont les suivantes :

- recherche, mise en place et suivi des partenariats entre les établissements d'enseignement et les cinémas volontaires pour participer à l'opération.
- organisation de la circulation des copies en tenant compte des contraintes de calendrier des différents partenaires :
 - avant la fin du mois d'avril, envoi au CNC de la liste des films retenus par le comité de pilotage régional sur la base de la liste nationale, (ainsi que les titres de remplacement) et le nombre de copies par film, pour l'année scolaire suivante.
 - établissement de la programmation régionale par trimestre, en concertation avec l'ensemble des partenaires cinémas et établissements scolaires, copie transmise au CNC.
 - ce planning donne lieu à l'élaboration d'une fiche de vérification qui doit suivre la copie du film. A l'issue de la circulation du film dans la région, la fiche sera transmise au distributeur concerné et au CNC.
 - transmission aux distributeurs concernés du plan de circulation détaillé des copies, ainsi que leur nombre, en précisant les coordonnées de toutes les salles partenaires.
 - prise en charge des frais relatifs au transport des copies, depuis les stocks des distributeurs jusqu'aux premières salles inscrites au plan de circulation.
 - mise en œuvre et suivi logistique des copies de films (stockage, circulation dans les salles).
- distribution des documents d'accompagnement. Le CNC met à disposition de la coordination régionale les supports permettant de réaliser le tirage localement. La coordination régionale assure le suivi de l'impression et la distribution des documents d'accompagnement aux établissements scolaires participants. Chaque cinéma partenaire reçoit un jeu des dossiers d'accompagnement des films programmés dans la région.
- Actions de formation et d'accompagnement :
 - En concertation avec les Rectorats et les services de formation de la DRAF, mise en œuvre des actions de formation spécifiques pour les enseignants inscrits.
 - Organisation de prévisionnements pour les enseignants.
 - Mise en place des actions d'accompagnement complémentaires pour les enseignants. Ces séances permettent aux enseignants d'acquérir des connaissances sur les films du dispositif, de rencontrer des professionnels (auteurs des documents, critiques cinématographiques spécialisés), de se familiariser avec les outils d'accompagnement et d'échanger sur les œuvres et interventions de professionnels lors des projections et/ou dans l'enceinte des établissements scolaires, mise en place d'ateliers...
- Evaluation et bilan du dispositif. Un questionnaire, proposé par la commission nationale, servira chaque année à établir un bilan de l'opération. Il comportera des éléments d'évaluation qualitative et quantitative relatifs aux spécificités de chacun des

partenaires. Les réponses à ce questionnaire seront traitées dans le cadre d'un bilan régional annuel qui sera transmis à la DRAC et au CNC.

3 – Les établissements d'enseignement général et technologique, professionnel et agricole et les CFA.

La participation à l'opération Lycéens et apprentis au cinéma repose sur le volontariat des chefs d'établissement et des enseignants qui souhaitent y faire participer leurs classes. Les activités de lycéens au cinéma sont inscrites dans le temps et le calendrier scolaire au rythme d'une projection par trimestre au minimum.

Le bon fonctionnement de l'opération suppose le respect de quelques principes indispensables à la qualité de l'action :

- inscription du dispositif dans le volet culturel du projet d'établissement ;
- participation des classes volontaires à l'ensemble du programme, soit au minimum trois films sauf disposition particulière décidée dans le cadre du comité de pilotage régional ;
- participation des enseignants aux séances de prévisionnement et aux formations organisées à leur attention par les coordinations régionales et le rectorat ;
- travail sur les œuvres avec les élèves des classes inscrites dans le dispositif ;
- distribution des documents d'accompagnement aux élèves ;
- contribution, en ce qui les concerne, au bon déroulement des séances.

4 – Les partenaires professionnels.

4.1 Les cinémas participants.

Tout cinéma muni d'une autorisation d'exercice (cinéma fixe ou itinérant ayant une billetterie CNC) peut participer à l'opération.

Les cinémas souhaitant intégrer le dispositif Lycéens et apprentis au cinéma font connaître leur candidature, avant la fin de l'année scolaire précédente, au comité de pilotage régional.

Les cinémas partenaires du dispositif s'engagent à respecter les points suivants :

- Respecter le plan de circulation des copies établi par la coordination régionale ;
- Prendre le plus grand soin des copies ;
- Remplir la fiche de vérification qui accompagne la copie du film ;
- Prendre en charge les frais de transport des copies vers les salles partenaires qui suivent ;
- Respecter les engagements souscrits envers les distributeurs notamment en ce qui concerne l'utilisation des copies du dispositif pour organiser des séances tout public. Ces copies, financées par le CNC, peuvent être utilisées par l'exploitant pour organiser trois séances tout public par film et par cinéma partenaire. Dans ce cadre, le taux de location est fixé à 30% sans minimum garanti et le prix de vente des billets est celui habituellement pratiqué par les cinémas. Toutes ces représentations sont assujetties à une déclaration de recettes selon la procédure en vigueur ;
- Appliquer la politique tarifaire décidée par le CNC ; la gratuité est accordée aux enseignants et aux accompagnateurs dans la limite maximale de un pour douze élèves ;
- Délivrer obligatoirement un ticket à chaque jeune spectateur ;
- Garantir une qualité maximale lors des séances scolaires en veillant notamment au réglage de l'image et du son ainsi qu'au respect des formats ;

- Garantir un bon accueil des élèves lors des projections en veillant notamment à ce que le nombre d'élèves inscrits ne compromette pas le bon déroulement de la séance (-sauf contraintes particulières- 150 élèves/séance au maximum) ;
- Communiquer à la coordination régionale le nombre d'élèves accueillis dans la salle par séance et par établissement ;
- Prolonger les liens avec l'établissement scolaire en dehors du dispositif.

Le cas échéant, on pourra prévoir la mise en place d'une tarification spéciale à l'initiative des exploitants des salles participantes, permettant aux lycéens de bénéficier, hors temps scolaire, de tarif réduit pour voir les films de leur choix à l'affiche dans leurs salles. Le tarif réduit peut être proposé sur présentation d'une carte de réduction lycéens au cinéma distribuée par la coordination régionale.

4.2 – Les distributeurs.

Le CNC passe une convention avec les distributeurs par laquelle ceux-ci s'engagent à participer à l'opération lycéens au cinéma en attestant détenir les droits commerciaux de distribution des films entrant dans le dispositif pour une période de trois années au moins. Ils fournissent copie de leur mandat de distribution qui doit être inscrit au registre public.

Chaque année, les distributeurs sont invités à proposer à la commission nationale des titres correspondant aux objectifs du dispositif après s'être assurée de la disponibilité des droits et du matériel de tirage.

Ils transmettent au CNC les coordonnées des laboratoires pour le tirage et le sous-tirage des copies des films ainsi que l'autorisation de tirage pour chacun d'eux.

Sauf accord préalable du CNC, à l'exception des trois projections tout public autorisées (cf. supra), les copies financées par le CNC sont exclusivement réservées à l'opération Lycéens au cinéma. Toutefois les copies peuvent être mises gracieusement à la disposition des salles de cinéma pour l'organisation de séances dans le cadre d'un travail d'accompagnement (séances de prévisionnement pour les enseignants et de formations).

Au début de l'année scolaire, le CNC transmet aux distributeurs un plan prévisionnel de circulation des copies afin de leur permettre d'établir les bons de commande et de passer contrat avec les exploitants concernés, selon les dispositions réglementaires en vigueur.

Les distributeurs s'engagent en outre à :

- Contrôler la circulation et le stockage des copies. Les copies doivent faire l'objet d'un étiquetage et d'une numérotation spécifique (copies CNC n°... ; Opération : Lycéens au cinéma). Elles sont stockées au dépôt habituel du distributeur. Elles doivent faire l'objet d'une vérification systématique en période de vacances scolaires. En fin d'année scolaire, les distributeurs transmettent au CNC un état précis du stock des copies.
- Contribuer à l'élaboration des documents pédagogiques. Les distributeurs s'engagent, dans la mesure du possible, à mettre à la disposition des sociétés chargées par le CNC de la réalisation des documents pédagogiques tous documents et matériels d'exploitation utiles concernant leurs films. Ils s'engagent à donner l'autorisation d'effectuer et d'utiliser un certain nombre de photogrammes à partir d'une copie des films, afin d'illustrer les documents d'accompagnement et de promotion, qui sont réalisés et diffusés gratuitement dans le cadre de cette opération. Ils s'engagent, dans la mesure du possible, à fournir une affiche et une affichette de chacun des films à l'intention des salles de cinéma.

- déposer une copie de chacun de leurs films inscrits dans le dispositif au Service des Archives Françaises du Film.

5 - Les films.

La liste des films proposés est arrêtée par le centre national de la cinématographie sur proposition de la commission nationale en fonction des critères suivants :

- diversité des styles, des genres et des cinématographies nationales ;
- films de patrimoine ;
- films présentant, outre leur intérêt cinématographique, une ouverture vers d'autres cultures ;

Les films primés dans le cadre du prix de l'éducation nationale à Cannes ainsi que les films inscrits au programme limitatif du baccalauréat littéraire seront systématiquement proposés à la commission pour une éventuelle inscription. Lorsqu'elle s'avèrera possible, cette inscription sera encouragée.

La sélection est cependant tributaire de l'état des droits de diffusion et de la disponibilité des matériels de tirage.

Les films provenant de cinématographies étrangères sont présentés aux élèves en version originale sous-titrée.

6 – Outils d'accompagnement

Des outils pédagogiques destinés aux enseignants et aux élèves leurs sont fournis gracieusement.

- Livrets enseignants et fiches élèves. Ces documents permettent à l'enseignant d'élaborer son propre projet pédagogique et à l'élève de conserver un document de référence. Ils comportent des informations sur l'œuvre et de nombreuses rubriques telles une présentation du film, une analyse des plans et des séquences, un point de vue sur la signification de l'œuvre, des propositions pédagogiques.
- Des outils complémentaires sur le cinéma figurant dans le catalogue images de cinéma, issu du Fonds CNC images de la culture permettent de favoriser l'exploitation pédagogique des œuvres proposées.
- Certains outils spécifiques comme , par exemple, ceux qui accompagnent le Prix de l'Education Nationale au Festival de Cannes.
- Les sites Internet du Centre Images (lyceensaucinema.org), de la Bifi (bifi.fr), de l'Education nationale (Quai des images) et du CRAC (crac.asso.fr) proposent l'accès aux documents d'accompagnement aux différents acteurs du dispositif ainsi que des informations et des possibilités de recherche sur les films au programme.

ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 29 SEPTEMBRE 2016

Octroi de la protection fonctionnelle aux personnes suivantes :

- Djamal BOUMAAZ, élu municipal, usurpation d'identité, le 17 mai 2016 ;
- Nicolas CASSAR, agent municipal (DRTP), violence le 6 juillet 2016 ;
- Benjamin CARON, agent municipal (DRTP), violence le 6 juillet 2016 ;
- Sébastien BANCAREL, agent municipal (espaces verts), menaces le 17 juin 2016 ;
- Eric DI VANNI, agent municipal (DRTP), outrage le 9 juin 2016 ;
- Alexandre CORBINEAU, agent municipal (DRTP), outrage et violence le 21 juillet 2016 ;
- Christophe VIDORI, agent municipal (DRTP), violence le 17 juin 2016 ;
- Eric DI VANNI, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Chantal MADRID, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Willy PINARD, agent municipal (DRTP), outrage le 3 août 2016 ;
- Romain ARNAL, agent municipal (DRTP), violence le 10 août 2016 ;
- Mickaël MULERO, agent municipal (DRTP), violence le 24 août 2016 ;
- Frédéric ROCHAS, agent municipal (DRTP), outrage le 12 août 2016 ;
- Patrick BUFORN, agent municipal (DRTP), outrage le 12 août 2016.

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Théâtre Jean Vilar et Cinéma Nestor Burma Convention avec le CROUS de Montpellier Dispositif Pass'Culture

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 28 avril 2016, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier, ainsi que l'octroi d'une subvention de 18 000 € pour la mise en oeuvre du projet Pass'Culture.

Le dispositif Pass'Culture permet aux étudiants âgés de 30 ans maximum d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire exceptionnelle le leur permettant. Le théâtre Jean Vilar et le cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif.

Sur présentation de la carte Pass'Culture et remise d'une contremarque, les étudiants pourront bénéficier de places au théâtre Jean Vilar au tarif préférentiel de 9.50 € (contre 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant en charge la différence de 4.50 €.

Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier de places de cinéma au tarif préférentiel de 4.50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3.90 €, le CROUS prenant en charge la différence de 0.60 €.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville et le CROUS, jointes en annexe, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif Pass'Culture pour l'année universitaire 2016-2017 ;
- D'entériner ce tarif Pass'Culture pour l'année 2017 ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer ces conventions et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

2016-2017

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier

2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,

La Ville de Montpellier, Direction de la Culture et du Patrimoine

Cinéma municipal Nestor Burma

1 place Georges FRECHE

34267 Montpellier cedex 2

Ci-après dénommé « Nestor Burma »

Représenté par Madame Sonia Kerangeven, Adjointe au Maire déléguée à la Culture

LE PASS CULTURE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarif préférentiel, les kiosques (ventes, conseil, médiation).

Objectifs :

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques en faveur de ce public (visites des lieux culturels, rencontres, lectures / démonstrations...)

Le Pass'Culture

Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la recherche, et qui sont affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à tous les spectacles et manifestations culturelles programmés par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

Coût de l'adhésion Pass'Culture 2016/2017 (valable du 12/09/2016 au 10/09/2017) : 9 euros

Les Kiosque Fixes

Ce sont des points de vente qui permettent la vente des places de spectacles, de concerts et de cinéma. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires).

- kiosque fixe situé au Crous, 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 - arrêt Boutonnet) : ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h
- kiosque fixe situé au cœur de l'Université Paul Valéry à Montpellier (entrée du campus universitaire / Tram 1 - arrêt St Eloi) : ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h
- kiosque fixe situé à l'Université de Montpellier - site Richter (hall de la Maison des Etudiants / Tram 3 - arrêt Rives du Lez) : ouvert mercredi, jeudi et vendredi de 12h à 14h
- kiosque fixe situé à l'Université de Montpellier - Faculté de droit (cafétéria / Tram 1 et 4 – arrêt Louis Blanc) : ouvert le mardi de 11h30 à 14h30
- kiosque situé à l'Université de Montpellier - Campus Triolet (hall de l'(S)Pace) / Tram 1 – arrêt Universités des Sciences et des Lettres) : ouvert lundi, mercredi, vendredi de 11h30 à 14h30
- un kiosque situé sur le campus de Sup'Agro (dans la cafétéria) : ouvert le jeudi de 12h à 14h.

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Les dispositifs Pass'Culture et kiosques cultures sont placés :

- 1) pour La Mairie de Montpellier Direction de la Culture et du Patrimoine, sous la direction de Monsieur Jean-Louis Sautreau, Le Directeur
- 2) pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

- Prix unique des places pour le cinéma au sein des kiosques Pass'Culture: 3.90 €.
- Les places de cinéma au tarif Pass'culture sont en vente exclusivement au sein des kiosques
- Le CROUS, afin de faciliter l'identification des places relevant du dispositif Pass'culture, édite en début d'année universitaire (septembre) des tickets spécifiques cinéma Pass'culture (valable du 12 septembre 2016 au 10 septembre 2017) qui servent ensuite de contremarque aux guichets des cinémas partenaires, dont Nestor Burma.
- Le CROUS s'engage à signifier son partenariat avec Nestor Burma sur l'ensemble des supports de communication édités dans le cadre du dispositif Pass'Culture (guide Bien Fait Pour Vous, site web, flyers...)
Le CROUS s'engage également à promouvoir Nestor Burma en assurant la diffusion des programmes fournis par le cinéma ainsi que l'affichage de sa programmation dans les kiosques Pass'Culture.

ARTICLE 3 – OBLIGATIONS DE La Mairie de Montpellier - Direction de la Culture et du Patrimoine - NESTOR BURMA:

- Nestor Burma s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la communication de sa programmation (programmes, affiches de film, dossiers pédagogiques, tracts, revues de presse...).
- Nestor Burma s'engage à faire apparaître la tarification Pass'Culture sur ses supports de communication (programmes papier et site web) et à coller l'autocollant (« Partenaire du Pass'Culture ») à l'entrée de son établissement.
- Nestor Burma s'engage à faciliter l'accès des salles aux 7 médiateurs des kiosques Pass'Culture par l'intermédiaire d'invitations fournies au service culturel (à hauteur de 2 invitations par mois par médiateur). Ces étudiants, quant à eux, s'engagent à être des relais efficaces de Nestor Burma
- Nestor Burma s'engage à vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture. Seule la présentation du sticker 2016/2017 et d'un ticket contremarque permet à Nestor Burma d'attribuer une place au tarif Pass'Culture à l'étudiant. Le défaut de présentation du Pass'Culture implique que l'étudiant paie sa place aux tarifs en vigueur de Nestor Burma.

Cette clause est obligatoire afin d'éviter les abus et que des personnes non détentrices du Pass'Culture puissent bénéficier du dispositif.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

- La simple présentation du Pass'Culture ne permet pas de bénéficier du tarif Pass'culture, l'étudiant devant être détenteur d'un ticket cinéma Pass'Culture édité par le CROUS pour pouvoir prétendre au tarif. Sans présentation du Pass'Culture accompagné du ticket cinéma Pass'culture, les tarifs appliqués sont ceux de Nestor Burma.
- Les horaires des différents kiosques Pass'Culture sont précisés dans le préambule. Ils sont systématiquement ouverts lors des pauses méridiennes afin d'assurer un service adapté à la demande des étudiants.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► La compensation financière versée par le CROUS de Montpellier au bénéfice de Nestor Burma par place vendue est de 0.60 € (soixante centimes d'euros).

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

► Un titre de recettes sera adressé au service culturel du CROUS pour paiement par la Ville de Montpellier et fera état des places vendues au tarif Pass'culture soit 4.50 € T.T.C. par place, et ce, à la fin de chaque mois ou de chaque trimestre.

► Ce versement s'effectuera par virement bancaire dans les trente jours à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

► La présente convention est établie pour l'année universitaire 2016 / 2017.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

► En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du tribunal administratif de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le

Pour Le CROUS

Le Directeur

Pour La Mairie de Montpellier
Direction de la Culture et du Patrimoine
L'Adjointe déléguée

Monsieur Philippe PROST

Madame Sonia KERANGUEVEN

Convention de Partenariat

2016 / 2017

ENTRE LES SOUSSIGNES,

Le CROUS de Montpellier
2, rue Monteil – 34033 Montpellier cedex 1

Représenté par Monsieur Philippe PROST, Directeur du CROUS de Montpellier, ci-après dénommé "Le CROUS"

Et,
La Ville de Montpellier – Direction de la Culture et du Patrimoine
THEATRE JEAN VILAR
1, Place Georges Frêche

34267 Montpellier CEDEX 2

Représenté par Madame Sonia KERANGUEVEN, L'Adjointe au Maire, délégué à la Culture

LE PASS'CULTURE

Le dispositif mis en place par le CROUS de Montpellier repose sur trois points clés : l'adhésion, l'accès à une billetterie à tarifs préférentiels, les kiosques (ventes, conseils, médiation).

Objectifs

- **favoriser** la fréquentation des structures culturelles par un public étudiant, dernier maillon de la chaîne éducative avant l'entrée dans la vie active.
- **sensibiliser** aux arts ces mêmes étudiants par des actions spécifiques (visites de lieux culturels, rencontres avec les équipes artistiques, workshops,...).

Le Pass'Culture

Il est destiné à tous les étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche, affiliés au régime de sécurité sociale étudiante. Ces étudiants ne peuvent être âgés de plus de 30 ans. Le Pass'Culture leur permet d'accéder à une offre de spectacles et de manifestations culturelles programmées par les structures partenaires à des tarifs préférentiels.

Coût de l'adhésion Pass'Culture 2016 / 2017 (valable du 12/09/2016 au 10/09/2017) : 9 euros

Les Kiosques

Ce sont les points de vente des contremarques de places de spectacles, de concerts et de cinéma. Ils favorisent la transmission de l'information et la médiation culturelle. Ils assurent un service de proximité et une permanence hebdomadaire régulière (hors vacances universitaires, sauf pour le kiosque de Boutonnet qui reste ouvert) :

- kiosque fixe situé au Crous, 2 rue Monteil à Montpellier (Tram 1 - arrêt Boutonnet) : ouvert du lundi au vendredi de 11h à 17h
- kiosque fixe situé au cœur de l'Université Paul Valéry à Montpellier (entrée du campus universitaire / Tram 1 - arrêt St Eloi) : ouvert du lundi au vendredi de 10h à 17h
- kiosque fixe situé à l'Université de Montpellier - site Richter (hall de la Maison des Etudiants / Tram 3 - arrêt Rives du Lez) : ouvert mercredi, jeudi et vendredi de 12h à 14h
- kiosque fixe situé à l'Université de Montpellier - Faculté de droit (caféteria / Tram 1 et 4 – arrêt Louis Blanc) : ouvert le mardi de 11h30 à 14h30
- kiosque situé à l'Université de Montpellier - Campus Triolet (hall de l'(S)Pace) / Tram 1 – arrêt Universités des Sciences et des Lettres) : ouvert lundi, mercredi, vendredi de 11h30 à 14h30
- un kiosque situé sur le campus de Sup'Agro (dans la caféteria) : ouvert le jeudi de 12h à 14h.

FONCTIONNEMENT DU DISPOSITIF

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - ORGANISATION :

Le dispositif et les kiosques Pass'Culture sont placés :

- 1) pour La Ville de Montpellier- Direction de la Culture et du Patrimoine, sous la direction de Monsieur Jean Louis Sautreau, le Directeur.
- 2) pour le CROUS, sous la responsabilité de Monsieur Franck BERGER, Délégué Culturel.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU CROUS :

- Réserver une page à THEATRE JEAN VILAR dans le « Bien Fait Pour Vous », version numérique.
- Proposer à la vente des contremarques de places de spectacles des structures culturelles partenaires en fonction des quotas mis à disposition par ces dernières au sein du dispositif Pass'Culture à des tarifs préférentiels : **de 5 à 10 euros la contremarque**.
- Il ne peut être vendu au sein des kiosques qu'une contremarque par représentation et par Pass'Culture. Cette contremarque est nominative et incessible.
- Les contremarques au tarif Pass'Culture sont **en vente exclusivement au sein des kiosques**.
- L'état des préventes est arrêté et établi par le service culturel **le jour de la représentation à 17h** et le vendredi pour les représentations du week-end.
- Les **contremarques sont mises en vente dès la réception des quotas**, dans un délai de 2 jours ouvrés. En cas d'épuisement du quota mis à disposition, le service culturel peut négocier auprès de la structure organisatrice une **demande de quota supplémentaire** selon les possibilités de jauge.
- La remise du fichier étudiant aux THEATRE JEAN VILAR (nom, prénom, adresse, mail,...) uniquement à la demande de la structure, et ce après accord préalable des étudiants ayant acheté des contremarques.
- L'édition par le CROUS en début de saison (septembre) d'une contremarque type commune à toutes les structures culturelles qui servira à la vente des places au sein des kiosques. Lors de l'achat, il sera imprimé sur ladite contremarque les données indispensables pour le spectacle choisi, à savoir : le nom de la structure culturelle programmatrice, le nom du spectacle, le lieu de représentation, la date, l'heure, le nom de l'acheteur, le numéro Pass'Culture et les commentaires spécifiques si besoin.

ARTICLE 3 –OBLIGATIONS DE THEATRE JEAN VILAR

- THEATRE JEAN VILAR s'engage lors de la parution de ses **supports de communication** (site Internet, réseaux sociaux, programmes, affiches, flyers ou tous autres documents à destination du grand public) à **mentionner de façon explicite le partenariat avec le dispositif Pass'Culture et la tarification Pass'Culture** pour chaque représentation bénéficiant du partenariat. Lorsque la structure dispose d'un lieu, elle doit poser de façon visible l'autocollant Pass'Culture, symbole du partenariat entre les deux structures.
- THEATRE JEAN VILAR s'engage à fournir les éléments nécessaires à la **communication de sa programmation** (programmes de saison, affiches, dossiers pédagogiques, revue de presse,...).
- THEATRE JEAN VILAR s'engage à faciliter l'accès de la salle aux médiateurs culturels (répétitions, rencontres,...), en assurant la mise à disposition d'un minimum de **deux invitations par représentation**. Ces médiateurs s'engagent quant à eux à être des relais efficaces, en relation permanente avec THEATRE JEAN VILAR (conseils et informations auprès des étudiants, sur les réseaux sociaux,...).
- THEATRE JEAN VILAR s'engage à transmettre au service culturel du Crous (florence.gilles@crous-montpellier.fr) les **ordres de mises en vente de chaque spectacle** proposé au tarif Pass'Culture. Les bordereaux doivent être envoyés au plus tard 35 jours avant la date de la première représentation.
- THEATRE JEAN VILAR s'engage à **vérifier systématiquement que l'étudiant est bien détenteur du Pass'Culture**. Seule la **présentation du Pass'Culture** (ou de la carte d'étudiant, ou d'une pièce d'identité) ainsi que la **détention d'une contremarque valable** permet à l'étudiant l'accès à la représentation.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS COMMUNES :

► Le soir de la représentation, les tarifs pratiqués sont ceux de THEATRE JEAN VILAR. Les tarifs préférentiels du Pass'Culture ne s'appliquent qu'au sein des kiosques Pass'Culture.

ARTICLE 5 – FINANCEMENT :

► Compensation financière pour les structures culturelles par contremarque vendue :

Grille tarifaire 2016-2017

Votre tarif prévente public étudiant TTC (tarif réduit, adhérent, abonnement...)	Prix de vente unitaire de la contremarque au tarif Pass'Culture	Montant unitaire reversé au producteur TTC
de 6 € à 10,50 €	5 €	de 6 € à 9,5 €*
de 10,51 € à 13,50 €	5 €	9,50 €
de 13,51 € à 15,50 €	5 €	10 €
de 15,51 € à 16,50 €	6 €	11 €
de 16,51 € à 18,50 €	7 €	12 €
de 18,51 € à 19,50 €	8 €	13 €
de 19,51 € à 20,50 €	9 €	14 €
20,51 € et plus	10 €	15 €

**tarif de refacturation indexé sur le tarif réduit en prévente (exemple : prévente tarif réduit à 7€TTC / tarif Pass'Culture à 5€ / refacturation 7€TTC)*

ARTICLE 6 – PAIEMENT :

Une facture sera adressée au service culturel du CROUS pour paiement par THEATRE JEAN VILAR et fera état des places vendues au tarif Pass'Culture selon le tableau de compensation ci-dessus.
Le paiement s'effectuera par virement bancaire dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de la facture.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est établie pour l'année universitaire 2016 / 2017.

ARTICLE 8 – COMPETENCES JURIDIQUES :

En cas de litige, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...).

Fait à Montpellier, le

Pour Le CROUS

Le Directeur

Pour La Ville de Montpellier
Direction de la Culture et du Patrimoine
L'Adjointe au Maire

Monsieur Philippe PROST

Madame Sonia Kerangueven

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, son impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Le spectacle vivant, notamment la musique et le théâtre, sont des domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, la Ville de Montpellier soutient des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 2 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 15 000 € au titre de l'exercice 2016.

Code associatio n	Nom de l'association	Nature	Montant
	SPECTACLE VIVANT / Musique		
6250	Montpellier Accordéon	Projet	5 000
	SPECTACLE VIVANT/ Théâtre		
4812	Compagnie Adesso e Sempre	Fonctionneme nt	10 000
		TOTAL	15 000

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 15 000 € ;
- D'approuver les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Modification des mandats spéciaux de membres du conseil municipal dans le cadre de l'action internationale de la Ville et des jumelages : Mission à Heidelberg, Mission à Chengdu et signature du Mémoire d'entente sur le renforcement des relations trilatérales et de coopérations stratégiques avec Heidelberg

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La délibération 2016/241 du 22 juin 2016 a validé le déplacement de deux délégations conduites par M. le Maire, en Allemagne et en Chine, au cours du dernier semestre 2016.

Suite aux événements survenus en France et au maintien de l'état d'urgence par l'Assemblée Nationale, Monsieur le Maire ne pourra participer à ces déplacements. A ce titre, attachée au renforcement des échanges bilatéraux ainsi qu'à la célébration des anniversaires de jumelage, la Ville de Montpellier souhaite maintenir ces déplacements en proposant de modifier la composition des délégations.

Madame Stéphanie Jannin, Monsieur Robert Cotte, Adjoint au Maire et M. Vincent Haluska, Conseiller municipal, se sont ainsi rendus du 22 au 24 septembre 2016 en Allemagne en réponse à l'invitation de M. Eckart Wüzner, Maire de Heidelberg, afin de célébrer le 55^{ème} anniversaire de la relation bilatérale entre les deux villes mais également pour le 30^{ème} anniversaire de la Maison de Montpellier à Heidelberg. Réciproquement, le Maire de Heidelberg se rendra, accompagné d'une délégation de la Ville de Heidelberg, à Montpellier du 4 au 7 octobre 2016. La signature d'un Mémoire d'entente entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Heidelberg permettra de consolider et développer les relations réciproques en participant à l'attractivité, au rayonnement international et économique des Villes Jumelles.

M. Pascal Krzyzanski, Adjoint au Maire, se rendra, quant à lui, au cours du dernier trimestre 2016 à Chengdu, en Chine, afin de clôturer cette année de 35^{ème} anniversaire de jumelage. Ce déplacement sera également l'occasion de participer à la 3^{ème} édition du FISE World China Chengdu, aux 5^{èmes} Rencontres Franco-Chinoises, à la Foire de l'Ouest, ainsi qu'au Congrès EUPIC (European Union Project Innovation Center).

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'accorder à Mme Stéphanie Jannin et M. Robert Cotte, Adjoints au Maire, et M. Vincent Haluska, Conseiller municipal, un mandat spécial pour un déplacement à Heidelberg du 22 au 25 septembre 2016 ;
- D'accorder à M. Pascal Krzyzanski, Adjoint au Maire, un mandat spécial pour un déplacement à Chengdu au cours du dernier trimestre 2016 ;
- D'autoriser le déplacement de personnels administratifs qualifiés sur ces deux missions,
- D'autoriser Mesdames et Messieurs les Adjoints au Maire et Monsieur le Conseiller municipal à prendre tous les actes relatifs à ces activités de nature internationale au cours de ces missions,
- D'autoriser la signature du Mémorandum d'entente entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Heidelberg sur le renforcement des relations trilatérales et des coopérations stratégiques,
- D'imputer les dépenses inhérentes à ces déplacements sur le budget de la Direction des Relations Internationales (chapitre 920).

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Mémorandum d'entente entre la Ville de Heidelberg, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sur le renforcement des Relations Trilatérales et de coopérations stratégiques

Depuis l'établissement officiel du jumelage entre la Ville de Montpellier et la Ville de Heidelberg en 1961, les deux villes ont maintenu des échanges étroits et mené une série de projets d'échange et de coopération mutuellement bénéfiques. Nombre d'accord ont été signés depuis :

- 1991 : Protocole d'accord pour l'encouragement économique entre Heidelberg et Montpellier
- 1991 : Protocole d'accord dans le domaine des transports urbains
- 1991 : Protocole d'accord pour la protection de l'environnement
- 1991 : Protocole d'accord pour le jumelage des quartiers de la Paillade à Montpellier et Emmertsgrund à Heidelberg
- 1991 : Protocole d'accord portant sur l'échange d'étudiants en entreprise
- 1999 : Lettre d'intention Montpellier Méditerranée Technopole / Technologiepark Heidelberg

La Ville de Heidelberg, la Ville de Montpellier, ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole, souhaitent consolider et développer l'amitié commune au bénéfice des citoyens des trois Parties (Ville de Heidelberg, Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole) sur les prochains échanges amicaux et coopératifs.

Sont principalement concernés les domaines suivants :

- ECONOMIE / INNOVATION ET TOURISME
- MOBILITE
- SCIENCES
- ENERGIE ET ENVIRONNEMENT
- URBANISME
- SPORT ET JEUNESSE
- CULTURE

Fait à Montpellier le 5 octobre 2016 en trois exemplaires originaux en langue allemande et en langue française, chacun de ces textes faisant foi.

Ce mémorandum entrera en vigueur à partir de la date de sa signature par les représentants des Parties.

Prof. Dr. Eckart WÜRZNER

Philippe SAUREL

Maire de la ville de Heidelberg,

Maire de la ville de Montpellier,

République fédérale d'Allemagne

Président de Montpellier Méditerranée
Métropole

République Fédérale d'Allemagne

République française

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Attributions et modifications d'attributions de subventions - Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions

o Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE	Projet	CLASSES DE DECOUVERTE	55 448 €
6586	USEP BERTHE MORISOT	Projet	CLASSES DE DECOUVERTE	936 €
TOTAL				56 384 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

o Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6305	DREAM - DIABETE RECHERCHE EDUCATION ALIMENTAIRE ET METABOLISME	Projet	SOLIDARITE DIABETE	500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**:

- **SPORT**

Code	Structure	Type	Montant
926	MUC OMNISPORTS	Fonctionnement	22 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	Fonctionnement	1 900 €
1487	BRIDGE CLUB MONTPELLIERAIN	Fonctionnement	500 €
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement	500 €
TOTAL			24 900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 25722, nature 6574, chapitre 924

- **JEUNESSE**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	CENTENAIRE 14-18 CONCOURS UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	1 500 €
1878	SOCIETE DES MEMBRES DE LA LEGION D'HONNEUR	Projet	CHAMPIONNATS DE L'ENGAGEMENT CITOYEN	1 500 €
TOTAL				3 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- **BOURSE ANIMATION JEUNES**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	ELECTRODIDACT	Projet	ACCUEIL DES ETUDIANTS	3 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- Dans le cadre de la thématique **SOCIAL**:

- **EXCLUSION**

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
650	GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Projet	CREATION D'UN CENTRE D'ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE de 90 PLACES	30 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1966, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
182	LA GARRIGA LENGADOCIANA	Fonctionnement		800 €
1248	ASSOCIATION DES RESIDENTS D'ANTIGONE	Projet	JOURNEES DU PATRIMOINE	200 €
TOTAL				1 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1260, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
344	TERRE NOURRICIERE	Projet	COMMUNICATION ET VISIBILITE SUR LES JARDINS DANS LES ECOLES ET AU SEIN DU PARC MAGNOL	700 €
6470	RESEAU DES SEMEURS DE JARDINS	Projet	SEMINAIRE ET FORMATION DU JARDINAGE BIO	500 €
TOTAL				1 200 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 2375, nature 6574, chapitre 928

○ Dans le cadre de la thématique **PEDT**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
6156	CORPS EN DEVENIR	Projet	ATELIER DE BIODANZA	2 100 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 24419, nature 6574, chapitre 922

2) Modifications d'attributions de subventions

- Par délibération n°2015/559 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 10 000 € à l'Association Française pour les Familles de Donneurs d'Organes (AFFDO) pour la réalisation du projet « Installation de 20 stèles mémorielles ». La structure a souhaité modifier ce projet. Le nouveau projet présentant un intérêt local pour la Ville de Montpellier, il y a lieu de modifier l'attribution de subvention comme suit :

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5615	ASSOCIATION FRANCAISE POUR LES FAMILLES DE DONNEURS D'ORGANES	Projet	UNE ŒUVRE D'ART EN HOMMAGE AUX DONNEURS D'ORGANES ET A LEURS FAMILLES	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre des temps d'activités périscolaires, par délibération n°2016/157, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 7 900 € à l'association Comité Départemental du sport en milieu rural pour la réalisation du projet « Découverte du disc golf et de jeux traditionnels ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.
- Dans le cadre des temps d'activités périscolaires, par délibération n°2016/223, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 7 450 € à l'association En Jeux pour la réalisation du projet « Utiliser le jeu de société ». La structure bénéficiaire ne pouvant réaliser le projet, il y a lieu d'annuler l'attribution de cette subvention.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 122 284 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Renouvellement de garantie d'emprunt Réaménagement du prêt contracté par la congrégation "Les Petites Soeurs des Pauvres" pour la construction d'un EHPAD "Ma Maison"- à Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération du 06/11/2006 et du 26/07/2007, la Ville s'est portée garante à hauteur de 25% de l'emprunt contracté par la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres auprès du Crédit Foncier de France, en vue de la reconstruction d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) de 84 lits, résidence « Ma Maison », 15 rue Ferdinand Fabre à Montpellier.

Dans le cadre d'une renégociation auprès du Crédit Foncier de France du montant du prêt et du principe d'invariabilité du taux d'intérêt, la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres sollicite la Ville de Montpellier afin d'obtenir la garantie du prêt réaménagé qu'elle va contracter pour la reconstruction de la résidence « Ma Maison ».

La Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres demande à la Ville de Montpellier de garantir à hauteur de 25% le prêt d'un montant de 9 259 029,62 € représentant le capital restant dû de l'emprunt initial qu'elle sollicite auprès du Crédit Foncier de France pour refinancer le prêt n° 00040577192L, lui permettant ainsi de disposer d'une garantie publique à 100%.

Les caractéristiques du nouveau prêt consenti par le Crédit Foncier de France sont les suivantes :

- Montant du prêt : 9 259 029,62€
- Durée total du prêt : 12,75 ans
- Date d'effet du refinancement : 30/05/2016
- Date de dernière échéance du prêt : 30/01/2029
- Prêt à taux fixe : 2,05%
- Périodicité : Trimestrielle

- Garanties : 50% Montpellier Méditerranée Métropole – 25% Département de l'Hérault – 25% Ville de Montpellier

La garantie est accordée à hauteur de 25% pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Cette garantie est accordée pour la durée totale du prêt, 12,75 ans, à hauteur de 2 314 757,40 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande. Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes les sommes dues en principal à hauteur de 25 %, augmenté de tous les intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 25 % de l'emprunt que la Congrégation des Petites Sœurs des Pauvres a contracté auprès du Crédit Foncier de France à hauteur de 2 314 757,40 €, aux conditions précisées ci-dessus,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention constitutive d'un groupement de commandes entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour le choix d'un outil Gestion de la Dette

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au cœur du schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses 31 communes a été inscrit le principe d'une coopérative de services aux communes membres.

A ce titre, il a été décidé de constituer, et de proposer à l'ensemble des communes de la Métropole, une convention de de groupement de commandes pour lancer une procédure unique ayant pour objet la mise en place pour un an d'une solution commune de gestion de la dette.

Les communes de Montpellier, Jacou et Pérols ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole ont convenu de signer la présente convention et de constituer un groupement de commandes pour cet objet conformément à l'article 28 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et au décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Les membres du groupement ainsi constitué ont décidé de désigner en tant que coordonnateur du groupement Montpellier Méditerranée Métropole, à ce titre chargée de l'ensemble de la procédure, de la mise en concurrence, jusqu'au choix du prestataire commun à l'ensemble des membres du groupement et à la notification du marché.

Le montant maximum du marché est estimé à 45 000 euros HT. Chacun des membres du groupement procèdera aux commandes et s'acquittera des factures correspondant à ses besoins propres

La convention constitutive d'un groupement de commandes pour la mise en place, pour un an, d'une solution commune de gestion de la dette, soumise à votre approbation et jointe à la présente délibération, sera présentée dans les mêmes termes à l'approbation du Conseil métropolitain et à celle des conseils municipaux des communes de Montpellier, Jacou et Pérols.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention constitutive de groupement de commandes annexée à la présente délibération, liant Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Montpellier, Jacou et Pérols pour la passation d'un marché ayant pour objet la mise en place d'une solution de gestion de la dette,
- autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint Délégué, à signer la convention constitutive du groupement de commandes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016



Convention constitutive d'un groupement de commandes publiques

entre

**Montpellier Méditerranée Métropole
Commune de Montpellier
Commune de Jacou
Commune de Pérols**

Ayant pour coordonnateur Montpellier Méditerranée Métropole

pour la mise en place d'un outil de gestion de la dette

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole,

représentée par son Président, Monsieur **Philippe SAUREL**, ou son représentant, en vertu de la délibération du Conseil Métropolitain en date du 28 septembre 2016.

Ci-après dénommée « MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE »

Et

La Ville de Montpellier,

représentée par son Maire, Monsieur **Philippe SAUREL**, ou son représentant, agissant en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par la délibération du Conseil Municipal en date 29 septembre 2016,

Ci-après dénommée « Ville de Montpellier » ;

Et

La Ville de Jacou ,

représentée par son Maire, Monsieur **Renaud CALVAT**, ou son représentant, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du,

Ci-après dénommée « Ville de Jacou »

Et

La Ville de Pérols ,

représentée par son Maire, Monsieur **Jean-Pierre RICO**, ou son représentant, en vertu de la délibération du Conseil Municipal en date du,

Ci-après dénommée « Ville de Pérols »

Montpellier Méditerranée Métropole, les villes de Montpellier, Jacou et Pérols ont chacune des besoins en matière de gestion active de dette, d'ingénierie financière, de suivi de l'actualité des marchés financiers, d'observatoire des conditions de financements : souvent commercialisée sur la base de tarifs individuels parfois élevés compte-tenu de sa technicité et son caractère innovant, une solution de gestion de dette doit répondre à l'ensemble de ces besoins.

Les contrats relatifs à l'outil de gestion de la dette de la Ville de Montpellier et de la Métropole arrivent à échéance au 31/12/2016. Afin de faciliter les économies d'échelle, de coordonner et rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation d'un nouveau marché pour un an, par la constitution d'un groupement de commandes.

Les Villes de Jacou et Pérols ont fait part de leur intérêt à s'associer à cette démarche.

Conformément à l'article 28 de l'Ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015, Montpellier Méditerranée Métropole, les villes de Montpellier, Jacou et Pérols, dans le cadre d'un groupement de commandes, entendent donc organiser une mise en concurrence des fournisseurs de solutions de gestion de dette.

Il est donc convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

MONTPELLIER MÉDITERRANÉE MÉTROPOLE, les Villes de Montpellier, Jacou et Pérols conviennent de constituer par la présente convention un groupement de commande, en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015, en vue de la passation d'un marché relatif à la mise en place d'une solution de gestion de dette, au terme d'une procédure commune de mise en concurrence lancée pour le compte des membres du groupement.

Ce groupement a pour objet, par l'attribution des prestations précitées à un même contractant, de rechercher des conditions de concurrence optimales, de bénéficier de meilleures conditions de réalisation et de prix et d'assurer une meilleure gestion de la dette.

A la date de signature de la présente convention, le montant maximum du marché est estimé à 45 000,00 € annuels hors taxes.

La présente convention définit les modalités de fonctionnement de ce groupement de commandes ainsi constitué.

Article 2 — Fonctionnement du groupement

Article 2.1 — Désignation et mission du coordonnateur du groupement

Montpellier Méditerranée Métropole est désignée d'un commun accord en qualité de coordonnateur de ce groupement, au sens de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23/07/2015, afin d'organiser les opérations de mise en concurrence et de sélection des candidats.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect des règles de la Commande Publique et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, le coordonnateur est chargé des missions suivantes :

Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation, ainsi que les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc...) ;
- Effectuer les formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de « regret », demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins définis par chacun des membres, avec toutefois l'autorisation d'apporter à la rédaction des documents administratifs et techniques des marchés les modifications nécessaires à la mise en œuvre de ses obligations de coordonnateur, ainsi que celles qui seraient dictées par la nécessité d'harmoniser dans l'intérêt de la consultation, l'expression cohérente efficace et collective des dits besoins ;
- Transmettre aux membres du groupement le nom du titulaire retenu avec le prix des prestations.

Après l'attribution du marché :

- Signer le marché et ses éventuels avenants, le(s) notifier au nom de l'ensemble du groupement.

Chaque membre du groupement reste responsable de l'exécution de celui-ci pour ses besoins propres.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les membres sur le marché (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres.

En cas de défaillance du coordonnateur, un nouveau coordonnateur est désigné, d'un commun accord, par les parties à la présente convention.

La désignation du nouveau coordonnateur fait l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 2.2 — Obligations des membres du groupement

Les membres déterminent la nature et l'étendue des besoins à satisfaire. Ils adressent au coordonnateur l'état de ces besoins préalablement à l'envoi, par le coordonnateur, de l'avis d'appel public à concurrence.

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché : transmettre après y être requis par le coordonnateur, l'ensemble des éléments nécessaires à l'évaluation de leurs besoins, afin de les intégrer à la consultation ;
- Après passation du marché : s'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution du marché ;
- Exécuter matériellement le contrat ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant à l'émission des bons de commande et au paiement des factures correspondant à leur besoin propre ;
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire pour leurs propres besoins ;
- Rester maître de la bonne exécution du marché correspondant à leurs propres besoins indépendamment des autres membres ;

Article 2.3 - Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant la publication de l'AAPC.

Chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par la maire de la Commune ou le représentant de la Collectivité. Montpellier Méditerranée Métropole, en tant que coordinateur du groupement, sera chargé d'en informer les autres membres du groupement

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 3 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché conclu pour 1 an.

Article 4 - Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour le fonctionnement du groupement et la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5 - Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article 6 – Litiges

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'évènements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le :

Pour Montpellier Méditerranée Métropole , Le Président Philippe SAUREL	Pour la Commune de Montpellier , Le Maire Philippe SAUREL
Pour la Commune de Jacou , Le Maire Renaud CALVAT	Pour la Commune de Pérols , Le Maire Jean Pierre RICO

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

ANCIEN HOTEL DE VILLE 1 place Francis Ponge Habillage de communication sur les façades Autorisation de déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa labellisation « French Tech », Montpellier Méditerranée Métropole a été reconnue comme un écosystème répondant aux besoins des start-ups françaises, des investisseurs et des talents étrangers.

Un des éléments de succès de cette démarche repose sur l'émergence de bâtiments « totems » autour desquels s'organisent les pôles économiques dédiés au numérique. Dans cet objectif, le bâtiment de l'ancien Hôtel de Ville a été retenu pour être le Préfigurateur de l'hôtel du numérique et porter ainsi la filière du numérique de Montpellier avec la démarche « French Tech ».

Par décision du 29 janvier 2016 et dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public, la Ville de Montpellier a décidé de mettre à disposition de Montpellier Méditerranée Métropole, l'ancien Hôtel de Ville sis 1 place Francis Ponge.

De plus, compte tenu de la complexité des interventions (site occupé en centre urbain), par décision du 15 février 2016, la Ville a désigné la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), opérateur mandataire dans le cadre d'un contrat de mandat de réalisation des travaux nécessaires à la pérennité du bâtiment.

Aujourd'hui, il convient de procéder à un habillage de communication du bâtiment. Ces travaux consisteront au collage sur 3 façades (Sud, Est et Ouest), d'immenses autocollants à l'image de la cocotte symbole de la « French Tech ». Pour ce faire, une autorisation préalable de travaux est nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les travaux d'habillage de communication de l'ancien Hôtel de Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint à signer et déposer le dossier de déclaration préalable pour les travaux susnommés ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour être trait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

ANCIENNE SALLE DE BOXE JEAN FARRE Autorisation de déposer un permis de démolir

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine, la Ville souhaite procéder à la démolition du bâtiment de l'ancienne salle de boxe « JEAN FARRE » située 224 rue du Mas de Merle à Montpellier.

Ce bâtiment, en l'état actuel, ne peut plus faire l'objet d'une quelconque réutilisation des locaux compte tenu de l'incendie survenu en octobre 2010, qui a détruit la majeure partie de l'immeuble.

Aussi dans un souci de mise en sécurité des lieux et afin d'éviter toute occupation illégale, il est nécessaire pour mener à bien cette opération, de déposer une demande d'autorisation de permis de démolir.

Les travaux consisteront, dans un premier temps, à désamianter cet immeuble et dans un second temps, de procéder à sa démolition.

Le montant estimé des travaux s'élève à 65 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver les travaux de désamiantage et de démolition du bâtiment susmentionné ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant l'Adjoint Délégué à signer et déposer le dossier de permis de démolir nécessaire à la réalisation de cette opération ;

- D'autoriser l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget 2016 – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

**Direction Architecture et
Immobilier**
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier**
n° 2016 / 345

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique de l'hôtel de Ville

Autorisation de signer la convention

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'installation de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur le bâtiment de l'hôtel de Ville de Montpellier, la Ville de Montpellier souhaite confier à la société Orange l'installation, la gestion, l'entretien et le remplacement des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique sur ce bâtiment.

La convention d'installation ou d'utilisation des lignes est conclue pour une durée de vingt cinq ans à compter de la date de sa signature. Elle n'est assortie d'aucune contrepartie financière.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la Ville à signer une convention d'installation, gestion, entretien et remplacement de lignes de communication électroniques à très haut débit en fibre optique de l'hôtel de ville de Montpellier sis 1 place Georges Frêche ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

CONVENTION D'INSTALLATION, GESTION, ENTRETIEN ET REMPLACEMENT DE LIGNES DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES A TRES HAUT DEBIT EN FIBRE OPTIQUE

DU 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier

Entre les soussignés

La MAIRIE de MONTPELLIER, propriétaire du 1 Place Georges Frêche, domicilié au 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier, désigné ci-après sous la dénomination "le Propriétaire"

et

La société Orange, dont le siège social est situé au 78 rue Olivier de Serres 75 015 Paris, inscrite au RCS de Paris sous le n° 380 129 866, prise en son Unité de Pilotage Réseau Sud Ouest représentée par son directeur Jean Luc Minvielle, dûment habilité à cet effet et y faisant élection de domicile au 1 av de la gare 31128 Portet sur Garonne, désignée ci-après sous la dénomination « l'Opérateur »

Il est convenu ce qui suit:

Article 1 – Définitions

Le terme 'Convention' désigne ci-après la présente convention conclue sur le fondement des articles L. 33-6, R. 9-2, R. 9-3 et R. 9-4 du code des postes et des communications électroniques (CPCE). Le terme 'Lignes' désigne ci-après le réseau de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique permettant de desservir un ou plusieurs utilisateurs finals dans un immeuble de logements ou à usage mixte en vue de fournir des services de communications électroniques. Ce réseau est constitué d'un chemin continu en fibre optique, composé d'une ou plusieurs fibres optiques, partant du point de raccordement, tiré dans la colonne montante de l'immeuble, et aboutissant, via un boîtier d'étage le cas échéant, à un dispositif de terminaison installé à l'intérieur de chaque logement ou local à usage professionnel. Le terme 'Propriétaire' désigne ci-après le syndicat des copropriétaires dûment autorisé après délibération de l'assemblée générale en date du et représenté par son syndic en exercice. Le terme 'Opérateur' désigne l'opérateur d'immeuble signataire de la 'Convention', choisi par le 'Propriétaire' pour installer, gérer, entretenir et remplacer les 'Lignes' dans l'immeuble au titre de la 'Convention'. Le terme 'Opérateurs tiers' désigne ci-après les opérateurs ayant signé avec l'Opérateur une convention d'accès aux Lignes au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE portant sur cet immeuble, afin de commercialiser leurs offres auprès des habitants de l'immeuble.

Article 2 – Objet

La 'Convention', définit les conditions d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes'. Ces conditions ne font pas obstacles et sont compatibles avec la mise en œuvre de l'accès aux 'Lignes' prévu à l'article L. 34-8-3 du CPCE. Les 'Lignes' et équipements installés par l'Opérateur doivent faciliter cet accès. L'Opérateur prend en charge et est responsable vis-à-vis du 'Propriétaire' des interventions ou travaux d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement de l'ensemble des 'Lignes'. L'Opérateur peut mandater un tiers pour réaliser certaines opérations. La 'Convention' ne comporte en revanche aucune disposition fixant des conditions techniques ou tarifaires de l'accès aux 'Lignes'. En complément du présent document, des conditions spécifiques décrivent les modalités de mise en œuvre de certaines des stipulations prévues par la 'Convention'. Les parties peuvent, le cas échéant, s'accorder dans un document distinct de la 'Convention', sur les conditions techniques et financières de la fourniture de services de communications électroniques additionnels au bénéfice du 'Propriétaire' ou de l'ensemble des occupants. La 'Convention' est modifiée en tant que de besoin pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires entrant en vigueur avant son terme.

Article 3 – Réalisation des travaux

L'Opérateur installe une 'Ligne' pour chaque logement ou local à usage professionnel de l'immeuble.

La fin des travaux d'installation dans l'immeuble ne peut excéder 6 (six) mois après la date de signature de la 'Convention' la plus tardive. En cas de non-respect de cette obligation, la 'Convention' peut être résiliée dans les conditions définies à l'alinéa 3 de l'article 12. Le raccordement reliant le boîtier d'étage au dispositif de terminaison précité, dit raccordement client, peut être réalisé ultérieurement pour répondre à la demande d'un occupant ou à la demande d'un opérateur tiers au titre de l'article L. 34-8-3 du CPCE, dans un délai convenu, sous réserve d'aléa opérationnel. L'Opérateur respecte le règlement intérieur de l'immeuble ou le règlement de copropriété, ainsi que les règles applicables, notamment les règles de l'art et les règles d'hygiène et de sécurité propres à l'immeuble. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique de l'immeuble. Le 'Propriétaire' met à la disposition de l'Opérateur les infrastructures d'accueil ou l'espace nécessaire pour permettre l'installation des 'Lignes'. Lorsque de telles infrastructures d'accueil ne sont pas disponibles, l'Opérateur en installe dans le respect de l'alinéa précédent. Dans tous les cas, l'Opérateur fait en sorte que les infrastructures d'accueil puissent être utilisées par des 'Opérateurs tiers'. Lorsque le point de mutualisation installé par l'Opérateur se situe dans l'immeuble, le 'Propriétaire' permet le raccordement des 'Opérateurs tiers', qui peuvent emprunter un accès existant sous la responsabilité de l'Opérateur. Chaque raccordement d'un 'Opérateur tiers' fait l'objet d'une information préalable du 'Propriétaire'. Les installations et chemins de câbles respectent l'esthétique de l'immeuble.

Article 4 – Gestion, entretien et remplacement

La gestion, l'entretien et le remplacement de l'ensemble des 'Lignes', des équipements et des infrastructures d'accueil installés ou utilisés en application de l'article 3 sont assurés par l'Opérateur. Le 'Propriétaire' autorise l'Opérateur à mettre à disposition d'Opérateurs tiers toutes les ressources nécessaires au titre de l'accès aux 'Lignes'. L'Opérateur est responsable de ces opérations et en informe le 'Propriétaire'.

Article 5 – Modalités d'accès au bâtiment

L'Opérateur respecte les modalités d'accès au bâtiment définies dans les conditions spécifiques à l'occasion de toute intervention nécessaire aux opérations d'installation, de gestion, d'entretien et de remplacement. Le 'Propriétaire' garantit cet accès à l'Opérateur, à tout tiers mandaté par lui et, à ce titre, aux 'Opérateurs tiers'.

Article 6 – Raccordement des 'Lignes' à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public

Le raccordement des 'Lignes' à un réseau de communications électroniques à très haut débit ouvert au public interviendra dans les 3 mois suivant la fin des travaux d'installation dans l'immeuble.

Article 7 – Responsabilité et assurances

L'Opérateur est responsable des dommages tant matériels que corporels causés par les travaux ou par ses installations et équipements, tant pour lui-même que pour les tiers mandatés par lui, et ce à l'égard du 'Propriétaire', de ses ayants droits et des tiers qui se trouveraient dans la propriété privée au moment des travaux. Préalablement au commencement des travaux, il contracte les assurances nécessaires pour couvrir les éventuels dommages matériels ou corporels, dont le périmètre et le montant du plafond sont précisés dans les conditions spécifiques, et s'engage à en justifier à la première demande du 'Propriétaire'. L'Opérateur et le 'Propriétaire' établissent un état des lieux contradictoire, selon les modalités prévues à l'article 14.2 des conditions spécifiques avant les travaux et après achèvement des travaux d'installation. En cas de dégradations imputables aux travaux, l'Opérateur assure, à ses frais exclusifs, la remise en état des lieux.

Article 8 – Information du Propriétaire, de l'Opérateur et des Opérateurs tiers

Préalablement à l'exécution des travaux, l'Opérateur propose au Propriétaire un plan d'installation des 'Lignes', des équipements et des éventuelles infrastructures d'accueil. L'Opérateur tient à jour ce document et le tient à disposition du Propriétaire ainsi que toutes les informations utiles sur les modifications apportées aux installations établies dans le cadre de la 'Convention', selon les modalités définies dans les conditions spécifiques. Dans le mois suivant la signature de la 'Convention', l'Opérateur en informe les Opérateurs tiers conformément à l'article R. 9- 2 III du CPCE. Le Propriétaire informe l'Opérateur de la situation et des caractéristiques de l'immeuble, notamment celles liées à son environnement, à sa vétusté, à son accès, à sa fragilité et aux nuisances sonores. En particulier, le Propriétaire tient à disposition de l'Opérateur toutes les informations disponibles et nécessaires à la réalisation des travaux d'installation, notamment dans le cadre des études techniques préalables à l'installation.

Article 9 – Dispositions financières

L'autorisation accordée par le Propriétaire à l'Opérateur d'installer ou d'utiliser les 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil n'est assortie d'aucune contrepartie financière. L'installation, l'entretien, le remplacement et la gestion des 'Lignes' se font aux frais de l'Opérateur.

Article 10 – Propriété

L'Opérateur est propriétaire des 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil qu'il a installés dans l'immeuble, et le demeure au terme de la 'Convention'.

Article 11 – Durée et renouvellement de la 'Convention'

Sauf dispositions contraires définies dans les conditions spécifiques, la 'Convention' est conclue pour une durée de 25 (vingt-cinq) ans à compter de la date de sa signature. Lorsque la 'Convention' n'est pas dénoncée par l'une ou l'autre des parties dans les conditions définies à l'article 12, elle est renouvelée tacitement pour une durée indéterminée.

Article 12 – Résiliation de la 'Convention'

À l'initiative du Propriétaire : Le Propriétaire peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 12 (douze) mois avant le terme de la 'Convention'. Dans ce cas, l'Opérateur l'informe de l'identité des Opérateurs tiers au plus tard dans les 90 (quatre-vingt-dix) jours suivant la date de réception de la notification de la dénonciation de la 'Convention'. Lorsque la 'Convention' est renouvelée, le Propriétaire peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé. En cas d'inexécution des travaux d'installation des 'Lignes' dans l'immeuble dans le délai de 6 (six) mois à compter de la date de signature de la 'Convention' la plus tardive, le Propriétaire peut résilier la 'Convention' par courrier recommandé avec avis de réception, sans qu'il soit besoin de faire ordonner cette résiliation en justice.

À l'initiative de l'Opérateur : L'Opérateur peut résilier la 'Convention' par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois avant le terme de la 'Convention'. À ce titre, l'Opérateur informe le Propriétaire de l'identité des Opérateurs tiers dans son courrier de résiliation. Lorsque la 'Convention' est renouvelée, l'Opérateur peut la résilier par lettre recommandée avec accusé de réception, en respectant un préavis de 18 (dix-huit) mois minimum avant le terme envisagé.

Article 13 – Continuité du service

En cas de changement d'opérateur d'immeuble, l'Opérateur, signataire de la 'Convention', assure la continuité du service jusqu'à ce que les opérations de gestion, d'entretien et de remplacement des équipements installés soient transférées à un nouvel opérateur d'immeuble, et ce pendant un délai maximum de 6 mois, à compter du terme de la 'Convention'.

Article 14 – Conditions spécifiques

Les conditions spécifiques précisent obligatoirement :

- le suivi et la réception des travaux ;
- les modalités d'accès aux parties communes de l'immeuble ;
- la police d'assurance et le montant du plafond prévus à l'article 7.
- les modalités d'information du Propriétaire et de l'Opérateur quant au respect de la législation sur la présence d'amiante

Les conditions spécifiques peuvent préciser :

- les engagements de qualité complémentaires éventuellement pris par l'Opérateur ;
- les standards techniques mis en œuvre par l'Opérateur,
- les modalités de gestion, d'entretien et de remplacement des 'Lignes', équipements et infrastructures d'accueil, en complément des dispositions de l'article 4 ;
- la durée de la 'Convention' et les conditions de son renouvellement si elles diffèrent de celles prévues à l'article 11 ;
- les procédures et les cas de résiliations ;
- les modalités d'évolution de la 'Convention'.



CONDITIONS SPECIFIQUES

Article 14.1 – Documents contractuels - Hiérarchie

Les présentes conditions spécifiques relèvent et font partie intégrante des conditions générales de la 'Convention', conclue sur le fondement de l'article L. 33-6 du Code des Postes et Communications Électroniques, entre l'Opérateur et le 'Propriétaire' de l'immeuble sis à 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier relatives aux conditions d'installation, et/ou de gestion, d'entretien et de remplacement de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique.

Les documents composant la présente 'Convention' sont, par ordre de priorité décroissante :

- les conditions générales,
- les conditions spécifiques et leurs annexes
- annexe 1 : synthèse des informations sur l'accès à l'immeuble.

Article 14.2 – Modalités d'exécution et de suivi des travaux d'installation

L'état des lieux contradictoire prévu à l'article 7 est effectué sur demande du syndic.

Pour la réalisation des travaux d'installation de la fibre à l'intérieur de l'immeuble, l'Opérateur s'engage à :

- mettre à disposition un interlocuteur unique pendant toute la phase du chantier,
- remettre un modèle de travaux à effectuer dans les parties communes,
- procéder à une ou plusieurs visites de l'immeuble, après information préalable du syndic, pour effectuer l'étude décrivant les travaux de câblage vertical en utilisant les infrastructures existantes.

Orange ou l'Opérateur bénéficiaire de la mutualisation utilisent exclusivement les gaines et passages existants, mais en l'absence de gaine ou en cas de gaine saturée, le 'Propriétaire' autorise :

- la pose du câblage dans une goulotte en apparent si le cahier des clauses techniques particulières du site l'exige,
- ou la pose dans les règles de l'art du câblage en apparent sans goulotte.
- ou la pose de "points de raccordements individuels" au niveau des parties communes de l'immeuble. Chacun de ces "points de raccordements individuels" permettra de raccorder un câble préexistant et desservant le logement concerné, au réseau de lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique installé dans l'immeuble.

Pour respecter le droit d'accès au point d'adduction, s'il venait à être positionné en partie privative, le 'Propriétaire' s'engage à faciliter l'accord des occupants pour la mise en œuvre par l'Opérateur d'une solution technico-économique adaptée pour garantir la continuité du parcours de la fibre, entre la partie publique et les parties communes.

L'Opérateur assure pendant les travaux :

- un affichage dans les parties communes d'une information sur la durée et la nature des travaux,
- le maintien de la propreté et de l'esthétique des parties communes,
- le respect des règles d'hygiène et de sécurité.

A la fin des travaux, l'Opérateur pose une plaque dans les parties communes de l'immeuble afin d'informer les résidents que l'immeuble est équipé par Orange d'un réseau fibre optique très haut débit.

Article 14.3 – Modalités d'informations du 'Propriétaire' et de l'Opérateur - Amiante

Le 'Propriétaire' et l'Opérateur conviennent que la communication relative aux conditions d'exécution des travaux ou d'exécution de la présente convention notamment sur les conditions d'accès à l'immeuble pour la maintenance ou la mise en place d'un câblage d'étage, s'effectueront par courrier ou par échange de mails. L'Opérateur informera le 'Propriétaire' avec un préavis raisonnable des interventions dans l'immeuble pour effectuer les études ou procéder aux travaux d'installation des lignes de communications électroniques, exception faite des câblages d'étage destinés au raccordement des 'Clients finals'. A titre indicatif les délais d'information préalables sont de 3 jours ouvrables pour l'étude et de 5 jours ouvrables pour les travaux.

Le 'Propriétaire' s'engage à :

- adresser à l'Opérateur les informations figurant en annexe 1 selon la périodicité mentionnée dans cette annexe
- informer l'Opérateur de tout changement de syndic.

Dans l'hypothèse où l'immeuble est soumis à la réglementation sur la protection contre les risques liés à une exposition à l'amiante, le 'Propriétaire' fournit à l'Opérateur, avant tous travaux, le dossier technique sur ce sujet.

Article 14.4 – Plafonnement de responsabilité et d'assurance

Le plafonnement de responsabilité et d'assurance prévu à l'article 7 des conditions générales est fixé comme suit :

- 7 000 000 € pour les dommages corporels,
- 1 500 000 € pour les dommages matériels et immatériels directs,
- 1 500 000 € contre les recours des voisins et des tiers.

Cette garantie est couverte par la police d'assurance souscrite par Orange. L'attestation d'assurance peut être fournie sur demande.

Article 14.5 – Durée – Résiliation – Annulation

La durée de la 'Convention', conformément aux conditions générales est de 25 ans à compter de sa signature. Elle pourra être résiliée avec un préavis de 18 mois par l'une ou l'autre des parties à l'issue de cette durée. Elle pourra être résiliée de plein droit par anticipation par l'une ou l'autre des deux parties en cas de faute, à l'issue d'un délai de 3 mois après envoi d'un courrier recommandé avec demande d'avis de réception, visant le manquement constaté, non réparé dans le délai imparti dans ce courrier. La 'Convention' sera résiliée en cas de destruction totale ou partielle de l'immeuble rendant impossible la poursuite de l'exploitation des lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique. La 'Convention' sera annulée de plein droit en cas d'impossibilité technique d'accès à l'immeuble notamment en adduction ou lorsque des travaux à la charge du 'Propriétaire' n'auront pas été effectués dans un délai raisonnable. La partie qui souhaite effectuer la formalité de l'enregistrement de la 'Convention' en supportera les frais y afférents.

Annexe 1 : Synthèse des informations sur l'accès à l'immeuble

Date
Signature de l'Opérateur :

Directeur de l'UPR

Date
Signature du 'Propriétaire' :

FICHE ACCES IMMEUBLE

Référence dossier :

Interlocuteur :

Adresse de l'immeuble : 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier

Nombre de Logements (y compris loges, chambres de bonne) :

Syndic

Conseil Syndical

Raison Sociale : MAIRIE de MONTPELLIER

Nom du président :

Adresse : 1 Place Georges Frêche 34070 Montpellier

Tel. du président :

Nom du gestionnaire ou assistante :

Autres membres (préciser tel.)

Tel: 0466675070

Email :

Dossier Technique **Amiante**Le permis de construire a-t-il été délivré avant le 1er Juillet 1997? ☐ oui ☐ non

Si oui, merci de nous retourner le DTA (Dossier Technique Amiante)

Si non, merci de nous retourner l'attestation remplie ci-jointe



Ce document est **obligatoire** conformément au code du travail relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante. Nous attirons votre attention que sans la fourniture de ce document, les travaux de câblage ne pourront être réalisés par nos équipes.

Entrée

Gardien

Digicode ou interphone

Habitant

Clé

Nom du gardien :

Code 1ère porte :

Nom de l'habitant :

Tel. du gardien :

Code 2ème porte :

Tel. de l'habitant :

Horaire du gardien :

Interphone :

Accès au **Sous-sol**L'accès au sous-sol ou locaux techniques nécessite-t-il une clé? ☐ oui ☐ nonSi oui, où récupérer la clé? ☐ Gardien ☐ Syndic ☐ Boite à clé ☐ Habitant

Autres informations utiles pour l'accès à l'immeuble

Bon pour accord

Date, cachet et signature

Autorise Orange France Télécom et les sociétés qu'elle mandatera à pénétrer dans l'ensemble des parties communes de l'immeuble afin de réaliser une étude technique pour un câblage de l'immeuble en Fibre Optique.

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles municipales à titre réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité ;
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes ;
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 40 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 75 234,00 €.

DATES	SALLES	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
04/09/2016	Salle de réceptions Grammont	Association Amicale du Liban	3000	102	2898
9 jeudis du 08 septembre 2016	SALLE PETRARQUE	SOCIETE DES POETES FRANCAIS	5490	274,5	5215,5
13 et 14/09/16	Salle Jules PAGEZY	Secours Populaire Français	3260	0	3260
15/09/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Association Montpellier 2020	315	30,5	284,5
29/09/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
30/09/2016	SALLE PETRARQUE	Identités et Partage	610	30,5	579,5
01/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Coeurs de Cuba	315	157,5	157,5
02/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association "Petits et Grands"	900	61	839
02 et 12/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Communauté Juive Libérale de Montpellier	925	91,5	833,5
04/10/2016	SALLE DES RENCONTRES	CHRU de Montpellier	2750	51	2699
04/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Tandem Club	450	30,5	419,5
06/10/2016 et 14/11/16	CENTRE RABELAIS	CHRU de Montpellier	2650	1325	1325
7 /10/216	SALLE DES RENCONTRES	SOIREE INTERCLUBS	3260	0	3260
du 7 au 9/10/16	Salle Guillaume de Nogaret	Association Philatélique Montpelliéraine	925	122	803
08 et 09/10/2016	CENTRE RABELAIS	Association So Bollywood	4105	946,5	3158,5
08/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Cercle Occitan de Montpellier	450	225	225
08/10/2016	Salle Jules PAGEZY	Arche de Jean Vanier en Languedoc	1630	815	815
08/10/2016	SALON DU BELVEDERE	GEMM2m1	315	30,5	284,5
11 et 12/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Etablissement Français du Sang	900	0	900
11/10/2016	SALLE PETRARQUE	Association France Palestine Solidarité	610	30,5	579,5
13/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5
14/10/2016	Salle Jules PAGEZY	SOCIETE DE BIOLOGIE	1630	51	1579
14/10/2016	Salle de réceptions Grammont	Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport	2040	51	1989
14 au 16/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français	1240	0	1240
14/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	FNATH Accidentés de la Vie	450	30,5	419,5
15/10/2016	Salle Jules PAGEZY	APEDYS Hérault	1630	51	1579
17/10/2016	SALLE PETRARQUE	Ensemble Choral Universitaire de Montpellier	610	30,5	579,5
18/10/2016	SALLE DES RENCONTRES	Société d'Entraide des Membres de la Légion d'Honneur	3260	51	3209
19/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du monde diplomatique	315	30,5	284,5
19/10/2016	SALLE PETRARQUE	Institut Maimonide	610	30,5	579,5
21 au 29/10/2016	CENTRE RABELAIS	CINEMED	12600	6300	6300
20 au 23/10/2016	Salle Jules PAGEZY	Grande Loge Mixte de France-Fédération Olympe de Gouges	6520	255	6265
20/10/2016	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Jeune Chambre Economique de Montpellier	450	30,5	419,5
21/10/2016	SALLE DES RENCONTRES	IUT	3260	51	3209
26/10/2016	SALLE PETRARQUE	Réseau 34 Addictologie	610	30,5	579,5
28/10/2016	Salle Jules PAGEZY	CLICS34	1630	51	1579
28/10/2016	SALLE PETRARQUE	Amis de la Librairie les Cinq Continents	610	30,5	579,5
29/10/2016	Salle Jules PAGEZY	Association AKAMA	1630	51	1579
29/10/2016	Salle Guillaume de Nogaret	Syndrome Kabuki	315	0	315
33 mercredis du 14/9/16 au 28/06/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	SARBACANE	14850	1006,5	13844
TOTAL			87750	12517	75234

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire..

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Convention de partenariat « Plan numérique pour les écoles » entre l'Académie de Montpellier et la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du développement du numérique dans les pratiques éducatives et de la nécessité de préparer la jeune génération à la société numérique, l'Académie et la Ville de Montpellier ont décidé de conclure une convention ayant pour but l'accès des élèves à des ressources numériques via des classes mobiles. Cette démarche comprend l'intégration de ces équipements, services et ressources numériques dans l'enseignement quotidien, l'évaluation des utilisations de ceux-ci et des pratiques pédagogiques associées, leur valorisation au travers de la collecte, l'analyse et la diffusion des retours d'expérience. Elle s'inscrit dans le plan numérique annoncé par le Président de la République le 7 mai 2015.

Pour la rentrée scolaire 2016 :

- la Ville s'engage à mettre en place dans les écoles le débit internet suffisant, acquérir les matériels et services adéquats et respecter les préconisations du référentiel CARMO (Cadre de référence pour l'accès aux ressources pédagogiques via un équipement mobile).
- l'Académie s'engage à verser une subvention exceptionnelle au bénéfice de la Ville pour ces équipements collectifs type « classe mobile ». Celle-ci est fixée sur la base d'un montant plafonné à 8000 € par classe mobile. Ces classes mobiles sont au nombre de quatre soit 32 000 €. Un premier versement de 16 000 € sera effectué par l'académie à la signature de la présente convention, le solde sera versé dès constatation du service fait par l'académie.

Cette convention sera valable pour une période d'un an à compter de sa date de signature.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention en annexe ;
- d'autoriser Madame la Trésorière Municipale à faire recette de la subvention de l'Académie au profit de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

Convention de partenariat « Plan numérique pour les écoles »

Entre

L'académie de Montpellier

Située 31 rue de l'Université à Montpellier

Représentée par Armande Le Pellec Muller, agissant en qualité de Recteur

Ci-après dénommée « académie »

Et

La commune de Montpellier

Situé 1 place G Freche à Montpellier

Représenté par Mr Philippe SAUREL, agissant en qualité de Maire

Ci-après dénommé **Ville de Montpellier**

Préambule

Dans un monde qui évolue très vite, le développement du numérique dans les pratiques éducatives ainsi que la préparation des jeunes à vivre et travailler dans la société numérique engagent notre système d'éducation et de formation, pour la cohésion sociale, pour l'emploi, l'attractivité et la compétitivité du pays. C'est l'enjeu du plan numérique annoncé par le Président de la République le 7 mai 2015, qui vise à tirer le meilleur parti des possibilités offertes par les technologies numériques pour faire évoluer le système éducatif, en améliorer l'efficacité et l'équité, tout en l'adaptant aux besoins de la société d'aujourd'hui. Il repose sur le développement simultané des enseignements et des usages du numérique dans les classes, la formation des personnels éducatifs, un programme d'équipement individuel et collectif et la création de plates-formes numériques qui garantissent un accès simple et sécurisé à des ressources et à des services innovants sur l'ensemble du territoire. Il s'agit de donner accès à tous les élèves, quelle que soit leur origine sociale, culturelle ou géographique, ainsi qu'à tous les enseignants à des ressources pédagogiques et culturelles innovantes et de qualité dans un environnement de travail rénové. La diversification et l'individualisation des démarches pédagogiques que permet le numérique ouvrent des possibilités nouvelles pour réduire les inégalités et lutter contre le décrochage scolaire. Il s'agit également de développer, chez tous les élèves, les compétences en informatique et la culture numérique qui leur permettront de vivre et de travailler en citoyens autonomes et responsables dans une société devenue numérique.

Dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, et en application de la convention du 29 décembre 2015 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative à l'action « Innovation numérique pour l'excellence éducative », une impulsion forte est donnée aux projets d'équipement des établissements grâce à un soutien exceptionnel aux collectivités territoriales, à hauteur de 1 euro pour chaque euro investi.

Le programme permet de doter d'équipements et de ressources pédagogiques numériques tous les élèves et tous les enseignants des collèges publics et privés sous contrat. Le programme permet également de doter de classes mobiles et de ressources pédagogiques les écoles élémentaires des secteurs des collèges bénéficiant des dispositions du « plan numérique pour l'éducation ».

Article 1. Objet de la convention

La présente convention définit :

- l'organisation du partenariat entre les parties pour accompagner les personnels de l'école dans la mise en œuvre de leur projet numérique qui s'intègre dans le cadre du « plan numérique pour l'éducation » et identifier les compétences à développer et les équipements numériques mobiles, services et contenus à mettre à disposition en cohérence avec le projet numérique de l'école ;
- les modalités d'évaluation des usages du numérique mis en œuvre à travers ces actions et de promotion à l'échelle locale, académique et nationale ;
- les modalités de financement de l'acquisition des équipements numériques mobiles et des ressources numériques.

Article 2. Objectifs et organisation générale du partenariat

Les partenaires définissent et mettent en cohérence leurs objectifs et modalités d'investissement pluriannuels en matière d'équipements, de ressources, et d'accompagnement afin de dégager une ambition partagée.

Le partenariat a pour objectifs de :

- permettre l'accès des élèves à des ressources numériques adaptées à l'éducation, via des équipements numériques mobiles ;
- intégrer ces équipements, services et ressources numériques dans les pratiques quotidiennes des enseignants et des élèves, pour mettre le numérique au service d'usages pédagogiques innovants ;
- mettre à la disposition des équipes de terrain un accompagnement technique et pédagogique adapté à leurs besoins ;
- évaluer les utilisations des équipements, services et ressources numériques ainsi que les pratiques pédagogiques qui en découlent ;
- valoriser ces usages à travers la collecte, l'analyse et la diffusion des retours d'expérience.

Dans le cadre de ce partenariat, l'école peut s'appuyer sur :

- les corps d'inspection pour l'accompagnement des usages, le suivi et l'analyse des expérimentations ;
- la délégation académique au numérique éducatif (DANE).

Cet accompagnement peut s'articuler avec les actions des conseillers académiques en recherche développement innovation et expérimentation (CARDIE) et celles du réseau Canopé.

Article 3. Engagements des signataires

Article 3.1. Engagements du département/de la commune

La commune s'engage à :

- mettre en place, pour la rentrée 2016, le débit internet suffisant pour l'accès aux ressources pédagogiques dans les écoles ;
- acquérir les équipements numériques mobiles et services associés et à les mettre à disposition des élèves et enseignants des établissements listés dans l'article 4.
- respecter les préconisations du référentiel CARMO (Cadre de référence pour l'Accès aux Ressources pédagogiques via un équipement Mobile)

Article 3.2. Engagements de l'académie

L'académie s'engage à :

- à verser une subvention exceptionnelle au bénéfice de la commune **Montpellier** pour contribuer au financement des équipements numériques mobiles acquis par cette commune. Pour des équipements collectifs type « classe mobile », la subvention est fixée sur la base d'un montant plafonné à 8 000 € par classe mobile. Le taux de prise en charge par l'Etat est fixé à 50 %, soit un plafond de 4 000 € par classe mobile.
- à accompagner les équipes engagées dans les projets (intégration des outils aux usages pédagogiques et éducatifs, sensibilisation à la culture numérique, etc.) ;
- à financer l'achat de ressources pédagogiques numériques. Pour les écoles, cette dotation est de 500€ par école. Elle est versée par l'académie aux collèges de référence indiqués au tableau de l'article 5 ;
- à s'assurer de la présence d'interlocuteurs pour le numérique éducatif dans les circonscriptions de l'éducation nationale en capacité d'apprécier la situation des écoles en matière d'infrastructure et de services et d'échanger efficacement avec les services de la collectivité chargée de la maintenance.

L'académie s'engage à informer les collectivités partenaires des évolutions, progressions et développements des différents chantiers constitutifs du plan numérique et à recueillir en retour les contributions utiles à la qualité des résultats.

Article 4. Liste des écoles faisant l'objet de la mise à disposition des équipements numériques mobiles et de la dotation en ressources numériques

Les écoles faisant l'objet de la subvention, et les informations sur la volumétrie permettant de calculer le soutien financier, sont renseignées dans un tableau en annexe.

Article 5. Modalités de financement

CALENDRIER PRÉVISIONNEL DE DEPLOIEMENT POUR L'ANNEE 2016 :

- date prévisionnelle de début de déploiement dans le(s) école(s) : le 20/11/2016
- date prévisionnelle de fin de déploiement dans le(s) école(s) : le 25/11/2016

COÛT GLOBAL PREVISIONNEL DE L'OPÉRATION (TTC) : 66 495,36 €

BUDGET PREVISIONNEL (en TTC) pour 2016		
	Etat	Collectivité
Dépenses infrastructures, maintenance ...		
Dépenses pouvant donner lieu à subvention :		
Equipements numériques mobiles et services associés	32 000€	34 495,36 €
Ressources pédagogiques numérique*	2000 €	

Dotation versée au collège de Las Cazes / Montpellier

Article 6. Modalités de versement de la subvention Etat à la commune, au titre de l'équipement

Article 6.1 Modalités au titre de l'année 2016

L'académie s'engage à verser à la commune 16 000 € à la signature de la présente convention, soit 50 % du montant de la subvention prévisionnelle de l'Etat au titre de l'équipement, telle que définie à l'article 5.

Le solde est versé dès la constatation du service fait par l'académie, sur production d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, certifié exact par le bénéficiaire de la subvention et des pièces prouvant la réalité de la dépense. Le montant 32 000€ représente la participation maximale consentie par l'Etat au titre de l'équipement, conformément aux plafonds définis à l'article 3. Il n'est pas augmenté en cas de dépassement éventuel du coût unitaire.

Le montant de la présente subvention est imputé sur :

- le programme 0214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale »,
- le titre 6 catégorie 63,
- le code d'activité Chorus : 021404DI0205 (INEE –équipements)
- le code PCE : (653 122 si département y compris DOM ou 653123 si commune ou Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI)),
- le groupe marchandise : (10.02.01 si département y compris DOM ou 10.03.01 si commune ou EPCI),
- l'action 08 sous-action 02,
- le fonds de concours n° 06.1.2.442

Les versements sont effectués par virement sur le compte ouvert au nom de la commune Montpellier :

Voir RIB Joint

Article 6 .2. Dispositions de suspension ou diminution des versements

En cas de changement dans l'objet de la convention ou de changement dans l'affectation de l'investissement sans l'autorisation préalable du ministère chargé de l'éducation, celui-ci peut suspendre ou diminuer le montant des versements ci-dessus, ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Les sommes versées par l'académie qui n'ont pas été utilisées dans le cadre du projet décrit dans la présente convention, ou l'ont été à d'autres fins que celles mentionnées font l'objet d'un reversement au ministère.

Article 7. Suivi de la convention

La commune s'engage à répondre aux demandes de *reporting* de l'Etat permettant de suivre la bonne exécution des projets bénéficiaires des financements du PIA.

Les circonscriptions concernées par des écoles bénéficiaires doivent également répondre aux enquêtes et aux questionnaires permettant de mesurer le déploiement comme l'impact des volets du Plan numérique faisant l'objet de cette convention.

Au terme de la convention, la commune transmet à l'académie un bilan financier de l'exécution du projet.

Article 8. Communication

Dans tous les documents et communications portant sur le projet financé au titre de la présente convention, la commune s'engage à préciser que les opérations retenues sont réalisées dans le cadre du Programme d'investissements d'avenir lancé par l'Etat.

Article 9. Modification et résiliation de la convention

Article 9.1. Modification de la convention

La présente convention peut être modifiée par avenants pour la modification d'un ou de plusieurs de ses articles sans remise en cause substantielle de son objet, sous réserve d'un accord entre les parties signataires.

Article 9.2. Résiliation de la convention

La résiliation de la présente convention peut intervenir par dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 9.3. Litiges – Juridiction compétente

Les parties s'efforcent de résoudre à l'amiable tout différend pouvant naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention. A défaut, toute contestation ou litige né à l'occasion de la présente convention relève du tribunal administratif compétent.

Article 10. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention est valable pour une période d'un an à compter de la date de sa signature.

Article 11. Exécution de la convention

Le maire de la commune et le recteur d'académie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente convention.

Cette convention est établie en deux exemplaires originaux. Chaque exemplaire de ce document contractuel est validé par l'apposition de la signature du représentant de chaque partie en présence. Un exemplaire reste en possession de la commune. Le deuxième est conservé par l'académie.

Ce document comporte 7 pages.

Fait à Montpellier, le

Armande Le Pellec Muller,

Philippe SAUREL

Recteur de l'académie de Montpellier

Maire de Montpellier

ANNEXE (cf. article 4) : Liste des écoles faisant l'objet de la mise à disposition des équipements numériques mobiles et de la dotation en ressources numériques

UAI	Nom de l'école	UAI collège de référence	Adresse	Commune	Département	Nombre de classes mobiles	Montant de la subvention Etat équipements	Montant de la dotation Etat Ressources
0341877f	Charles Baudelaire	0340955D	311 avenue Saint Clément 34000 Montpellier	Montpellier	Hérault	2	8 000,00 €	500,00 €
0340522h	Louis Armstrong	0340955D	971 rue Paul Rimbaud 34080 Montpellier	Montpellier	Hérault	2	8 000,00 €	500,00 €
0341924G	Joseph Delteil	0340955D	Rue des Araucarias 34080 Montpellier	Montpellier	Hérault	2	8 000,00 €	500,00 €
0341849a	Julie Daubie	0340955D	183 allée de l'Aqueduc 34080 Montpellier	Montpellier	Hérault	2	8 000,00 €	500,00 €
TOTAL						8	32 000,00 €	2 000,00 €

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de locaux associatifs Autorisation de signer les conventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, il est proposé de poursuivre l'action de la Ville de Montpellier auprès des acteurs associatifs de la cité en proposant des conventions de mise à disposition de locaux associatifs.

Au vu de l'intérêt communal attaché à chacune de ces structures, une redevance ou un loyer minoré leur sera proposé. Les redevances ou loyers minorés constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée :

Association	Adresse des locaux	Valeur locative	Redevance/loyer annuel(le)	Aide annuelle en nature
Association Française de Familles pour le Don d'Organes (AFFDO)	Hôtel de Varennes 2 place Pétrarque 34000 Montpellier	5 850 €	35 €	5 815 €
Les Restos du Cœur	Résidence Mercure 60 square de Cos 34080 Montpellier	13 950 €	35 €	13 915 €
Les Restos du Cœur	Résidence Neptune 21 square Neptune 34080 Montpellier	5 220 €	35 €	5 185 €
Tin Hinan	Résidence Aigoual Dourbie 305 rue Le Grand Mail 34080 Montpellier	17 910 €	35 €	17 875 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les loyers/redevances minorés proposés aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- D'approuver les conventions d'occupation du domaine public et privé de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du 29 septembre 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

« L'association Française de Familles pour le Don d'Organes (AFFDO)

Domiciliée.....

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

Hôtel de Varennes

2 place Pétrarque

34000 Montpellier

relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Paraphe ville

Paraphe occupant

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :

Hôtel de Varennes
2 place Pétrarque
34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition ont une superficie de 45 m². Le plan des locaux mis à disposition est joint en annexe de la présente convention.

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} octobre 2016 et se terminera le 30 septembre 2017.

Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction pour une période d'un an.
Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 - Redevance

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de 5 850 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de à 5 815 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.3 - Charges

L'occupant s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Paraphe ville

Paraphe occupant

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Néant

Article 6 - Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'occupant. Dans ce cas, il sera tenu de prévenir la Ville par lettre recommandée avec accusé réception, dans un délai de 3 mois.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procèdera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

Paraphe ville

Paraphe occupant

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligent à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la vie associative,

Gérard CASTRE

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

Séance publique du jeudi 29 septembre 2016

Convoqué le jeudi 22 septembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 29 septembre 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Dajmel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri DE VERBIZIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Perla DANAN, Véronique DEMON, Gérard LANNELONGUE, Rabii YOUSOUS.

Absents :

Jacques DOMERGUE, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition à titre gratuit de salles dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 70 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 26705 €

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : CIM 245€, Relations culturelles Franco – Russes 385€, Jasmin d'orient 455€, Kir'art production 245€, Sonikete Flamenco 245€, 3M TKD 220€, Actio-Minerva 165€

MPT CAMUS : Anadolu 220€, Les Oudlers Montpelliérains 220€, Rencontre 110€, Bâtir au féminin 110€, RC Lemasson 110€

MPT CHAMSON : Info net service 165€, Raiponce 300€, Aparsa 385€, L'autre théâtre 430€, Enfance famille d'adoption 220€, Centre de recherche et d'enseignement de l'histoire de l'art 355€, Comité de quartier Rocambale ouest 220€

MPT CHOPIN : Rire 110€, La leche league 110€

MPT PAGNOL : La croix rouge 430€, BGE 165€, Montpellier sauvetage 165€, Info net service 165€, Cpnem 220€, Tiens bon la barre 270€, Compagnie Ribosome 245€, Médit et vous 140€, L's en ciel 110€

MPT RICOME : Somis 455€, Apaj 245€, La croix rouge 245€

MPT SARRAZIN : Via voltaire 330€, Bge Montpellier 165€, Salade culturelle 245€, Strata'jm 1400€, Bca 190€, Bodytalk Montpellier 245€, Laches les mots 165€, Apaj 165€, Tag 165€, La croix rouge 350€

MPT BRASSENS : 100% Lady's 300€, Ansa 190€, Nomad's land 245€, Restos du cœur 455€, Centre des arts du cirque Balthazar 220€, Tiens bon la barre 270€, Cie Antibrouillards 245€, Les petits débrouillards 140€, Maison d'enfants Marie Caizergues 245€

MPT COLUCCI : Compagnons batisseurs 220€, Collectif Yves du Manoir 350€, La croix rouge 300€, Devenet 455€, De fil en oreille 165€, EPE 34 330€, La clé de sol 245€, La leche league 190€, MMM TKD 2300€, 100% Lady's 350€

MPT CURIE : Pèd tanca 34 245€

MPT PARKS : European humanities resources 140€, N mundo hispano Montpellier 165€

MPT PEV : Avec 2010€, Mljam 245€, Association pour l'emploi et le développement des entreprises bge 245€, Ecole des parents et éducateurs 245€, Serm 455€, Udaf 455€

MPT SAND : Country Patchwork 245€, Comité de quartier des Aubes 385€, Comité de quartier Lez/la Pompignane 385€

MPT VILLON : 100% Lady's 245€

MPT ESCOUTAIRE : Aide à domicile Hérault 300€, Association des paralysés de France 110€, Centre culturel Esperanto 300€, Cité citoyenne 245€, Compagnons batisseurs 245€, Ecole des parents et des éducateurs 455€, Jasmin d'orient 455€, Club Handi sport 245€, Les petits débrouillards 140€, Les p'tits loups de St Martin 455€, Patch a tout cœur 300€, Somis 245€.

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 21 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 6995€

Les associations concernées sont :

MPT CAILLENS : Les danseurs du nil 330€

MPT CHAMSON : Ecoartis 110€, Handic'art 220€

MPT MERCOURI : Cie des Sherpas 110€, Cie des 4 coins 220€, Eurogrece 220€

MPT PAGNOL : Alliance 220€, Association SSF 110€

MPT VOLTAIRE : Comité de quartier DON BOSCO 110€, Improspectus 330€, Octopus expression 1220€

MPT PARKS : Les collecteurs 165€, Danse en vie 440€

MPT VILLON : Essor 1265€, Comité de quartier 330€, Secours populaire 220€, Association française du syndrome de Gilles de la Tourette 55€, BGE 55€, Kamala 495€, Raiponce 330€, Gospel Good News 440€.

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver cette mise à disposition de locaux à titre gratuit aux associations listées ci-dessus ;
- D'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 30 septembre 2016

<div> <div>Ville de Montpellier</div> <div> <div>M</div> <div> Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux </div> </div> </div>								
Maison pour tous :			Jean-Pierre CAILLENS	Pour la période de :		2016 - 2017		
Pour Conseil municipal du: 29 septembre 2016								
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	C.I.M.	M. Serge FRAZZONI 58 Lotissement Le Mas de Pérols 34470 Pérols Tél.: 06-28-34-67-71	Réunir et faire fonctionner un club de pratiquants en informatique individuelle et nouvelles technologies, initier au secteurs d'avenir.	Conduire des projets de type réalisation de cours métrages, infographie, en employant des technologies ludiques.	Apprendre les réseaux et les systèmes dans la bonne humeur.	Vendredi de 18h30 à 21h	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	Relations culturelles franco-russes	M. Michel ESTALRICH 312 Le Puech d'Argent 422 Av. Maurice Planes 34070 Mtp Tél.: 06-10-43-11-89	Développement d'échanges culturels et linguistiques.	Cours d'informatique	Participer aux manifestations culturelles	jeudi de 18h30 à 20h	1h30	140 €
	Relations culturelles franco-russes	M. Michel ESTALRICH 312 Le Puech d'Argent 422 Av. Maurice Planes 34070 Mtp Tél.: 06-10-43-11-89	Développement d'échanges culturels et linguistiques.	Cours d'anglais et de russe	Participer aux manifestations culturelles	Mardi 18h 20h30 - jeudi de 17h à 20h	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	Jasmin d'Orient	Mme Leïla BEJAOU 1 rue Jean Vachet Cité St Martin 34070 Mtp Tél : 06-67-20-82-54	Favoriser l'intégration des femmes orientales et les rapprocher des femmes occidentales par la création d'échanges multiculturels.	Cours de français pour étrangers et sports	Alphabétisation et Zumba	Mercredi de 9h30-11h30 jeudi de 14h15 16h15 Mardi de 9h30-10h30	1 journée et + de 30 personnes	455 €
	Kir'Art Production	M. Michel KOUASSI 9 bis rue Colin 34000 Mtp Tél.: 06-16-81-50-02	Développement d'échanges culturels et linguistiques.	Cours d'espagnol	Participer aux manifestations culturelles	Lundi de 18h30 à 21h30	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	Sonikete Flamenco	Mme.Marla Elena Navarro Porte 1 rdc, 3114, avenue des moulins 34080 Mtp Tél.: 06-58-02-02-32	Danse, chant, Guitare et percussion, spectacles	Cours de sévillanes - rumbas et guitare flamenca	Danse, musique et spectacle	Mardi de 18h 20h15 Mercredi de 19h30 à 20h30	1/2 journée et 10 personnes	245 €
	MMM TKD	M. BELLACHCENE 47 Place de chine 34070 Mtp Tél.: 06-68-01-34-34	Développer la pratique, l'enseignement du taekwondo dans les quartiers sensibles prioritaires de la ville et les communes de la métropole de Montpellier	Art martial	Tae Kwon Do	Jeudi de 18h-19h15 Samedi de 14h30-15h30	2h et 20 personnes	220 €
	Actio-Minerva	Mme Caterina GULLI 48 Rue Claude Balebastre 34070 Mtp Tél.: 07-81-49-43-60	Développement d'échanges culturels et linguistiques.	Cours d'italien	Participer aux manifestations culturelles	Mercredi de 17h45-19h et de 19h-20h15	2h et 10 personnes	165 €
Maison pour tous :			CAMUS	Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	nom du président et coordonnées	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ANADOLU	Toros hashasoglu 133 rue Edmond Halley 34070 Montpellier 06 74 06 71 89 34anadolu@gmail.com	Faire connaître l'histoire, la culture, la diversité des peuples d'Anatolie et favoriser les échanges culturels entre les populations	Atelier rencontre et échanges culturels	Atelier peu onéreux pour les adhérents (20€/an)	vendredi 18h à 20h	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Les Oudlers Montpelliérains	Mr Carlinet 145 rue Guillaume Janvier Res Le Barcelone Bat 24 34070 Montpellier 06 10 65 72 71	Développement et promotion du jeu de tarot	rencontre / atelier de tarot	personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (25€/an)	jeudi 20h30 à 23h00	2h et 20 personnes incluses	220 €
	Rencontre	Mme Granel de Solignac 1 rue St Firmin 34000 Montpellier 04 67 66 10 00	Mouvement d'entraide morale aux personnes âgées et isolées	Atelier de rencontre personnes âgées	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents (17€/an)	1 jeudi par mois de 14h00 à 17h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	Bâtir au féminin	Melle Florence Bono 53 Avenue de la Méditerranée 34000 Montpellier 06 10 33 25 27	Encourager et promouvoir la féminisation des métiers du bâtiment	Atelier de rencontre	Personnes bénévoles Atelier peu onéreux pour les adhérents	1 mercredi / mois de 19h00 à 23h00	1h et 10 personnes incluses	110 €
	RC Lemasson	Sébastien Croce 3 rue Monjuich 34070 Montpellier 06 77 11 23 70	Club de football quartier Lemasson	Aide aux devoirs dans le cadre du projet "la tête et les jambes"	Personnes bénévoles animant le soutien scolaire pour les collégiens et lycéens de la Croix d'Argent	Mercredi et jeudi 17h00 à 19h00 et samedi 9h30 à 12h00	Tarification 1 journée (6 à 10h)	110 €
Maison pour tous :			André CHAMSON	Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Info net service	Jean Thérain 40, rue Favre de Saint Castor Montpellier 06 74 99 27 85	Assistance, conseil Internet et multimédia	atelier internet et informatique	atelier sous forme de session 1 à 2 fois par mois Sur la saison 2015-2016, l'association a utilisé la salle que 3 fois dans l'année	jeudi de 16h15 à 18h15	2h	165 €
	Raiponce	Marie-Claude Lesage 70, Impasse Ella Fitzgerald Montpellier 04 67 40 21 42	Convivialité et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard / Pergola	atelier d'alphabétisation	gratuit pour les participants en commun avec Villon et Colucci	lundi et jeudi de 14h à 16h	4 h	300 €

	Aparsa	Alain Marc 2, rue Pierre Boissier Montpellier 04 67 52 41 66	Professionnels de la santé au service des adolescents, pour la prévention des risques liés à leur sexualité	réunion de coordination des intervenants	action sociale intervient 3 fois dans l'année à l'atelier d'alphabétisation sur le thème de la parentalité	lundi 1 fois tous les 15 jours de 18h30 à 22h30	4h/ tous les 15 jours	165 €
	Aparsa	Alain Marc 2, rue Pierre Boissier Montpellier 04 67 52 41 66	Professionnels de la santé au service des adolescents, pour la prévention des risques liés à leur sexualité	atelier d'échange et de rencontre avec des personnes atteintes d'un handicap	action sociale	1 mardi par mois de 17h30 à 20h	2h30	220 €
	L'autre théâtre	Françoise Serres 695, rue des Bouisses Montpellier 06 22 14 88 03	Théâtre par des jeunes en situation d'handicap ou de difficulté sociale	répétition atelier théâtre (public : résidents de différents instituts spécialisés situés sur le quartier) en vue de la représentation programmée chaque année dans le cadre du printemps des comédiens	action sociale	vendredi 13h30 - 16h	2h30	430 €
	Enfance famille d'adoption	PIC Véronique Maison de la famille Rue des frères lumières 34000 Montpellier	Développement, information, et défense de l'adoption, des adoptants et des adoptés	réunion d'information pour les postulants à l'adoption	action sociale	le 1er jeudi de chaque mois de 19h30 à 23h	3 h30/ mois	110 €
	Enfance famille d'adoption	PIC Véronique Maison de la famille Rue des frères lumières 34000 Montpellier	Développement, information, et défense de l'adoption, des adoptants et des adoptés	atelier d'aide à la parentalité adoptive	action sociale	1 samedi tous les 2 mois selon planning défini	3h tous les 2 mois	110 €
	Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Histoire de l'Art Moderne	VATUONE Didier 1 rue de la Part Antique 34070 Montpellier	Formation pédagogique	coaching individualisé pour les décrocheurs scolaires	action sociale	1 vendredi sur 2 de 9h30 de 11h	1h30 tous les 15 jours	110 €
	Centre de Recherche et d'Enseignement de l'Histoire de l'Art Moderne	VATUONE Didier 1 rue de la Part Antique 34070 Montpellier	Formation pédagogique	soutien scolaire primaire et collège	action sociale Tarification symbolique	mardi et jeudi de 16h30 à 18h30	4h	245 €
	Comité de quartier Rocambale Ouest	Jeanine Clerc 183, rue de Mourèze Montpellier 06 63 99 14 88	rencontre et écoute des habitants et faire remonter les besoins du quartier	réunion de leurs adhérents et animation de quartier (loto) soit 6 dates dans l'année sur la MPT Chamson	En commun avec la MPT St exupéry	lundi tous les 2 mois de 19h à 21h	2h	220 €
Maison pour tous :		Frédéric CHOPIN		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	RIRE	Mme Colette FERRARA 13 rue Faubourg de Nîmes 34000 Montpellier Tel 06 65 65 13 05	Association de Clowns pour les enfants hospitalisés	Formation des Clowns bénévoles à l'Hôpital		1 samedi par mois	9h à 13h	110 €
	LA LECHE LEAGUE - LLL	Mme Herrade HEMMERDINGER 27 rue Maguelone 34000 Montpellier Tel 04 67 92 31 17	Information et Soutien à l'allaitement maternel	Réunion d'information sur l'allaitement maternel		1 lundi par mois	14h à 17h	110 €
Maison pour tous :		Marcel PAGNOL		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	la croix rouge/UL Montpellier Hérault	Pierre Ferrand 3 boulevard Henri IV 34000 Montpellier tel : 04 67 40 01 97	solidarité	alphabétisation		lundi, mardi jeudi de 9h30 à 11h et de 14h à 15h30	7h30	430 €
	BGE	Joelle Vernisse 3 rue Pagésy 34000 Montpellier tel : 04 67 58 48 45	Aide pour l'emploi et le développement des entreprises	permanence / accompagnement de projet		lundi de 14h à 16h	2h	165 €
	Montpellier sauvetage	Didier Rossi 250 rue C. Dior 34090 Montpellier tel : 04 67 27 25 10	secourisme	sensibilisation aux gestes qui sauvent		mercredi 9h30-11h30	2h	165 €
	Infonet service	Thérain Jean 40 rue Favre de St Castor 34080 Montpellier tel : 06 74 99 27 85	atelier informatique et création numérique	atelier internet		jeudi 14h-16h	2h	165 €
	CPNCM	Marc Denoy 14 rue des Romarins 34430 St Jean de Védas tel : 04 67 27 61 75	philatélie et collection	philatélie		dimanche de 10h à 12h	2h	220 €
	Tiens Bon La Barre	Victor David 767 av Villeneuve d'Angouême 34000 Montpellier tel : 04 67 42 83 07	culture fondamentale méthode	atelier gym		mercredi 10h30-11h30	1h	270 €
	Compagnie Ribosome	ASSOCIATION LA COMPAGNIE RIBOSOME 6B RUE DE CLARET 34000, MONTPELLIER	création et atelier musical	atelier technique vocale	1ère année dans la MPT	mercredi 16h-17h30 et jeudi 11h-13h	3h30	245 €
	Médit et Vous	271, av du Pic Saint Loup, La Seigneurie II, appt 5304 34090 Montpellier	méditation relaxation	atelier méditation	1ère année dans la MPT	jeudi 9h30-11h	1h30	140 €
	I's en Ciel	Liliane KALIFA 342 rue des escarceliers - entrée n° 3 - 34080 Montpellier Tel. 06 81 42 04 14 6	découverte et pratique du théâtre	atelier théâtre	1ère année dans la MPT	samedi de 14h à 18h 1 fois par mois	1h	110 €
Maison pour tous :		JOSEPH RICÔME		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	SOMIS	DAHAR Bâchir 37, rue du Faubourg du Courreau 34070 MTP 04 67 58 88 10	Écrivain public, Aide social	Permanance gratuite Aide aux publics en difficultés		Lundi et Jeudi 9h30-12h 14h-17h	11 heures	455 €
	APAJ	Marcos Sileira Antelo 04 67 58 14 50	Préparations à la vie actives des jeunes femmes du quartier	Permanance gratuite autour d'un atelier de couture		Vendredi 14h-16h30	2 heures 30	245 €

	CROIX ROUGE	Pierre Ferrand 04 67 40 01 97	Cours d'alphabétisation	Cours d'alphabétisation donné par des bénévoles		Lundi et Jeudi 9h30-11h	3 heures	245 €
Maison pour tous :		SARRAZIN		Pour la période de :	2016 - 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Via voltaire	mr bernat, 1 rue voltaire 34000 montpellier 0467608480	accompagnement et insertion pro	Aide individuelle ou collective à des projets de vie sociale, culturel et citoyenne	3 1/2 journées sup dans l'année pour réunion	mardi 14h30-16h30	2h 10 pers incluses	330 €
	BGE Montpellier	Vernisse Joelle 3 rue pagezy 34000 montpellier 0467584845	accompagnement création d'entreprise	Cité Lab', accueil et suivi des jeunes entrepreneurs		mardi 14h30-16h30	2h et 10 pers	165 €
	salade Culturelle	Balzergue Pierre 18, rue marie muller 34000 montpellier 0672574077	créer du lien	atelier de danses capoeira		mercredi	3h/ et 10 pers	245 €
	Strata "j"m	Penglaou Ellen 2 ter boulevard de la perruque bp 20092 34002 montpellier 0689167497	travail sur et avec jeux de sociétés et de stratégies	atelier et stages de jeux de société et de stratégies pour les familles du quartier	semaine 1 semaine chaque vacances	mercredi 14h-17h	1/2 j pour 20 pers incluses	1 400 €
	BCA	Crowden Donald 4 bis rue baudin 34000 montpellier 0680572930	développer la connaissance de la culture anglaise	atelier de théâtre ado et adulte en anglais	gratuit pour le public	lundi	1h30 et 20 pers	190 €
	Bodytalk MTP	Debbari Yassin 173 rue lazare ponticelli 34070 montpellier 0616086340	développer la culture urbaine via la danse	atelier enfants, ado et adultes de breakdance		mercredi et samedi	5h et 10 pers	245 €
	laches les mots	Plessis Jeremy 13 rue terral 34000 montpellier 0467646690	travail sur l'écriture	atelier d'écriture sur le travail de mémoire		vendredi	1h30 et 10 pers	165 €
	Centre APAJ	Sielra Marcos 6 rue dom vaissette 34000 montpellier 0467581450	travail sur notamment sur la communauté gitane	Atelier prévention, santé et environnement		14h-16h30	2h	165 €
	TAG	Serre Joseph res le newton cs4738238,6 quai louis le vau 34084 montpellier 0670273104		suivi des personnes sous tutelle		9h - 11h30	2h30	165 €
	la croix rouge	Rozzo Irene 0607320108	alphabétisation	alphabétisation		lundi et vendredi 9h30-11h30	1/2 j et 30 pers incluses	350 €
Maison pour tous :		Georges Brassens		Pour la période de :	2016 - 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	100% Lady's	Wafa BELHOUSSEINE 243 Rue des Maseliers, 34660 COURNONSEC 06 62 73 65 88 06 52 35 12 88	organiser, promouvoir et développer les activités physiques adaptées au profil de femmes de tous ages.	step et body dance	nouvelle activité	jeudi et vendredi de 18h à 19h30	3h	300 €
	ANSA	Nadia EL YAKHLIFI 95 Cours des Provinces, Résidence Les Gémeaux, Bât 21, 34080 MONTPELLIER 06 16 84 86 20	permettre à toutes les femmes de montpellier de pratiquer régulièrement une activité physique	Zumba	nouvelle activité	mardi 18h-19h30	1h30	190 €
	Nomad's Land	Joel GARDIN 8 Rue Louis Lenain, 51100 REIMS 03 26 88 38 33	developper la connaissance de la guitare par son enseignement en cours collectif ou particulier	cours de guitare	nouvelle activité	mercredi de 16h à 20h	4h	245 €
	RESTOS DU CŒUR	PEYRANI et nicole CHEVROLIER 06 27 48 31 66	Solidarité aides alimentaires	distribution alimentaires	Solidarité	lundi de 9h à 17h	7h	455 €
	CENTRE DES ARTS DU CIRQUE BALTHAZAR	Christian GARY 04 67 42 28 36	promotion des arts du cirque	atelier cirque 6-10 ans	pas de cotisation	mardi 17h30 à 19h30	2h	220 €
	CULTURE PHYSIQUE FONDAMENTALE TIENS BON LA BARRE	Victor DAVID 04 67 42 83 07	Pratiquer la méthode de culture physique fondamentale	atelier de gymnastique fondamentale	faible cotisation, 40€	lundi et jeudi de 11h à 12h	2h	270 €
	CIE ANTIBROUILLARDS	Aurélien HUMBERT 735 av du Château d'O 34070 Montpellier 06 64 38 82 27	Promotion du théâtre par la création et la production de spectacle	Acompagnement à la scolarité des élèves de primaires dans le cadre d'un CLAS	activité solidaire	mardi et jeudi de 17h à 19h	4h	245 €
	LES PETITS DEBROUILLARDS	Jeremie CREPIN 12 rue Castilhon 34000 Montpellier 04 67 70 33 58	Decouverte des sciences par tous et pour tous	atelier scientifique	Faible cotisation	mercredi 14h à 15h30	1h30	140 €
	MAISON d'enfants Marie Caizergues - Foyer Départementale de l'enfance et de la famille	reforant : Gil Barberan foyer de l'enfance et de la famille 34090 Montpellier Thierry Pageze Herault Sport	Dans le cadre d'un partenariat entre Herault sport et le foyer départementale de l'enfance et de la famille autour d'un projet de découverte des arts martiaux pour un public de jeunes en difficultés	self défense - arts martiaux	solidarité	mardi et jeudi de 10h30 à 12h	3h	245 €
Maison pour tous :		MICHEL COLUCCI		Pour la période de :	2016 - 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	Créneaux : jour horaire	Nombre d'heures totales	Valorisation
	COMPAGNONS BATISSEURS	M. JEANPAUL LEBAS Président du Siège à Rennes Antenne Régionale L.R. 2 rue de la Croisette 34880 Lavérune 04 67 92 55 30 06 78 26 51 53	Contribuer à la résolution de problèmes sociaux, en particulier ceux liés à l'habitat. La philosophie qui l'anime affirme la primauté de la personne, de sa dignité, de son intégrité et la reconnaissance des capacités de développement de chaque personne et de son potentiel.	ATELIERS COLLECTIFS BRICOLAGE ADULTES	à compter du 07/10/16	1er VENDREDI/mois 9h30 - 12h00	2h30	220 €

	C.Y.D.M. COLLECTIF YVES DU MANOIR	M. SALAH IBRA 106 Square Couthon Escalier 29 34070 Montpellier TEL PUBLIC 06 60 73 30 64	Association laïque, démocratique, indépendante qui a pour buts : La sécurité des élèves près des établissements scolaire - Informier et orienter les habitants du quartier et les parents des élèves - Libre expression des habitants sur leurs conditions de vie dans le quartier - La participation des habitants à l'élaboration de propositions - Organisation des activités concourant à la qualité de la vie, à la convivialité et la solidarité dans le quartier - Organisation des manifestations d'information sur la sécurité - Organisation des rencontres sportives et culturelles	ACCOMPAGNEMENT SCOLAIRE PRIMAIRE (CP au CM2) ET COLLEGE (6ème à 3ème)	à compter du 27/09/16	MARDI ET JEUDI 17h00 -19h00	4h00	350 €
	CROIX ROUGE FRANCAISE DL DE MONTPELLIER	M. PIERRE FERRAND 3 Boulevard Henri IV 34000 Montpellier TEL PUBLIC 04 67 40 01 97	La Croix-Rouge Française s'emploie à prévenir et à apaiser toutes les souffrances humaines, en toute impartialité et sans aucune discrimination. Elle exerce sa mission dans cinq secteurs d'activité : l'urgence et le secourisme, l'action sociale, la santé, la formation et la solidarité internationale.	ALPHABETISATION ADULTES	////////	MARDI ET JEUDI 14h00 - 16h00	4h00	300 €
	DEVENET	M. ALAIN JOLLY 519 Av. du Pont Trinquat 34070 Montpellier TEL PUBLIC 06 81 85 12 66	Promotion du développement des outils internet auprès des associations (conseils, assistance, informations, formations pour création, modification et/ou amélioration de sites Internet) afin d'optimiser la communication.	COURS INDIVIDUELS D'INFORMATIQUE SUR RDV D'UNE HEURE	////////	MARDI 9h00 - 12h00 14h00-17h00 VENDREDI 9h00 - 12h00	9h00	455 €
	DE FIL EN OREILLE	Mme MYRIAM MARGE C*/Mme S. AUZIAS 173 rue Michel Teule Résid. Le Parc d'Alco 34080 Montpellier TEL PUBLIC 06 77 94 21 02 06 60 97 60 46	Mise en place d'un lieu d'échange et de transmission autour des pratiques pédagogiques et ludiques de la petite enfance en direction des professionnels et des familles. Prise en compte de l'enfant (0-6 ans) dans son individualité et sa spécificité. Lieu de soutien à la parentalité.	PERMANENCES PROFESSIONNELS PETITE ENFANCE	à compter du 23/10/16	1 VENDREDI/mo is 17h30 - 19h30	2h00	165 €
	EPE 34	Mme JANINE DECUP 360 rue du Puech Radier 34970 Lattes TEL PUBLIC 04 67 03 43 58	Promouvoir la parentalité et le lien entre l'enfant, ses parents, ses grands-parents et les adultes qui l'entourent.	POINT ECOUTE ENFANT, ADOLESCENT ET/OU PARENTS SUR RDV D'UNE HEURE	////////	1 VENDREDI sur 2 14h15 - 18h15 sur RDV (1h00)	4h00	165 €
				CAFE PARENTS	////////	1er SAMEDI/mois 10h00 - 12h00	2h00	165 €
	LA CLE DU SOL	Mme JEANINE BUZZO 6 Allée F. Fabiee Bât. 9 34070 Montpellier TEL PUBLIC 06 95 02 94 09	Transmission de la musique, de l'expression corporelle et des pratiques somatiques ainsi que l'animation socioculturelle et musicale.	BATTERIE ENFANT/ADOS 7-15 ans COURS INDIVIDUELS DE 30 OU 45 MIN	////////	MERCREDI 13h30 - 17h15	3h45	245 €
	GROUPE LLL (La lèche League) LANGUEDOC ALLAITEMENT	Mme Sophie CHEVALIER Présidente du Sièg à L'étang La Ville Mme Herrade HEMMERDINGER Responsable Antenne Locale 27 rue Maguelone 34000 Montpellier TEL PUBLIC 09 50 59 27 27 06 11 51 91 63	Aider la mère à apprendre à allaiter son bébé ; encourager un bon maternage à travers l'allaitement, stimulant ainsi une croissance physique et relationnelle optimale de l'enfant et le développement de relations familiales étroites ; promouvoir une meilleure compréhension des valeurs représentées par l'allaitement, le rôles des parents, l'accouchement et autres sujets s'y rapportant.	REUNIONS DE SOUTIEN A L'ALLAITEMENT POUR LES MAMANS DU QUARTIER DE BAGATELLE ET DES ENVIRONS	////////	1er SAMEDI/mois (septembre) puis 3ème ou 4ème SAMEDI/mois à partir d'octobre 9h00 - 15h00	6h00	190 €
	MMM TKD	Mme NELLY DONIKIAN 205 rue de Cheng Du 340710 Montpellier TEL PUBLIC 06 61 70 34 34	Développer la pratique, l'enseignement du Taekwondo dans les quartiers sensibles - prioritaires de la ville et les communes de la métropole de Montpellier	COURS TKD TOUT PUBLIC A PARTIR DE 3 ans	////////	DU LUNDI AU SAMEDI	23h15	1 150 €
				LOCAL BUREAU PERMANENCE ACCUEIL ADHERENTS TKD	////////	DU LUNDI AU VENDREDI	23h15	1 150 €

	100% LADY'S	Mme Wafa BELHOUSSEINE 24 rue Robespierre Résid, Paul Valéry 34070 Montpellier TEL PUBLIC 06 52 35 12 88 06 62 73 65 88	Organiser, promouvoir et développer des activités physiques et sportives adaptées au profit de femmes de tout âge, dans une perspective de santé. De proposer un programme régulier d'entraînement sportif dans la remise en forme et de les préparer aux rencontres sportives officielles (stages). De permettre à ses membres, grâce au sport pratiqué dans un cadre officiel et reconnu, une mise en mouvement de leurs aptitudes physiques, mentales et sociales et donc de leur ouvrir de plus larges perspectives d'intégration sociale. De favoriser l'expérience de l'initiative et de la responsabilité, de la citoyenneté en invitant ses membres à prendre une part active à l'organisation d'événements sportifs.	G. DOUCE STRET, SENIORS ZUMBA	PUBLIC EXCLUSIVEMENT FEMININ	MARDI 9h30 - 11h00 MARDI 20h15 - 21h45 & VENDREDI 14h00 - 15h30	4h30	350 €
Maison pour tous :		Marie CURIE		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pèd Tanca 34	Marcel Laborde, 20 allée Antonin Chaillac 34080 Montpellier 06 11 89 34 62	Organisation de manifestations événementielles de Pétanque	Organisation de la 1er odysée de la pétanque " Métropole Méditerranée Montpellier,	Local pour l'organisation de la manifestation	Vendredi 17h à 21h	4 h pour 10 pers sur 30 semaines	245 €
Maison pour tous :		PARKS		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	European Humanities Resources	Matthias LEGRIX 1 rue du Grand Saint-Jean 34000 Montpellier 06-09-85-70-61	Cours de Français pour étrangers	Atelier de FLE	Association en cours de création et activité importante sur le quartier Hôpitaux-Facultés, où de nombreux étudiants étrangers vivent. Le tarif est abordable et le peu d'élèves par cours justifie une gratuité	mardi 15h-16h30	1h30 par semaine et moins de 10 personnes incluses	140 €
	fi mundo hispano Montpellier	Zoraima GUTIERREZ-RAVE NOGUEIRA 2220 avenue du père soulas, bat B"la cigalière" 34090 Montpellier 06-70-60-24-96	promotion de la culture espagnole	Atelier de rénovation de meubles en mosaïques	nouvelle activité : afin de favoriser son développement et permettre à l'association de maintenir le créneau même avec peu d'inscrits.	samedi 15h-17h	2h et 10 pers	165 €
Maison pour tous :		Paul Emile Victor		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	AVEC	Fatsiha BOUKANTER 04 67 63 81 35, 53 route de Lodève, 34080 Montpellier	facilité l'accès à la citoyenneté de toute personne en difficulté d'insertion	Accompagnement d'enfants et d'adolescents + Atelier de Français Langue Etrangère + Travail social (conseil conjugal, démarches administratives) alphabétisation hommes quartier Cévennes	Association alphabétisation et FLE + Partenariat actif avec la MPT pour les animations de quartier (carnaval, fête de quartier)	Lundi, mardi, jeudi, vendredi 17h - 19h30, Mardi, jeudi, vendredi 14h - 16h, mardi 14h-16h30, 1 mardi par mois 14h30-16h30	21h	2 010 €
	MLIAM	Miralles Patricia tel: 04 67 75 29 67, 40 Square de Corté 34080 Montpellier	Insertion sociale et professionnelle des jeunes sortis du système scolaire et âgés de 16 à 25 ans	permanence et travail social	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	Jeudi 14h-17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	AEDE-BGE	Vernisse Joëlle 3 rue Pagezy, 34000 Montpellier tel: 04 67 58 48 45	Association pour l'Emploi et le Développement des Entreprises	permanence sociale	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	mardi 9h-12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	EPE 34 - Ecole des Parents et Educateurs	Decup Jeannine 260 rue du Puech radier 34970 Lattes-Montpellier tel: 04 67 03 43 58	Point écoute pour parents et enfants	permanence sociale	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol - Financement CUCS	vendredi 9h-13h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	SERM	Laget Thierry Etoile Richter 45 Place Ernest-Granger 34960 Montpellier tel : 04 67 63 76 36	réunions dans le cadre de l'OPAH	réunions dans le cadre de l'OPAH	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol	mercredi et vendredi 9h-12h	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
	UDAF	Rico Claude 160 rue des frères lumière CS 29000, 34060 Montpellier tel: 04 99 13 23 18	Union Départementale des Associations Familiales	permanences Individuelles et réunions collectives	Maison de quartier Jean-Pierre Chabrol - Financement CUCS	2 mardis par mois 13h30-17h30 et 1 mardi par mois 17h30-19h30	Tarification 1 journée (6 à 10h)	455 €
Maison pour tous :		George Sand		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	COUNTRY PATCHWORK	Mme IUNG Anne 7 rue G.d'Antignac 34070 Montpellier 04 30 10 09 30	ATELIERS DE PATCHWORK	ATELIERS DE PATCHWORK INTERGENERATIONNELS	ASSOCIATION PRESENTE DEPUIS LA CREATION DE LA MPT DONT LES TARIFS SONT EXTREMEMENT BAS (40€/an)	jeudi 10h-12h et 14h-16h	1/2 journée et 10 pers	245 €

	Comité de quartier des Aubes	Mr Serge Guidez 55 bd Ernest Renan, 34000 Montpellier, 06 07 24 18 74	Défendre les intérêts des quartiers et de ses habitants, de préserver, sauvegarder le cadre de vie	Animations de quartiers/Réunions Publique / Assemblées Générales		6 dates à définir selon planning sur la saison	5 demi journées - de 60 pers et 1 demi journée + de 60 personnes	3850 €
	Comité de quartier Lez-pompignane	Mr Vincent Ucheda 25, rue Jules Isaac, 34000 Montpellier 06 82 17 75 68	Défendre les intérêts des quartiers et de ses habitants, de préserver, sauvegarder le cadre de vie	Animations de quartiers/Réunions Publique / Assemblées Générales		6 dates à définir selon planning sur la saison	5 demi journées - de 60 pers et 1 demi journée + de 60 personnes	3850 €
Maison pour tous :		François-Villon		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	100% ladies	Wafa BELHOUSSE 251 rue de Cambridge 34080 Montpellier Tel: 06 62 73 65 88	développement personnel par le sport	atelier de cardio fit boxing	aide aux lancement d'une nouvelle activité sportive pour les femmes en lien avec la MPT	mardi 18h à 19h30	1h30 et 30 personnes incluses	245 €
Maison pour tous :		L'Escoutaïre		Pour la période de :		2016 - 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ADH 34 Aide Domicile Hérault	André Dye 130 impasse Jean Bruller Parc de la Guirlande, bat D2 34070 Montpellier 04 67 92 84 01	Soutien à la parentalité, aide au bon fonctionnement de la vie familiale et domestique	Atelier de loisirs, cuisine, couture, sortie	action qui favorise le lien social auprès de familles du quartier	lundi de 13h45 à 17h	1/2 journée et 20 personnes incluses (3 à 5h)	300 €
	Association des Paralysés de France APF	Claire Abraham Aide Médico-Psychologique Accueil de Jour 7 rue de Lantissargues 34070 Montpellier 04 67 10 47 82	Participation sociale des personnes atteintes de déficience motrice avec ou sans troubles associés	"Danse avec les Roues", atelier de danse tous publics et avec des personnes sur fauteuil	action qui favorise le lien social auprès de publics isolés	un lundi par mois de 14h à 16h	1h/semaine et 10 personnes incluses	110 €
	Centre culturel Esperanto	M. Gilles Pérez, 15 rue Bosquet, 34090 Montpellier 06 33 00 25 73 gpl@mac.com	Atelier langue esperanto	Esperanto	Club de bénévoles	mardi et jeudi de 18h30 à 20h et un samedi par mois de 10h à 14h	1/2 journée et 20 personnes incluses (3 à 5h)	300 €
	Cité citoyenne	Abdel Bakkali, 371 rue de la Thieriarque, 34090 Montpellier 06 09 52 62 88	Accompagnement à la scolarité	Accompagnement à la scolarité en direction des publics collège et lycée	action éducative qui favorise le lien entre les jeunes, les parents et la Maison pour tous	le lundi et le jeudi de 17h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Compagnons Bâtisseurs	Véronique Marty, 2 Rue de la Croisette 34880 LAVERUNE 04-67-92-55-30	Atelier collectif et animation "entretenir et améliorer son habitat"	Atelier de bricolage, et intervention à domicile	action qui favorise le lien social auprès de publics isolés	vendredi 3 fois par mois de 9h à 12h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Ecole des Parents et des Educateurs EPE 34	Jeanine DECUP 260 Rue du Puech Radier, 34970 Lattes 04 67 03 43 58	Propose aux parents, enfants et professionnels, un accompagnement et une réflexion sur la relation parent-enfant et sur la fonction parentale	Escarpolette : action de médiation en direction des parents séparés et transfert de garde d'un enfant	permanence d'une médiatrice et d'une psychologue pour accompagner des familles en rupture	mercredi 12h30 à 18h vendredi 16h à 19h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	455 €
	Jasmin d'Orient	Lella Bejaoui Local Vivre Ensemble, 1rue Jean Vachet 34070 Montpellier 04 9951 62 78	Promotion et aide aux femmes d'origine étrangère via des échanges éducatifs et culturels	Alphabétisation, cuisine, gym, animations diverses...	action sociale qui favorise le lien entre les familles, le quartier et la Maison pour tous	lundi mardi 9h30-11h30 mardi 14h à 15h vendredi 14h15-17h15 jeudi 14h-15h30	1/2 journée et + 30 personnes incluses	455 €
	Club Handi sport	Mme Courtois Colette Chez Stéphane Janneau Esc 113 Bat 17, Res Verbois, 53 av de Luthuli 34090 Montpellier Andréas : 06 82 03 21 88	Favoriser le sport pour personnes en situation d'handicap	Permanences d'accueil des participants et démarches administratives	action bénévole qui favorise le lien auprès de publics isolés	mardi 14h à 17h	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
	Les Petits Débrouillards	M.CREPIN Jérémie 49 bd Berthelot 34000 Montpellier 06 58 81 32 63	Ateliers ludiques scientifiques	Pockets films Ateliers d'images numériques	action qui permet de mettre en lien la science avec le numérique de manière ludique	jeudi 17h30 à 19h	1h30/semaine et 10 personnes incluses	140 €
	Les P'tits Loups de St Martin		Réunions d'assistantes maternelles, jeux collectifs petite enfance	Réunion, formation, atelier petite enfance	action qui favorise le lien social auprès des assistantes maternelles et des bébés du quartier	Lundi et vendredi de 9h à 12h 14h à 16h00	1/2 journée et 20 personnes incluses (3 à 5h)	455 €
	Patch A Tout Cœur	Arlette Olié 1 rue Jean Mirailhet 34070 Montpellier 06 46 29 18 05	Atelier / club d'initiation au patchwork	Patchwork	Club de bénévoles	vendredi 14h-17h et un vendredi par mois de 9h à 17h	1/2 journée et 20 personnes incluses (3 à 5h)	300 €
	SOMIS	Bachir Dahak, 37 rue du Faubourg du Courreau 34000 Montpellier 04 67 58 88 10	Accueil médiation information et services auprès des particuliers les plus démunis	Entretien individuel sur rendez-vous et accompagnement de médiation administrative	action sociale qui favorise le lien auprès de publics isolés	lundi de 9h30 à 12h30	1/2 journée et 10 personnes incluses (3à5h)	245 €
							TOTAL	26 705 €

Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux					PONCTUELLE			
Maison pour tous :		Jean-Pierre CAILLENS		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			
Pour Conseil municipal du :		29-sept-16						
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Les Danseurs du Nil	Mme Mouniya Tbane chez M. Ahmed Ibane 42, rue Faubourg Figuerolles - 34070 Montpellier	Découverte et apprentissage de l'expression corporelle et musicale orientale. Une rencontre et un échange culturel entre l'Orient et l'Occident	Stages de danse		Les : 27/11/16, 11/03/17 et les 13 et 14/05/17 de 14h à 17h	4 x demi-journée salle pour 60 personnes	220 €
	Les Danseurs du Nil	Mme Mouniya Tbane chez M. Ahmed Ibane 42, rue Faubourg Figuerolles - 34070 Montpellier Tél : 06 61 54 08 92	Soirée de rencontre et d'échange entre l'Orient et l'Occident.	Soirée de fin d'année des élèves des cours de danse orientale		Le samedi : 24/06/17 de 19h à 24h	demi-journée salle pour + de 60 personnes	110 €
Maison pour tous :		André CHAMSON		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Ecoartis	GRANOUILAC Bruno 8 rue saint Antoine 34070 Montpellier	Informier, créer, éduquer et créer dans le domaine du développement durable	stage payant expériences scientifiques Labo des énergies pour les 7-11 ans	vient compléter l'offre d'animations pour les habitants du quartier sur cette période de vacances	du 24 au 28 octobre 2016 de 14h à 16h	10h	110 €
	Handic'art	BOUCHET Josiane 60 place Lascaux le Château A2 N°10 34070 Montpellier	Organiser des rencontres et développer des activités culturelles et sportives entre des personnes valides et non valides	assemblée générale et repas de fin d'année	association payant une location à l'année pour ses activités payantes	samedi 10/12/2016 de 10h30 à 17h	6h30	110 €
	Handic'art	BOUCHET Josiane 60 place Lascaux le Château A2 N°10 34070 Montpellier	Organiser des rencontres et développer des activités culturelles et sportives entre des personnes valides et non valides	Soirée spectacle	association payant une location à l'année pour ses activités payantes	samedi 08/04/2017 de 17h à 23h	6h	110 €
Maison pour tous :		MERCOURI		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	CIE SHERPAS	Mme Nathalie REY 125 Rue des Viollet le Duc 34070 Montpellier	La compagnie a pour objectif de promouvoir des ateliers de théâtre	plateau d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure	23/09/2016	5h	110 €
	CIE des 4 coins	Pierre ECH 198 rue de la Grotte des Demoiselles 34000 Montpellier 06 16 57 74 46	compagnie de théâtre amateur	festival millénaire en scène	Participe au projet de la structure entrée libre	16 et 17/09/2016	8h	220 €
	Euro Grèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	récitation piano	pas de tarification partenaire de la MPT	vendredi 7 octobre 2016 de 16h à 21h	5h	110 €
	Euro Grèce	M ANAGNOSTOPOULOS Antoine espace Martin Luther King 27 Bd Louis Blanc 34000 Montpellier 06 13 54 35 36	activités culturelles favoriser les échanges entre les deux pays (France et Grèce)	conférence projection	pas de tarification partenaire de la MPT	le dimanche 18 novembre 2016 de 18h à 21h30.	4h	110 €
Maison pour tous :		Marcel PAGNOL		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ALLIANCE	Madame Françoise MARIN	Toutes activités ayant un lien avec le développement personnel organisation de conférences, séminaires, stages et activités.	Evènement culturel franco-mauricien au profit des orphelinats de l'île. Il s'agit de chants et de danses		30/07/2016 de 11h-23h et le 31/07/2016 de 8h-23h	27h	220 €
	Association SSF Savoir Solidarité Fraternité	M Oussaa Mustapha	organiser du soutien scolaire, l'apprentissage de langues vivantes, des activités éducatives, pédagogiques et de loisir, des activités sportives, créer un espace d'échange autour du savoir et de la culture, promouvoir la tolérance, l'échange interculturel et interculturel.	fête de fin de saison de football d'UFOLEP		09/07/16 de 13h à 21h	8h	110 €
Maison pour tous :		VOLTAIRE		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	COMITE DE QUARTIER PASQUEUR DON BOSCO	Gérald Vicente 06 32 97 24 33	Animation du quartier	Repas dansants	AF	17/09/2016 15/10/2016	20,00 h.	110 €
	IMPROSPECTUS	Yoann Dumontet 06 43 64 20 01	Théâtre improvisation	Soirées match improvisation théâtrale	AF	24/09 10/12 4/03/2017 1/04/2017 10/06/2017	30,00 h.	330 €
	OCTOPUS EXPRESSION	Gaëlle POIRIER octopusexpression@yahoo.fr	Théâtre	Stages et représentation	AF	du 13 au 17/02 2017 ; du 10 au 14/04/2017 et le 17/06/2017	11 Journées	1 220 €
Maison pour tous :		PARKS		Pour la période de :	septembre 2016 à juin 2017			

N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneau: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	les collecteurs	Rachel Milhault 06 60 47 95 39 r.milhault@laposte.net	expression et mise en valeur des votes et des voix des lecteurs	rencontre mensuelle pour échanger sur leurs lectures	samedis 24/09 - 15/10-03/12	samedi de 10h à 13h soit 55€ par samedi		165 €
	danse en vie	Christine ARNAUD 19 rue Desmazes 34000 Montpellier 06-33-25-94-07	promotion de la danse Intergénération - parents/enfants	stages de danse en famille ou mamans enceintes parents/bébé - parents/enfants - grands parents/enfants	Une intervenante de cette association est aussi l'intervenante en piano et connaît bien les familles, l'activité proposée me semble correspondre à un désir exprimé des familles, notamment pour les femmes enceintes,	8 stages en dimanche		440 €
Maison pour tous :		VILLON		Pour la période de :		septembre 2016 à juin 2017		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	ESSOR - Savoirs et partages	Marianne Legrand-Cartier 2 rue des Soldanelles, 34080 Montpellier 04 67 40 20 17	Accompagnement éducatif des enfants et adolescents autour de trois grands axes: aide à la réussite scolaire, ouverture culturelle et soutien aux parents dans leur rôle d'éducateur	semaine des arts: 1 semaine de spectacles et d'ateliers pour enfants jeunes et adultes	Participation à l'animation globale de la MPT	mardi 18/10 de 9h à 22h mercredi 19/10 de 16h à 19h jeudi 20/10 de 14h à 22h vendredi 21/10 de 14h à 22h samedi 22/10 de 9h à 22h	Journées et demi journées	935 €
	ESSOR	Marianne Legrand-Cartier 2 rue des Soldanelles, 34080 Montpellier 04 67 40 20 17	Accompagnement éducatif des enfants et adolescents autour de trois grands axes: aide à la réussite scolaire, ouverture culturelle et soutien aux parents dans leur rôle d'éducateur	6 réunions parent d'élèves dans l'année	Participation à l'animation globale de la MPT	6 dates à définir avec l'association en soirée de 18h à 22h	1/2 journée salle - 60 personnes	330 €
	Comité de quartier	Adehila Ravese Parc des Ormeaux F88 bloc B, 34080 Montpellier 06 88 07 80 87	Favoriser les échanges entre les habitants du quartier Saint Clément	6 réunions dans l'année	Comité de quartier	6 dates à définir avec le comité de quartier	1/2 journée salle - 60 personnes	330 €
	Secours populaire français	Eric Ollier 78 rue du Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier 04 67 42 30 92	Soutenir dans l'esprit de la déclaration universelle des droits de l'homme, au plan matériel, sanitaire, médical, moral et juridique les personnes et leurs familles victimes de l'arbitraire, de l'injustice sociale, des calamités naturelles, de la misère, de la faim, du sous-développement, des conflits armés	braderie de jouets	dans le cadre de décembre en jeu et en direction des habitants du quartier	jeudi 1er décembre de 10h à 16h	1 journée salle de + 60 personnes	220 €
	Association française du syndrome de Gilles la Tourette	JF Mittoine Cf Agnes Romarin 200 rue Michel Ange Bat a2, 34070 Montpellier	Aide et soutien aux personnes et aux familles atteintes du syndrome	réunion régionale		dimanche 23 octobre de 12h à 17h	1/2 journée salle - 60 personnes	55 €
	BGE	Joëlle Vernisse 3 rue Pagézy, 34000 Montpellier 04 67 58 48 45	Accompagnement porteurs de projets de création d'entreprise et suivi.	Jury talents des quartiers		mercredi 9 novembre de 9h à 17h	Journée - 60 personnes	55 €
	Kamala	Dominique Boss	promotion de la culture indienne à travers le développement d'activités culturelles et artistiques telles que la danse	Atelier de danse indiennes (bollywood, odissi,...)	Tarif bas pour jeunes du quartier, mixité des publics	9 octobre, 13 novembre, 11 décembre, 15 janvier, 22 février, 12 mars, 23 avril, 14 mai, 11 juin	Journée - 20 personnes	495 €
	Ralponce	Marie-Claude Lesage 35 Bd Renouvier, 34000 Montpellier 06 70 17 75 13	Convivialité, communication, participation et intégration de la population à la vie du quartier Petit Bard/Pergola et ses environs immédiats.	6 réunions par an		6 réunions dans l'année	1/2 journée salle - 60 personnes	330 €
	Gospel Good News	Emmanuelle Guy 39 rue Louis Martin Berthoud, Les Jardins de la Palmeraie, 34080 Montpellier 06 35 30 00 86	chorale de gospel	répétitions avant concert		2 jours dans l'année	Journée + 60 personnes	440 €
TOTAL								6 995 €